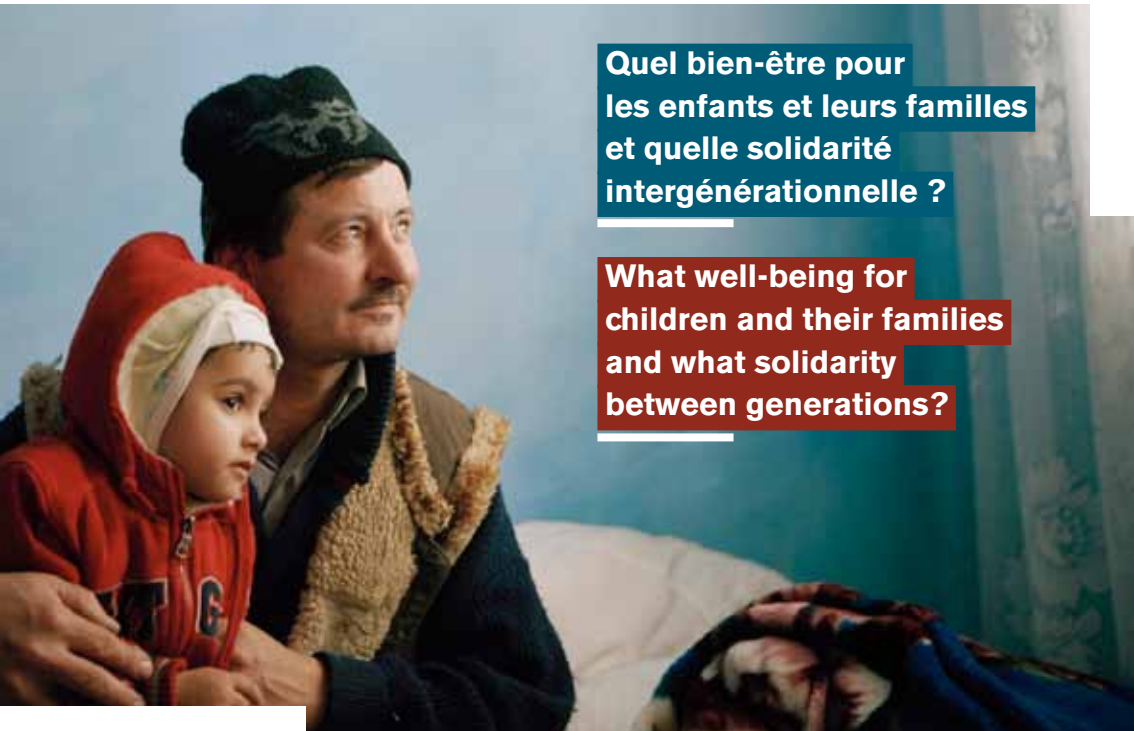


FACE À LA PAUVRETÉ

CONFRONTED WITH POVERTY

2012



Quel bien-être pour
les enfants et leurs familles
et quelle solidarité
intergénérationnelle ?

What well-being for
children and their families
and what solidarity
between generations?

p.4 Introduction
Preface

p.10 ÉDUCATION
EDUCATION

p.16 MINEURS ET JUSTICE
JUVENILES AND JUSTICE

p.34 ENFANTS ET MIGRATION
CHILDREN AND MIGRATION

p.43 TRAITE DES MINEURS
CHILDREN VICTIMS OF HUMAN TRAFFICKING

p.61 SOLIDARITÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS POUR LUTTER
CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE
SOLIDARITY BETWEEN GENERATIONS TO FIGHT
POVERTY AND SOCIAL EXCLUSION

EN COMPLÈMENT / IN ADDITION

p.75 Dix recommandations sur la pauvreté des enfants présentées par
Caritas Europa, le 19 juin 2012
Ten pack of recommendations on the issue of Child Poverty presented
by Caritas Europa, June 19, 2012

p.80 Méthodologie pour les recommandations
Methodology for the recommendations

p.81 L'Union Européenne et le Conseil de l'Europe face à la thématique «
Enfance et Pauvreté » et Note présentant les positions institutionnelles
en septembre 2012.
European Union and Council of Europe addressing "Childhood and
Poverty" issues Note presenting institutional positions in September
2012

photo de couverture : ©X.Schwebel_Secours Catholique

19 MILLIONS. C'est le nombre d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté sur le territoire de l'Union européenne selon les chiffres présentés par la Commission européenne. Et combien dans l'ensemble du continent européen ? En 2012, nous ne pouvons accepter que tant d'enfants soient confrontés à la pauvreté sous toutes ses formes en Europe. Avec tout ce qu'elle peut vouloir dire et faire dire, la « crise » n'a pas été à l'origine de la pauvreté des enfants, elle n'a pas créé ce phénomène mais l'a pourtant aggravé. Alors que tous les esprits sont tournés vers cette « crise », il faudrait peut-être se demander si prendre en considération et s'occuper de tous les enfants, représentants des générations futures, ne serait pas une démarche efficace pour contribuer à résoudre les problèmes actuels et sociétaux tout en contribuant à combattre la crise. Améliorer la situation des enfants nécessite une approche globale prenant en compte la relation famille/enfants couplée à une approche basée sur les droits des enfants. La parentalité est en effet un aspect fondamental du bien-être de l'enfant qu'il faut privilégier. Plus encore, les enfants dépendent de leurs familles et se retrouvent directement impactés par la situation de leurs parents. Dès lors, pour lutter contre la pauvreté des enfants, il faut lutter contre celle de leurs familles et redonner à ces dernières une capacité à se projeter dans l'avenir. Par ailleurs, les mesures spécifiques de protection des enfants doivent se poursuivre. A titre d'exemple, la France fête les 100 ans cette année de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents. N'oublions pas le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant ! L'Union européenne s'est saisie de la question de la pauvreté des enfants en l'incluant dans sa stratégie 2020 alors que les enfants n'étaient pas une cible privilégiée auparavant. La stratégie du Conseil de l'Europe 2012-2015 sur les droits de l'enfant vise à « changer une vision en réalité ». Autant d'avancées qu'il convient de poursuivre au sein des institutions publiques et de la société civile. Le séminaire « Face à la pauvreté, quel bien-être pour les enfants et leurs familles et quelle solidarité entre les générations ? » y contribue en approfondissant plusieurs domaines : mineurs et migration, mineurs et justice, traite des mineurs, éducation. Il envisage également la solidarité intergénérationnelle comme un moyen d'éviter et de combattre la pauvreté. Ce document est le résultat de l'action menée au quotidien par Caritas et ses partenaires sur le terrain dans toute l'Europe. Il constitue la base des échanges qui auront lieu au cours du séminaire, permettant d'établir des recommandations pour les différents acteurs aux niveaux national, européen et international.

19 MILLIONS. According to the European Commission, this is the number of children living under the poverty line within the European Union. And how many in the whole of Europe? In 2012, we cannot accept the fact that so many children have to face poverty in its various manifestations in Europe. In spite of what one could say, the "economic crisis" is not the cause of children's poverty; it did not create the poverty but yet aggravated it. As everybody is focused on this "crisis", we wonder whether taking care of all children, who are the representatives of future generations, would not be an effective way to contribute to the resolution of the societal problems, while contributing to fight the crisis. In order to improve the situation of children, we need a global approach, taking into account the family/children's relationship as well as children's rights. Parenthood is indeed a major aspect of the child's well-being that ought to be prioritized. Moreover, children depend on their families and are directly impacted by their parents' situation. To fight children's poverty, it is therefore necessary to fight their parents' poverty in order to restore the possibility for them to project themselves in the future. As a matter of fact, specific measures regarding children's protection must continue. For example, France is celebrating this year the 100th anniversary of the juvenile courts legislation, adopted in 1912. Let us not forget the principle of the best interests of the child! The European Union seized the issue of children's poverty by including it in its 2020 strategy; children did not seem to be a particular target until then. The Council of Europe's 2012-2015 strategy on children's rights intends to "turn a vision into reality". This progress must be strengthened within public institutions and civil society. The seminar "Confronted to poverty, what well-being for children and their families and what solidarity between generations?" is a way to go further into several fields: minors and migration, juveniles and justice, minors victims of human trafficking, education. It also addresses the issue of solidarity between generations as a mean of avoiding and fighting poverty. This booklet is the result of the work carried out daily by Caritas and its partners all over Europe. It provides a basis for the interactions that will take place during the conference and the establishment of recommendations to the different players at the national, European and international levels.



François Soulage
Président du Secours Catholique
President of Secours Catholique



Erny Gillen
Président de Caritas Europa
President of Caritas Europa

INTRODUCTION

Des sociétés ne protégeant pas les enfants de la pauvreté commettent une erreur coûteuse pour les générations futures. Si les enfants sont particulièrement vulnérables à la pauvreté, les États en subissent également les conséquences : dégradation des niveaux de santé et d'instruction, dépendance à l'égard de l'aide sociale, baisses des compétences, érosion de la cohésion sociale, etc.¹ Or, si les États ne s'approprient pas cette question rapidement, la pauvreté des enfants persistera bien au-delà de la crise économique actuelle.

Avant de s'engager à parler de lutte contre la pauvreté des enfants, il est primordial de s'accorder sur une définition claire et précise de ce concept qui a pu soulever par le passé de nombreux débats.

La définition, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en janvier 2007, peut être mentionnée à titre de source et reconnaît la spécificité de la pauvreté des enfants. En effet, l'Assemblée générale des Nations Unies, en 2007, réaffirme et clarifie la définition de pauvreté consacrée au niveau international pour l'adapter à la situation particulière des enfants. Elle reconnaît dès lors la nature particulière de celle-ci, soulignant clairement que la pauvreté des enfants va au-delà du manque d'argent et qu'elle peut être considérée comme le déni d'un certain nombre de droits reconnus par la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant.

« Les enfants vivant dans la pauvreté sont privés de nutrition, d'eau et d'installations sanitaires, d'accès aux services de santé de base, au logement, à l'éducation, à la participation et à la protection ; bien qu'un manque sévère de biens et de services nuise à tout être humain, c'est pour les enfants que cela représente la pire menace et le mal le plus grand, en les rendant incapables de jouir de leurs droits, d'atteindre leur plein potentiel et de participer à la société comme membres à part entière. »²

L'Union européenne et la Grande Europe n'échappent pas à ce phénomène, bien au contraire.

En 2012, selon les chiffres de la Commission européenne, 19 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté sur le territoire de l'Union. Malheureusement, la plupart des mesures prises pour enrayer ce phénomène sont la plupart du temps des

PREFACE

Societies failing to protect children from poverty commit an expensive mistake for future generations. If children are particularly vulnerable to poverty, states suffer the consequences: health and education deterioration, dependency on social assistance, skills decrease, social cohesion erosion, etc.¹ If states do not appropriate this issue quickly, child's poverty will persist well beyond the current economic crisis.

Before talking about the fight against child poverty, it is important to agree on a clear definition of this concept which raised many discussions in the past.

The definition adopted by the United Nations General Assembly in January 2007 can be mentioned as the source and it recognizes the specific nature of child poverty. Indeed, the United Nations General Assembly of 2007 reaffirms and clarifies the definition of poverty at international level to suit the particular situation of children. It therefore recognizes the specific nature of child poverty; clearly emphasizing that child poverty goes beyond lack of money and can be seen as the denial of a certain number of rights recognized by the UN Convention on the Rights of the Child.

« Children living in poverty are deprived of nutrition, water and sanitation, access to basic health, housing, education, participation and protection; although the severe lack of goods and services can harm any human being, for children it represents the greatest threat and the greatest harm, making them unable to enjoy their rights, achieve their full potential and participate in society as full members ».²

The European Union and the wider Europe do not escape this phenomenon.

In 2012, according to figures from the European Commission, 19 million children lived under the poverty line in the territory of the Union. Unfortunately, most of the measures taken to stop this phenomenon are mostly taken in emergency and are based on little factual data, not reflecting the reality of the life and children's development.

This approach initiated by our structures must allow, from our expertise in the field and in the

mesures prises dans l'urgence et se fondent peu sur des données factuelles, objectives reflétant la réalité de la vie et du développement des enfants.

Cette démarche doit donc permettre, à partir de notre expertise de terrain et dans la continuité de nos actions de plaidoyer, de dégager des pistes de réflexion et recommandations pour lutter contre la pauvreté des enfants. Elle vise à mettre l'accent sur la pauvreté des enfants dans différents domaines (éducation, justice, migration, traite) et à promouvoir la solidarité entre les générations.

~ 1 ~

Contexte du projet

Depuis quelques années, les institutions européennes, tant l'Union européenne que le Conseil de l'Europe ont pris des positions fortes en faveur de la lutte contre la pauvreté des enfants.

Le Conseil de l'Europe, dans sa stratégie sur les droits de l'enfant (2012-2015) adoptée en février dernier, a rappelé l'importance de défendre les droits des enfants en situation de vulnérabilité, qui nécessitent donc une attention particulière en ce qui concerne les enfants en situation de pauvreté. En effet, le Conseil de l'Europe s'intéresse particulièrement à différentes questions concernant les mineurs : respect des droits de l'Homme, lutte contre les discriminations, limites à l'enfermement...

Le Conseil de l'Union européenne, quant à lui, proclame comme priorité absolue la lutte contre la pauvreté des enfants,

« La lutte contre la pauvreté infantile devrait être une priorité absolue. Les enfants nés dans la pauvreté sont exposés à un risque considérablement plus élevé de rester pauvres pendant toute leur jeunesse et à l'âge adulte. Il est primordial d'aider les enfants vulnérables dès leur plus jeune âge, ainsi que leurs parents, si l'on veut mettre toutes les chances de leur côté. Pour ce faire, il faut prévenir et atténuer la pauvreté des familles, investir dans la protection sociale et l'éducation et la formation, en particulier durant les premières années, et autonomiser les enfants, conformément aux droits fondamentaux et notamment à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. »³

continuity of our advocacy work, to identify ways of thinking and recommendations for the fight against child's poverty.

It aims to focus on child poverty in different areas (education, justice, migration, trafficking) and to promote solidarity between generations.

~ 1 ~

Background

In recent years, European institutions, both the European Union and the Council of Europe have taken strong positions in favour of the fight against child poverty.

The Council of Europe's strategy on the Rights of the Child (2012-2015) adopted in February, recalled the importance of defending the rights of children in situations of vulnerability, which includes children living in poverty, who must require special attention. Indeed, the Council of Europe is particularly interested in various issues concerning minors: respect of human rights, fight against discrimination, limits of detention...

The Council of the European Union, meanwhile, tackled the fight against child poverty as the top priority,

« Combating child poverty should be a top priority. Children born in poverty face a substantially higher risk of getting stuck in it throughout their youth and into adulthood. Supporting vulnerable children and their parents from very early childhood onwards is essential to guarantee full opportunities for every child. This means preventing and alleviating family poverty, investing in care and education, particularly during early years and empowering children, in line with fundamental rights and particularly the United Nations Convention on the Rights of the Child. »³

1. UNICEF, Mesurer la pauvreté des enfants, 2012 / UNICEF, Measuring child poverty, 2012
2. AGNU, A/RES/61/126, §46 / AGNU, A/RES/61/126, §46

3. Déclaration du Conseil sur l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale: œuvrer ensemble pour lutter contre la pauvreté en 2010 et au-delà ; Journal officiel n° C 333 du 10/12/2010 p. 0008 - 0009 / Council Declaration on The European Year for Combating Poverty and Social Exclusion: working together to fight poverty in 2010 and beyond 4. Children : from 0 to 18 years (being attentive during the transition to majority)

Dans cette dynamique la Commission européenne prépare en 2012 une recommandation sur le « bien être des enfants »⁴ qui devrait être présentée et communiquée sous la présidence chypriote de l'Union européenne durant le second semestre 2012 et adoptée début 2013 par le Conseil des Ministres pendant la présidence irlandaise.

En 2010 et 2011, quelques Caritas européennes constituant le groupe de Caritas Europa « Inclusion – Pauvreté des Enfants » ont travaillé dans deux domaines : les constats sur la pauvreté des enfants et les bonnes pratiques pour lutter contre la pauvreté des enfants et de leurs familles. Deux documents reprenant constats et bonnes pratiques ont été rédigés et présentés le 19 juin 2012 lors d'une rencontre au Comité Économique et Social Européen avec des membres du Comité Emploi et Affaires sociales de la Commission européenne, l'attaché des affaires sociales à la représentation permanente de Chypre à l'Union européenne, un parlementaire européen irlandais du Comité Emploi et Affaires sociales, une journaliste de Grèce, des intervenants et des personnes directement concernées de Caritas Allemagne, Bulgarie, Arménie, Luxembourg et France, EAPN, l'UNICEF et Eurochild, en présence de représentants de Caritas et de ses partenaires d'autres nombreux pays européens.

En janvier 2012, les Caritas européennes mobilisées sur les « Années européennes » ont exprimé leur volonté de travailler, en cohérence avec cette démarche, sur la solidarité intergénérationnelle, moyen de lutter contre la pauvreté et l'exclusion des enfants. Autour de la journée internationale des droits de l'enfant 2012, il s'agit dès lors de définir, au regard de la pauvreté et en la combattant, de quoi a besoin un enfant pour se structurer et vivre harmonieusement avec son entourage et dans son environnement.

~2~

Thématiques à approfondir en relation avec les enfants et la pauvreté en Europe

Depuis de nombreuses années, les réseaux du Secours Catholique – Caritas France (par leur action et plaidoyer et à travers les chantiers prioritaires) et des autres Caritas européennes sont largement investis dans la lutte contre la pauvreté des en-

In this dynamic the European Commission is preparing in 2012 recommendations on the « children well being »⁴ which will be presented and communicated during the Cyprus Presidency of the European Union in the second half of 2012 and adopted by the Council of Ministers during the Irish Presidency in the beginning of 2013.

In 2010 and 2011, the "Inclusion- Child poverty" group of Caritas Europa, composed of some Caritas of Europe has worked on two fields: analysis of the poverty of children and exchanges of good practices to fight against poverty of children and their families. Two documents containing observations and good practices have been prepared and presented on June 19, 2012 during the meeting at the European Economic and Social Committee with members of the Employment and Social Affairs Committee of the European Commission, the Social Affairs attaché of the permanent Cyprus representation in the European Union, a European Irish parliamentarian from the Employment and Social Affairs Committee, a journalist from Greece, stakeholders and other directly involved persons from Caritas Bulgaria, Armenia, Luxembourg and France, EAPN, UNICEF and Eurochild in the presence of representatives of Caritas and its partners from many other European countries.

In January 2012, some Caritas of Europe who worked on «European Years» have expressed their desire to work, in consistency with this approach on intergenerational solidarity as a way of fighting child poverty and social exclusion. During the International Day of the Rights of the Child in 2012, it is necessary to define, in terms of poverty and the fight against it, what a child needs to structure himself and to live harmoniously with his surroundings and his environment.

~2~

Subjects to develop in connection with children and poverty in Europe

For many years, networks of Secours Catholique - Caritas France (through their actions, their advocacy work and their priority projects) and other European Caritas are largely invested in the fight against child poverty. Following questions must be developed at the European level by studying in each area the role of the States, of the European

fants. Il convient d'approfondir les questions suivantes au niveau européen en étudiant dans chaque domaine le rôle des États, des instances européennes et la complémentarité avec les autres acteurs de la société. Les problématiques sont à travailler en croisant d'une part l'analyse des politiques nationales et européennes et du droit international et d'autre part l'analyse et l'échange de bonnes pratiques de Caritas et de ses partenaires.

ÉDUCATION

De quelle manière le manque ou l'absence de lien social impacte-t-il la pauvreté des enfants ? Comment soutenir ou rénover le lien social pour les familles et les enfants peut permettre de lutter contre la pauvreté ? Comment soutenir les parents (emploi, instruction, formation) ? Quel accès au savoir et quelle scolarité proposer ? Comment favoriser la socialisation des enfants (vacances, vie de quartier, ville, culture) ? Quel rôle des institutions, école, santé, collectivités ? Même si l'approche thématique globale est envisagée, afin de croiser avec les travaux engagés par les instances européennes, une attention particulière sera apportée aux enfants roms, de migrants, de voyageurs, handicapés... afin de pouvoir agir sur les différentes directions de la Commission et du Conseil de l'Europe concernées.

MINEURS ET JUSTICE

En danger ou déjà victimes ? Coupables ?... Victimes et Coupables ? Dans des situations où la pauvreté croît, quelle justice pour les mineurs les plus vulnérables en Europe ? (dans ses volets prévention des publics vulnérables, lutte contre la délinquance, accompagnement éducatif, sanction...).

ENFANTS ET MIGRATION

Comment la migration impacte-t-elle la pauvreté des enfants ? Quelles seraient les mesures appropriées et les conditions nécessaires pour que la migration soit source d'enrichissement pour l'enfant et non d'accroissement de sa pauvreté (dans ses différentes composantes - économique, sociale, culturelle, affective) ? Alors que la migration est considérée par certains comme un moyen pour contourner la pauvreté (envoi de fonds par les migrants pour la construction d'un logement, la scolarisation des enfants...), ou pour fuir un contexte de non-droit et de persécutions (opportunité de scolarisation, de vivre en famille, d'accès aux soins...), la migration accentue parfois la pauvreté (situation de non-droit, conditions matérielles précaires...). Les frontières sont poreuses entre ces réalités et l'équilibre peut vite basculer. Une attention particulière sera portée sur les mineurs isolés étrangers, les Roms, les « orphelins sociaux »... dans une dimension européenne.

institutions and complementarities with other actors of society. The issues must be worked by the analysis of national and European policies and international law on the one side and by the analysis and the exchange of good practices of Caritas and other partners on the other side.

EDUCATION:

How does the lack or the absence of social links impact child poverty? How to support or restore the social links for families and children can help in the fight against poverty? How to support parents (employment, education, and training)? What access to knowledge and education must be offered? How to promote the socialization of children (holidays, neighborhoods live, city, and culture)? What is the role of institutions, schools, health communities? Even if the thematic approach is proposed, in order to intersect with the work undertaken by the European authorities, particular attention will be paid to Roma, migrants, travelers, disabled... in order to act on the different vectors of the Commission and the Council of Europe.

MINORS AND JUSTICE:

In danger or already victims? Guilty?... Victims and Guilty? In situations where poverty increases, what kind of justice for the most vulnerable children in Europe? (prevention of vulnerable groups, fight against crime, educational support, sanctions...).

CHILDREN AND MIGRATION:

How does the migration impact child poverty? What would be the appropriate measures and necessary conditions so that the migration becomes a source of enrichment for the child and not a source of increase of his poverty (in its various components - economic, social, cultural, emotional)? While migration is seen by some as a way to escape poverty (sending money by migrants to build houses, education for children...), or to escape a context of lawlessness and persecution (educational opportunities, family life, access to health care...), migration can sometimes accentuate poverty (non-right situation, precarious material conditions...). The borders are porous between these realities and the balance can shift quickly. Particular attention will be given to unaccompanied minors, Roma, «social orphans»... in a European dimension.

4. Enfants : De 0 à 18 ans (en étant attentif au moment du passage à la majorité)

TRAITE DES MINEURS

Alors que le droit national, européen, international devrait garantir une protection particulière pour les enfants, comment lutter contre les nouvelles et plus anciennes formes de traite qui se développent dans, entre pays européens et au-delà ?

SOLIDARITÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Comment lutter contre la pauvreté des enfants en construisant durablement des soutiens mutuels entre les générations, grâce à des formes renouvelées de « solidarité intergénérationnelle » comprenant des échanges (savoirs, savoir-être et savoir faire) réciproques ? Comment développer et soutenir les nouvelles formes de solidarité intergénérationnelle (parrainages, réseau de relations de proximité, logement intergénérationnel...) dans la grande Europe ?

~3~

Objectifs et étapes de la démarche

OBJECTIF

L'objectif de la démarche, durant l'année 2012 puis ensuite, est de proposer une contribution pertinente au débat européen (à travers un travail d'analyse croisée de politiques et pratiques dans différents pays européens) et de formuler des recommandations aux représentants politiques aux niveaux nationaux et européen suite à un travail entre acteurs et partenaires de Caritas en Europe.

ÉTAPES

La démarche allie un travail au sein de chaque pays et des rencontres entre praticiens de différents pays. Au sein de chaque pays, à travers toute l'Europe et l'Asie centrale, il s'agit de :

- réaliser des auditions, aller à la rencontre de personnes différemment concernées pour recueillir des témoignages,
- analyser les pratiques.

Au niveau européen, avec Caritas Europa et des Caritas européennes, il s'agit de :

- réaliser des échanges d'expériences et de bonnes pratiques (depuis début 2012, une réflexion est engagée sur les 5 thématiques ci-dessus),
- élaborer une stratégie pour l'implication des organisations membres dans les débats nationaux et européens sur les questions liées à l'enfance,
- construire un message institutionnel,
- définir les contenus et outils de communication, d'animation pour diffuser le message.

CHILDREN VICTIMS OF HUMAN TRAFFICKING:

While national, european and international law should provide special protection for children, how to fight against new and oldest forms of trafficking which are developing between European countries and beyond?

SOLIDARITY BETWEEN GENERATIONS:

How to fight against child poverty by building sustainably mutual support between generations, through renewed forms of «intergenerational solidarity» including the mutual exchange (of knowledge, social skills and know-how)? How could we develop and support new forms of intergenerational solidarity (sponsorships, network relations, intergenerational housing...) in the wider Europe?

~3~

Objectives and steps of the approach

OBJECTIVE

From 2012 onwards, the aim of this initiative is to propose a relevant contribution to the European debate, based on crossed analysis of policies and practices in different countries, and to express recommendations to European and national policy makers on poverty and children. This will be possible after an exchange between Caritas organisations and their partners in Europe.

STAGES

This approach will combine work within each country and meetings between actors from different European countries.

In each country, across Europe and Central Asia, it comes to:

- Conduct hearings, to meet different people involved to collect testimonies,
- Analyse practices.

At a European level, with Caritas Europa and European Caritas, we will:

- Exchange experiences and good practices (since the beginning of 2012 reflections are undertaken on the five thematic mentioned above),
- Build a strategy to be involved in European and national debates on childhood issues,
- Develop an institutional message,
- Specify contents, communication and animation tools to spread this message.

DEUX TEMPS FORTS SONT PROGRAMMÉS

EN 2012 :

Une rencontre au Conseil Économique et Social Européen à Bruxelles, organisée par Caritas Europa le 19 juin 2012, lors de laquelle a été présenté le guide de bonnes pratiques du réseau Caritas en Europe. Une autre rencontre à Paris, en présence d'institutions européennes : les 19, 20 -Journée internationale des droits de l'enfant- et 21 novembre 2012.

FOCUS SUR LE SÉMINAIRE DES 19, 20 ET 21 NOVEMBRE 2012

Ce séminaire s'articule autour de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant, le 20 novembre 2012. Il est également l'occasion de célébrer le centenaire de la loi du 22 juillet 1912 instituant les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée en France, loi qui préfigure la protection judiciaire de l'enfance délinquante et en danger des ordonnances du 2 février 1945 et du 23 décembre 1958.⁵

Cinq thèmes qui ont été travaillés avec des personnes directement concernées et différents partenaires sont mis en débat avec société civile d'une trentaine de pays et institutions.

Ont participé, entre autres, à la préparation des sujets durant l'année 2012 :

Mineurs et Justice : Groupe National Prison du Secours Catholique en France, Caritas Allemagne, Italie, Portugal ;

Mineurs et migration (dont la thématique Enfants roms) : Caritas Bulgarie, Roumanie, des délégations du Secours Catholique de Méditerranée, du Nord, du Sud-Ouest et d'Ile de France ;

Mineurs victimes de traite des êtres humains en Europe : le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » et ses partenaires européens ainsi que le réseau Coatnet coordonné par Caritas Internationalis ;

Solidarité intergénérationnelle et participation des personnes plus âgées, autour des étudiants dans le domaine médical (Malte), autour du handicap (Allemagne), autour des technologies informatiques (France), (Bulgarie), (Bosnie Herzégovine) et avec le collectif « Année européenne 2012 » en France.

Éducation : des délégations du Secours Catholique et des Caritas diocésaines ainsi que les partenaires engagés sur les problématiques précédentes. À cette occasion un point est fait sur les suites de l'année 2011 du bénévolat, celle du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle 2012, et celle à venir de la citoyenneté.

TWO IMPORTANT STEPS ARE SCHEDULED

IN 2012:

- A meeting at the European Economic and Social Council in Brussels, organized by Caritas Europa on June 19th during which the guide book of good practices on Child Poverty of the Caritas Europa Network has been presented.
- Another meeting in Paris, in the presence of European institutions: the 19th and 20th – International Day of Children's Rights - and the 21st November 2012.

FOCUS ON THE SEMINAR OF 19, 20 AND 21 NOVEMBER 2012

This seminar is organized around the International Day of Children's Rights, the 20th November 2012. It is also an opportunity to celebrate the centenary of the law of 22 July 1912 establishing courts for children and adolescents and on supervised liberty in France, a law that will prefigure the judicial protection of juvenile delinquency and endangered minors by the orders of 2 February 1945 and 23 December 1958.⁵

Five topics previously worked on with people directly involved and partners will be discussed with civil society from about thirty countries and institutions.

Following actors have participated in the preparation of issues during the year 2011:

Concerning the topic "Juveniles and Justice" : the Prison National Group in France, Caritas Germany, Italy, Portugal.

Concerning the topic "Minors and migration (including Roma Children)" : Caritas Bulgaria, Romania, Secours Catholique delegations from Mediterranean, North and South-West of France and the delegation of Ile de France.

Concerning the topic "minors victims of human trafficking in Europe" : the Collective « Together against human trafficking », its European partners and also the Coatnet network coordinated by Caritas Internationalis.

Concerning the topic "Solidarity between generations": Caritas Malta (students in the medical field), Caritas Germany (disability), Caritas Bulgaria, Caritas Bosnia and Herzegovina and the French collective of «European Year 2012»

Concerning the topic "Education": Secours Catholique delegations, diocesan Caritas and partners engaged on previous issues. On that occasion, a presentation will be done on the link between the European years 2011 year of volunteering, 2012 year of active ageing and solidarity between generations and 2013 year on citizenship.

⁵ Les dates du séminaire s'inscrivent dans la Semaine de la solidarité internationale en France, du 17 au 25 novembre 2012, dont le thème cette année est « Droits à l'essentiel : N'ATTENDONS PLUS - Le changement se construit, il ne se décrète pas ». Par ailleurs ce séminaire fera écho à la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains qui se tient habituellement en octobre. / Seminar dates are part of the International Week of Solidarity in France, from 17 to 25 November 2012, whose theme this year is « the rights to essential: NO MORE WAITING - The change is built, it can not be decreed. » Moreover, this seminar will echo the European Day of Action against Trafficking of human beings which is usually held in October.

~ ÉDUCATION ~

~ EDUCATION ~



© G. Kerbaud, Secours Catholique

REPÈRES

Déclaration universelle des droits de l'homme, Article 26 :

1 Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé. L'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2 L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

Déclaration des droits de l'enfant, 20 novembre 1959, ONU, Article 7 :

Droit à une éducation gratuite, à des activités récréatives et à des loisirs.

Convention internationale des droits de l'enfant, Article 28 :

L'enfant a le droit à l'éducation et l'État a l'obligation de rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, d'encourager l'organisation de diffé-

HIGHLIGHT

The Universal Declaration of Human Rights, Article 26:

1 Everyone has the right to education. Education shall be free, at least in the elementary and fundamental stages. Elementary education shall be compulsory. Technical and professional education shall be made generally available and higher education shall be equally accessible to all on the basis of merit.

2 Education shall be directed to the full development of the human personality and to the strengthening of respect for human rights and fundamental freedoms. It shall promote understanding, tolerance and friendship among all nations, racial or religious groups, and shall further the activities of the United Nations for the maintenance of peace.

Declaration of the Rights of the Child, 20 November 1959, UN, Article 7:

Right to free education, recreation and leisure activities.

Convention on the Rights of the Child, Article 28:

Child has a right to a free education and State has an obligation to make primary education compulsory and free to all, to encourage the development of different forms of secondary education available

~ ÉDUCATION // EDUCATION ~

rentes formes d'enseignement secondaire accessibles à tout enfant et d'assurer à tous. L'accès à l'enseignement supérieur, en fonction des capacités de chacun. La discipline scolaire doit respecter les droits et la dignité de l'enfant. Pour assurer le respect de ce droit, les États ont recours à la coopération internationale.

Convention internationale des droits de l'enfant, Article 29 :

L'éducation doit viser à favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant, le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de ses potentialités. Elle doit préparer l'enfant à une vie adulte active dans une société libre et encourager en lui le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que de la culture et des valeurs d'autrui.

Objectif du millénaire pour le développement n°2 : Assurer l'éducation primaire pour tous.

Le fait que l'éducation soit un des thèmes principaux de la stratégie « Europe 2020 » de l'Union européenne témoigne de son importance actuelle, notamment dans la lutte contre la pauvreté des enfants. En effet, l'accès à une éducation de qualité fait partie des principaux indicateurs de mesure de pauvreté, pauvreté qui se transmet trop souvent de génération en génération.

La situation des parents influence ainsi fortement celle des enfants. Le niveau d'instruction des parents est un facteur déterminant sur la situation actuelle et future des enfants : en Europe, plus de 30 % des enfants « très pauvres » ont des parents n'ayant pas atteint le niveau secondaire. Il convient alors d'agir à la fois avec les parents et les enfants, afin de construire et/ou maintenir les liens sociaux qui les unissent au sein de la structure familiale et avec le reste de la société. Ce lien est un élément essentiel dans la lutte contre la pauvreté.

La corrélation entre éducation et pauvreté est d'autant plus flagrante si l'on prend l'exemple de la France, pays pourtant qualifié de « développé » au regard des critères internationaux : deux millions d'enfants y vivent sous le seuil de pauvreté, 600 000 sont mal logés, dans un contexte où l'échec scolaire ne cesse de s'accroître. La transmission de la pauvreté, entre parents et enfants est le résultat d'une politique d'éducation où les effets de la pauvreté ne sont pas pris en compte. Cela représente un risque multiple pour l'avenir : un risque social (société à deux vitesses, rupture de la solidarité entre les généra-

and accessible for every child. Make higher education accessible to all on the basis of their capacities. School discipline should respect the rights and the dignity of the child. To ensure respect for this law, states should use international cooperation.

Convention on the Rights of the Child, Article 29:

Education of the child shall be directed to the development of the child's personality, talents and mental and physical abilities to their fullest potential. It should prepare the child for an active adult life in a free society and encourage him to respect his parents, his identity, language and cultural values, as well as the culture and values of others.

Millennium Development goal n°2: Achieve universal primary education.

The fact that the education is one of the main subjects of the 'Europe 2020' strategy of the European Union shows its current importance, particularly in the fight against child poverty. In fact, access to quality education is one of the main indicators for measuring poverty, poverty that is too often passing down from one generation to another. The parents' situations strongly influence the children.

The parents' level of education is a decisive factor on children's current and future situation: in Europe, more than 30% of "very poor" children have parents who have not attained the secondary level. This demands an action with both parents and children to build and / or maintain social links between them in the family structure and with the rest of society. This link is a key element in the fight against poverty.

The correlation between education and poverty is even more obvious if one takes the example of France, country qualified as «developed» by the international criteria: two million children live below the poverty line, 600,000 are poorly housed in a context where school failure continues to increase. Transmission of poverty between parents and children is the result of an education policy where the effects of poverty are not taken into account. It represents a multiple risk for the future: social risk (two-tier society, breaking of solidarity between generations), political (development of extreme positions) and economical (unemployment of under-graduate youths).

tions), politique (développement des positions extrêmes) et économique (chômage des jeunes sous-diplômés).

~ 1 ~

Favoriser le rôle des différents acteurs du développement de l'enfant et soutenir l'éducation des enfants avec l'appui de leurs parents

De multiples acteurs entourent l'enfant à différents âges et contribuent à son éducation : les parents, la famille élargie, l'école, les institutions publiques et privées à tous les échelons (du local à celui européen) et la société civile. Chacun d'entre eux joue un rôle majeur, avec ses particularités, dans l'éducation de l'enfant, des parents, et lutte ainsi contre la pauvreté des personnes concernées.

Outre l'impact de l'éducation sur la pauvreté, il faut également analyser l'impact de la pauvreté sur l'accès à l'éducation, sur le bien-être de l'enfant dans les sphères privées et publiques. Ainsi, si les parents sont moteurs dans l'éducation et la socialisation de leurs enfants, ils n'en sont pas les seuls responsables. L'école, les lieux d'accueil et de loisirs, les moyens mis à disposition par les autorités publiques (pour l'accès des enfants handicapés dans les établissements scolaires par exemple)... constituent autant d'aspects à prendre en compte.

Dans ce domaine, Caritas Arménie a créé, il y a quelques années, au sein d'écoles, des groupes de parents d'élèves qui s'occupaient le midi d'une distribution alimentaire à destination des enfants malnutris dans ces établissements. Puis dans le cadre d'un programme cofinancé par l'Union européenne et supporté par le Secours Catholique, des associations de parents d'élèves (notion totalement inconnue en Arménie il y a 5 ans) ont été créées et enregistrées en Arménie de façon légale. L'année suivante est née une association nationale de parents d'élèves fédérant les associations locales. Au départ, une soixantaine d'écoles étaient concernées et le nombre augmente chaque année. Aujourd'hui cette association joue un rôle important auprès des institutions, par exemple pour promouvoir l'accueil des enfants handicapés (qui ont longtemps été cachés et déscolarisés) dans les écoles.

~ 1 ~

Promoting the role of various actors of child development and supporting the education of children with their parents' support

Various actors surround the child at different ages and contribute to his education: parents, family members, school, public and private institutions at all levels (from the local to the European one) and civil society. Each of them plays a major role in the education of the child, the parents and thus fights against poverty of the children.

In addition to the issue of the impact of education on poverty, we have to question the issue of the impact of poverty on the access to education and the well-being of the child in the private and public spheres. Also, when parents are involved in the education and socialization process of their children, they do not carry alone this responsibility. The school, leisure and animation centres are made available by public authorities (with special access for disabled children in school for example)... and need to be taken into consideration.

In this field, Caritas Armenia has created a few years ago groups of parents in schools to distribute lunch to poorly nourished pupils. Then, as part of a program partly supported by the European Union and Secours Catholique, some parents' associations (concept totally unknown in Armenia 5 years ago) have been created and legally registered. The following year was born a national association of parents federating local associations. Initially, sixty schools were involved and the number is increasing every year. Today this association plays an important role in the work with institutions, for example to promote the reception of children with disabilities (who have long been hidden and uneducated) in schools.

QUESTIONS À APPROFONDIR

Concernant les acteurs :

Comment soutenir les parents (emploi, instruction, formation) ? Dans quelle mesure les différents acteurs intervenant dans l'éducation des enfants, qu'ils appartiennent à la sphère publique ou à celle privée, ont-ils un rôle à jouer ? Comment l'Europe intervient-elle dans ce domaine et peut-elle soutenir les autres acteurs ?

Actions possibles :

De quelle manière le manque ou l'absence de lien social impacte-t-il la pauvreté des enfants ? Comment soutenir ou rénover le lien social pour les familles et les enfants peut permettre de lutter contre la pauvreté ? De quelle manière chaque acteur va-t-il créer, maintenir, renforcer ou détruire le lien social qui unit l'enfant à ses parents, à la société, et inversement ? Quel accès au savoir et quelle scolarité proposer ?

Réseau Caritas et partenaires :

Dans quel domaine agit chacun ?

~ 2 ~

Accompagner la socialisation au-delà de la cellule familiale, pour une insertion réussie.

La famille, parce qu'elle relève de l'intime, s'inscrit dans le champ de la sphère privée. Néanmoins, parce qu'elle structure depuis la base nos sociétés, elle s'insère évidemment dans la sphère publique et demande à ce titre une action de la société civile et des décideurs politiques. Ainsi, la société civile joue un rôle éducatif, grâce auquel l'enfant pourra notamment expérimenter, au contact d'autres enfants, la confrontation à la différence et apprivoiser les codes sociaux dans divers lieux tels que les colonies de vacances, les centres de loisirs, les associations sportives, les crèches,... Il convient à ce titre de soutenir ces acteurs afin qu'ils puissent réunir les conditions essentielles pour l'accueil de tous, y compris les enfants dont les familles disposent de peu de ressources.

Au Secours Catholique - Caritas France, la construction et/ou l'approfondissement de ce lien social au-delà de la cellule privée de la famille est réalisé(e) grâce à de nombreuses activités : l'accompagnement scolaire des enfants, la mise en place d'un système de parrainage, à l'instar de la délégation du Maine et Loire.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

About actors:

How to support parents (employment, education, training)? Which roles have to play different actors (from public or private sectors) involved in the children education? How Europe can operate in this area and can it support other actors?

Possible actions:

How the lack or absence of social ties impact the child poverty? How to support or restore the social links for families and children can help in the fight against poverty? How each actor could create, maintain, strengthen or destroy the social links between the child and his parents, society, and vice versa? What access to knowledge and education should be offered?

Caritas network and partners:

In which field each is acting?

~ 2 ~

Accompanying the child socialization beyond the family unit for a successful integration

Family is a private area. However, because it is structuring our society, the family is naturally inserted in the public sphere and requires action from both civil society and policy makers. The civil society has an educational role, so children could experiment through contact with other children, confrontation with differences and social codes discover in various places such as summer camps, leisure centres, sports clubs, nurseries... It is necessary to support these actors so that they would be able to welcome everybody, including children from poor families.

In the Secours Catholique - Caritas France, construction and / or improvement of this social link beyond the private family unit is achieved through many activities: helping children for their homework or setting up a mentoring system, as it was done in the region "Maine et Loire".

Caritas Spain has developed a project to rehabilitate vulnerable families from the Basque country by strengthening their social network and in coordination with other Caritas, social services and other European partnerships projects. The main tasks are carried out by volunteers and in partnership with nine other organizations, within the framework of RED KOMETA (visiting similar projects in other countries).

Caritas Espagne a développé un projet qui vise à réinsérer des familles vulnérables du pays basque en renforçant leur réseau social et la coordination avec les autres Caritas, les services sociaux et d'autres projets de partenariats européens. L'essentiel du travail est réalisé par des bénévoles, en partenariat avec neuf autres organisations dans le cadre du réseau RED KOMETA (visite de projets similaires dans d'autres pays).

En Moldavie, le projet « Petrushka » de Caritas a pour objectif principal la réintégration d'enfants de 4 à 14 ans, en situation de crise, dans leurs familles respectives et, plus largement, au sein de la société. Outre des permanences psychologiques pour les parents et leurs enfants, le centre organise des activités culturelles et éducatives (ateliers d'informatique, de marionnettes, accompagnement scolaire, sorties au théâtre, à la bibliothèque,...) qui permettent aux enfants d'améliorer leurs résultats scolaires mais aussi de retrouver confiance en eux.

QUESTIONS À APPROFONDIR

Actions possibles :

De quelle manière le manque ou l'absence de lien social impacte-t-il la pauvreté des enfants ? Comment soutenir ou réinstaurer le lien social pour les familles et les enfants peut permettre de lutter contre la pauvreté ?

Comment permettre à l'enfant d'expérimenter une socialisation collective, au-delà du cadre familial, en vue de son insertion sociale et professionnelle (vacances, vie de quartier, ville, culture) ? Comment favoriser et valoriser le rôle éducatif de la société dans son ensemble ?

Acteurs :

Quel rôle des institutions, école, santé, collectivités ? Comment l'Europe intervient-elle dans ce domaine ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Dans quel domaine agit chacun ?

~ 3 ~

Soutenir le développement et la qualité des services qui proposent un mode de vie ou de fonctionnement collectif : espaces extrascolaires, crèches, colonies de vacances,...

Le bien-être de l'enfant comprend de nombreux aspects, dont font notamment partie l'accès aux loisirs et la possibilité de partir en vacances. Le réseau européen de lutte contre la pauvreté

In Moldova, the «Petruska» Caritas project aims at reintegrating children aged from 4 to 14 in their families and / or in society, as they are living situations of crisis. In addition to providing psychological assistance for parents and their children, the centre organizes cultural and educational activities (computer workshops, puppet shows, school support, outings to the theatre, library...) that allow children to improve their performance at school and to regain self-confidence.

QUESTION FOR FURTHER DISCUSSIONS

Possible actions:

How the lack or absence of social ties could impact child's poverty? How to support or to reinstate social links for families and children can help in the fight against poverty? How enable the child to experience a collective socialization beyond the family circle in order to permit his social and professional integration (holidays, neighborhoods live, city, culture)? How to promote and enhance the educational role of society as a whole?

Actors:

What is the role of institutions, schools, health, communities? How Europe could operate in this area?

Caritas network and partners:

In which field each is acting?

~ 3 ~

Supporting the development and the quality of services which propose collective interactions (extracurricular activities, nursery, summer camps...)

Child well-being encompasses many aspects including the access to leisure and the possibility to go on vacation. The European Anti-Poverty Network (EAPN) has recognized these aspects as signs of child poverty if they were not made possible. In fact, these play activities, outside the context in which the child is usually raised, significantly contribute to his development and allow him to learn living in society.

In this field, the delegation of Charente-Maritime from the Secours Catholique-Caritas France has developed youth camps which are prepared in partnership with the family: construction is done dynamically in partnership with the family for the young people who learn to live in a group for varying durations. Moreover, thanks to "Home Family

(EAPN) les a d'ailleurs reconnus comme des indices signalant la pauvreté de l'enfant s'ils n'étaient pas rendus possibles. En effet, ces activités ludiques, en dehors du cadre auquel les enfants sont habitués, contribuent de manière notable à leur épanouissement et leur permettent d'apprendre la vie en société.

Dans ce domaine, la délégation de Charente-Maritime du Secours Catholique-Caritas France a développé des camps de jeunes où les parents participent à la préparation des camps : la construction se fait donc de manière dynamique en partenariat avec la famille, pour ces jeunes qui apprennent ainsi à vivre en groupe durant des durées variables. Par ailleurs, grâce au projet Accueil Familial de Vacances, la délégation de Reims met en relation des enfants, des familles accompagnées par les équipes locales, avec des familles qui souhaitent « partager leurs vacances ».

Caritas Géorgie a développé un « club Jeunesse », une initiative qui s'adresse aux enfants de la rue et aux enfants roms. Il dispose d'un centre d'accueil où sont mises en place des activités de loisirs, éducatives et de formation et où les enfants ont accès à des équipements leur permettant de se maintenir propres (douches, machines à laver) et de manger des repas chauds. Grâce à ces activités, les travailleurs promeuvent un mode de vie sain et font de la prévention sur des thèmes comme les addictions et la prostitution, mais ils accompagnent également les enfants dans l'acquisition des connaissances et compétences de base pour mener une vie autonome.

QUESTIONS À APPROFONDIR

Acteurs :

Au sein de votre pays, quels sont les acteurs pertinents en la matière ? Qui prend en charge le coût de ces services ? Comment l'Europe intervient-elle dans ce domaine et peut-elle soutenir les autres acteurs ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Dans quel domaine agit chacun ?

Pour chacun des points soulevés...

Pistes de plaidoyer :

Quelles positions institutionnelles peuvent-être proposées dans ce domaine aux niveaux national, européen et international ?

ly Vacations" project, the delegation of Reims makes the connection between children and families accompanied by Secours Catholique's volunteers, and families who are ready to «share their holiday.»

Caritas Georgia has developed a «Youth Club», an initiative for street and Roma children. It proposes leisure, educational, and training activities to these children in a day centre which also offers facilities enabling the children to keep themselves clean (showers, washing machines) and to eat hot meals. Through these activities, the social workers promote a healthy lifestyle and make prevention on topics such as addiction and prostitution. They also accompany children in gaining basic knowledge and skills to be independent.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS

Actors:

In your country, what are the relevant actors in the field? Who pays the cost of these services? How can Europe operate in this area and can it support other actors?

Caritas network and its partners:

In which area each of us is acting?

For each point:

Advocacy:

What institutional positions can be suggested in this field at national, European and international levels?



~ MINEURS ET JUSTICE ~ ~ JUVENILES AND JUSTICE ~



©L.Charter-mycop

Secours Catholique
Réseau mondial Caritas

caritas europa

ET L'AUMÔNERIE CATHOLIQUE DES PRISONS EN FRANCE ET CARITAS ALLEMAGNE, ITALIE, PORTUGAL, LUXEMBOURG / AND THE FRENCH CATHOLIC PRISON CHAPLAINCY WITH CARITAS GERMANY, ITALY, PORTUGAL, LUXEMBOURG

REPÈRES

Majorité pénale :

La notion de majorité pénale recouvre deux aspects : d'une part, l'âge à compter duquel un jeune accusé d'avoir commis un acte de délinquance ne comparait plus devant une juridiction spécialisée pour les mineurs ; d'autre part l'âge à compter duquel il ne bénéficie plus d'une présomption, plus ou moins irréfragable, d'atténuation de responsabilité qui entraîne une échelle de peines réduite. Dans la plupart des pays européens, la majorité pénale est à 18 ans (Allemagne, Angleterre et Pays de Galles, Belgique, France, Italie, Suisse...). Aux Pays-Bas et en Belgique, le juge peut décider d'abaisser l'âge de la majorité pénale à 16 ans⁶.

Âge de la responsabilité pénale :

Age à partir duquel les mineurs sont considérés comme suffisamment âgés pour pouvoir commettre une infraction et être soumis à un droit pénal spécifique. Il varie beaucoup en fonction des pays⁷. Il est fixé par la loi à : 10 ans pour la Suisse et l'Angleterre, 12 ans pour les Pays-Bas, la Grèce et la Suède, 14 ans pour l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie, 16 ans pour le Portugal et 18 ans pour la Belgique et le Luxembourg⁸.

Convention internationale des droits de l'enfant, Article 40 :

Tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale a droit à un traitement qui

HIGHLIGHT

Full criminal responsibility:

The age of full criminal responsibility is the age at which the accused person becomes subject to the full, or "adult," system of prosecution and punishment: The person is answerable for his conduct to a common – and not specialised – jurisdiction. It is the age from which he's not benefiting anymore from the mitigating effect of the minority on his level of responsibility. In most European countries, the age of criminal responsibility is 18 years (Germany, England and Wales, Belgium, France, Italy, Switzerland...). In the Netherlands and Belgium, the judge may decide to lower the age of criminal responsibility to 16 years⁹.

Age of criminal responsibility:

The age below which a child is deemed to lack the capacity to commit a crime, and be subject to a specific penal law. It varies noticeably from country to country⁷. The minimum age of criminal responsibility in Europe varies between 10 for Switzerland or England, 12 for the Netherlands, 14 for Spain, Germany, Italy, 16 for the Portugal and 18 for Belgium and Luxembourg⁸.

Convention on the Rights of the Child, Article 40:

States Parties recognize the right of every child alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law to be treated in a manner

~ MINEURS ET JUSTICE // JUVENILES AND JUSTICE ~

soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci. L'enfant a droit à des garanties fondamentales, ainsi qu'à une assistance juridique ou à toute autre assistance appropriée pour sa défense. La procédure judiciaire et le placement en institution doivent être évités chaque fois que cela est possible.

consistent with the promotion of the child's sense of dignity and worth, which reinforces the child's respect for the human rights and fundamental freedoms of others and which takes into account the child's age and the desirability of promoting the child's reintegration and the child's assuming a constructive role in society. Every child has a right to fundamental guarantees and legal or other appropriate assistance for the defence. Judicial procedure or institutionalizations should be avoided each time when it possible.

En Europe, de nombreux pays disposent d'un **système de justice pour mineurs clairement distinct** de celui des adultes (Autriche, Belgique, Croatie, République tchèque, Allemagne, Kosovo, Portugal, Serbie, Espagne...), d'autres ont mis en place des liens et des **compétences imbriquées entre la justice des mineurs et la protection sociale**, comme les pays scandinaves. D'autres encore ont modifié leurs procédures pénales pour en spécialiser une partie au profit des mineurs, avec des **Cours spécialisées** comme en Allemagne.

Certains systèmes sont davantage orientés vers la protection sociale et **prennent en compte les enfants en danger, ou ayant besoin de protection**, comme en Belgique, France, Bulgarie, ou Pologne⁹.

Tous les pays de l'Union européenne ont mis en place un **âge minimal de responsabilité pénale**, âge à partir duquel le mineur peut être considéré responsable de ses actes et donc passible de sanctions pénales. L'âge moyen est de 14 ans, comme en Allemagne, Autriche, Espagne, mais varie grandement selon les pays. En mars 2011, l'Écosse a monté ce seuil de 8 à 12 ans, il est de 10 ans en Angleterre, 12 ans aux Pays-Bas, 13 ans en France et de 18 ans en Belgique où la présomption d'irresponsabilité du mineur peut être écartée pour des faits suffisamment graves¹⁰. Plusieurs systèmes de justice des mineurs étendent leurs dispositions aux jeunes adultes jusqu'à 21 ans, voire 25 ans comme en Suisse.

Sur ce sujet sensible de la justice, les amalgames ne sont pas rares : Victimes ? Coupables ? Parfois Victimes et Coupables ? On constate que face à la pauvreté, des difficultés spécifiques entravent parfois l'exercice d'une justice équitable pour tous les mineurs.

In Europe, many countries have **distinct juvenile justice system** (Austria, Belgium, Croatia, Czech Republic, Germany, Kosovo, Portugal, Serbia, Spain...), others have established links and **shared skills between juvenile justice and social protection**, such as Scandinavia. Others have amended their criminal procedures in order to specialize these procedures for minors, with specialized courts such as Germany or Scotland.

Some systems are more oriented towards social welfare and **take into account children at risk or in need of protection**, such as Belgium, France, Bulgaria, or Poland⁹.

All European countries have established a **minimum age of criminal responsibility**, age at which minors can be considered responsible for their actions and therefore punishable by law. The average age is 14 years, as in Germany, Austria, Spain, but varies widely among countries. In March 2011, Scotland has increased this threshold from 8 to 12 years; It is 10 years in England, 12 years in the Netherlands, 13 years in France and 18 in Belgium, where the presumption of irresponsibility may be excluded for acts serious enough¹⁰. Many juvenile justice systems extend their provisions to young adults up to 21, even 25 years as in Switzerland.

On this sensitive subject where confusions are frequent: Victims? Guilty? Sometimes both? We can note that we see that when confronted with poverty, specific difficulties arise and sometimes hinder the exercise of an equal justice for all minors.

6. Études de droit comparé, Ministère de la Justice, France, Le droit pénal des mineurs en Europe Irresponsabilité pénale et majorité pénale, 10 août 2007 / Comparative law studies, Ministry of Justice, France, Criminal law of minors in Europe, Criminal irresponsibility and full criminal majority, 10th August 2007.

7. Études du Sénat français, LC 52 : La responsabilité pénale des mineurs (février 1999) / French Senate studies, LC52, Criminal responsibility of minors (February 1999).

8. Études de droit comparé, Ministère de la Justice, France, Le droit pénal des mineurs en Europe Irresponsabilité pénale et majorité pénale, 10 août 2007 / Comparative law studies, Ministry of Justice, France, Criminal law of minors in Europe, Criminal irresponsibility and full criminal majority, 10th August 2007.

9. Evaluation of the Implementation of International Standards in National Juvenile Justice Systems', IJJO green paper, Public Administration Section, novembre 2011, p. 19. / 'Evaluation of the Implementation of International Standards in National Juvenile Justice Systems', IJJO green paper, Public Administration Section, November 2011, p.19.

10. Ibid., p. 20. / Ibid., p. 20.

~ 1 ~

Accompagner des mineurs, victimes ou en danger

Les enfants qui se trouvent confrontés à la justice ne sont pas seulement ceux ayant commis des infractions, ce sont aussi les enfants victimes de violence, d'abus sexuels, de trafics et d'exploitation par la mendicité, de racket ou autre. Ces mineurs peuvent parfois être victimes de leur entourage proche supposé les protéger, vivre des situations délicates ou avoir du mal à dépasser un traumatisme vécu (violence, viol, maltraitance...). Ils sont parfois concernés par les interventions judiciaires en matière de conflits parentaux (séparations ou divorces, contentieux sur l'exercice de l'autorité parentale, déni de paternité...). Cela peut entraver leur développement, créer des difficultés face aux apprentissages ou à la socialisation. Ils risquent de reproduire ce qu'ils ont eux-mêmes vécu (transmission intergénérationnelle).

Les mineurs isolés étrangers sont un public particulièrement vulnérable et concerné par des procédures administratives et judiciaires (cf. le chapitre Enfants et Migration).

Dans ses actions « de prévention » le Secours Catholique – Caritas France comme d'autres Caritas en Europe rencontrent ces mineurs victimes ou en danger qu'ils repèrent à travers les paroles des mineurs ou leurs comportements lors d'un accueil en famille ou d'une activité de loisirs. Il a aussi mis en place une procédure pour accompagner ses délégations face à des situations qui nécessitent une intervention de la justice auprès de ces enfants victimes. Un accompagnement des familles peut aussi se poursuivre. De plus, les équipes sont amenées à travailler avec des associations et réseaux d'aide aux victimes. Caritas Italie dispose de maisons d'accueil pour mineurs. Caritas Allemagne forme ses services et employés en accord avec la nouvelle loi fédérale de protection de l'enfance entrée en vigueur en 2012¹¹, qui met en avant des interventions rapides et une action en réseau, avec une attention particulière aux jeunes familles dans les années qui suivent la naissance du premier enfant.

~ 1 ~

Accompany juveniles who are victims or in need of protection

Children confronted with the criminal justice system are not only those who have committed offenses but also children victims of violence, sexual abuses, trafficking, racketeering, etc. Sometimes, these children are even victims of their family members or have been experiencing a trauma, violence or maltreatment. Juveniles can also be involved in legal proceedings related to a parental conflict (break-up or divorces, disputes over the exercise of parental authority, denial of paternity). This can hinder the development of those children, interfere in their learning capacity and impede the socialization process. Besides, they may then reproduce what they have themselves experienced (intergenerational transmission).

Moreover, unaccompanied minors are a particularly vulnerable audience when confronted with administrative and judicial proceedings (see below the Children and Migration chapter).

The Secours Catholique - Caritas France, like others Caritas among Europe, can meet and identify these children on the occasion of home stay holidays programs or leisure activities. It has also implemented a procedure to assist its delegations facing situations requiring legal intervention. Besides, attendant measures for families can also be set up. In addition, teams are encouraged to work with victims' assistance networks. Caritas Italy has shelters for minors. Caritas Germany trains its services and employees in accordance with the new federal law protecting children taking effect in 2012¹¹, which emphasizes early intervention and action network, with particular attention to young families in the years following the birth of the first child.

POINTS D'ATTENTION

- L'assistance des familles de jeunes parents, par exemple en mettant à disposition des travailleurs familiaux spécialement formés.
- L'établissement d'une législation claire concernant la divulgation d'informations par les professionnels travaillant avec les enfants, afin de protéger la relation de confiance avec les familles et d'aider les autorités chargées de la protection de l'enfance à remplir leur responsabilité.
- La mise à disposition de personnes de confiance pour aider le mineur à faire reconnaître et mettre en œuvre ses droits au niveau social et juridique (par exemple, administrateurs ad hoc ayant un statut reconnu, formés...).

QUESTIONS À APPROFONDIR :

Législations et situations nationales :

Existe-t-il dans votre pays une procédure permettant ou imposant de signaler à la Justice ces situations où la santé, la sécurité, l'éducation ou la moralité d'un mineur sont compromises ? Qui en a la responsabilité ? En ce qui concerne les mineurs étrangers isolés face à la justice, existe-t-il des dispositifs d'accompagnement spécifiques ? Des adultes référents ? Quelle formation ont les personnes concernées ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Dans quel domaine agit chacun ? Jusqu'où peut aller l'implication de chacun dans des procédures administratives ou judiciaires ?

~ 2 ~

Aider les enfants (ou frères et sœurs) de majeurs détenus

Les enfants (ou frères et sœurs) de majeurs détenus constituent un public vulnérable. Ils ne doivent absolument pas être assimilés à des « délinquants », mais requièrent une attention particulière parce qu'ils sont parfois eux-mêmes en danger.

Les associations, dont le Secours Catholique, ont été très impliquées en France afin que des lieux d'accueil des familles soient créés dans les prisons et intégrés dans les plans de construction de nouvelles prisons. Une attention particulière doit être portée aux enfants qui viennent rencontrer ou attendre leurs proches, qui visitent un membre de leur famille incarcéré.

FOCUS POINTS

- The support to families of young parents, for example by providing specially trained family workers.
- The establishment of clear legislation concerning the disclosure of information by professionals working with children in order to protect the relationship of trust with families while assisting the authorities for the protection of children
- The availability of trusted people to help the child to recognize and implement their rights at social and legal levels (for example, ad hoc administrators with a recognized status, trained...).

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Legislations and national situation:

Does your country have a procedure that requires to report to Justice situations where the health, safety, education or morals of a minor are compromised? Who is Responsible? Regarding unaccompanied children facing justice, are there any specific accompanying tools? Specific adults in charge? What kind of training have the people involved?

Caritas network and partners:

Do you work in this field? How far can Caritas and other partners be involved in this process of administrative or judicial proceedings?

~ 2 ~

Helping children (or brothers and sisters) of detainees

Children (or siblings) of inmates may be particularly affected by the incarceration of one of their relative and so they are vulnerable. They must not be considered as "offenders", they are sometimes themselves in critical situation. Therefore, particular attention must be given to children who come to visit an imprisoned parent or sibling.

In France, several associations, including the Secours Catholique – Caritas France, have been very involved in the creation of family visit centers in prisons and in the planning of the building of new prisons. In some visiting centers, volunteers accompany children.

In France, the association UFRAMA, with the support of the Children's Ombudsman, has created several small books for children and their families to explain the incarceration of one of their pa-

11. Gesetz zur Stärkung eines aktiven Schutzes von Kindern und Jugendlichen, 22. Dezember 2011 (BGBl. I S. 2975), <http://www.buzer.de/gesetz/10033/index.htm>
Gesetz zur Stärkung eines aktiven Schutzes von Kindern und Jugendlichen, 22. Dezember 2011 (BGBl. I S. 2975), <http://www.buzer.de/gesetz/10033/index.htm>

Dans certains lieux d'accueil, des bénévoles accompagnent les enfants.

En France l'association UFRAMA avec le soutien de la Défenseure des enfants (à l'époque) a créé plusieurs petits livres destinés aux enfants et leurs familles pour leur expliquer l'incarcération de leur parent « Tim et le mystère de la patte bleue », et destinés aux enfants ayant un de leurs parents placé sous surveillance électronique (PSE) « Tim et le bracelet mystérieux ».

Caritas Allemagne participe à une campagne nationale pour sensibiliser l'opinion publique aux besoins des familles de détenus. Elle gère le premier accueil familial d'Allemagne ainsi que des services tels qu'une navette pour permettre à des enfants placés d'aller visiter leur mère emprisonnée ou des groupes pères-fils. Caritas Allemagne va également mettre en place à partir de la fin de l'année 2012 un service d'assistance et de conseil en ligne pour les proches de détenus, et en 2013 un site destiné aux enfants de détenus dans le but de les informer sur le système carcéral et la situation de leurs proches.

POINTS D'ATTENTION

- Mettre en place des actions visant à maintenir et développer les liens entre les enfants et leurs parents détenus.
- Développer les formes alternatives de sanction pour les parents (résidence surveillée,...).
- Adapter les lieux de visites aux enfants et aux familles.
- Autoriser les moyens électroniques de contact via internet entre les visites.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

Quels rôles chacun est amené à jouer avec les enfants ayant un de leur proche détenu ?

~ 3 ~

Sensibiliser le grand public pour éviter de stigmatiser sur les situations négatives des jeunes

Trop souvent, les médias comme les pouvoirs publics stigmatisent les jeunes de façon extrêmement négative, développant vis-à-vis d'eux des attitudes de peur, et au nom de la sécurité les mettant en situation difficile. Cela incite à la haine, la violence et

rents "Tim et le mystère de la patte bleue", and for children with a parent under electronic tagging "Tim et le bracelet mystérieux".

Caritas Germany is participating in national campaigns to raise awareness of the needs of prisoners' families. It runs the first family visit center in Germany as well as services such as a shuttle to allow children in foster care to visit their imprisoned mother, or the management of a father-son groups. Caritas Germany will also put in place from the end of 2012 a helpline and online advice for relatives of detainees, and, in 2013, an information site about the prison and justice system designed for children with detained relatives.

FOCUS POINTS

- Implement actions to maintain and develop links between children and their incarcerated parents,
- Develop alternative forms of punishment for parents (house arrest,...)
- Adapt visit facilities to children and families,
- Allow electronic means of contact via internet between visits.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

What roles can Caritas and its partners play for children who have detained relatives?

~ 3 ~

Raise public awareness on youth issues and avoid stigmatization

Too often, the media and public institutions portray young people in an extremely negative way, giving rise to attitudes of fear in the name of security. This can fuel hatred, rejection, violence and situations of delinquency. Thus, the public opinion speaks easily in favor of punitive responses.

Caritas and its partners approach public institutions and public at large to develop a positive image of the youngster, capable of solidarity, and innovative and creative intergenerational connections. Caritas Germany has supported several information campaigns (with website, radio and television talks, short films released in cinemas, public events...) to raise public awareness on the strengths and resources of young people, who are often presented only through their difficulties.

In Russia, a photo exhibition has traveled from schools to schools to increase public awareness

créée des situations de délinquance mais également des situations de conflit ou d'incompréhension entre générations. Ainsi, les mentalités s'expriment souvent en faveur de réponses punitives.

Des démarches sont faites par Caritas et ses partenaires auprès des pouvoirs publics comme du grand public pour donner une image positive à la jeunesse capable de solidarité, innovante et créatrice de liens intergénérationnels. Caritas Allemagne a soutenu plusieurs campagnes de communication (avec site internet, interventions radiophoniques, télévisées, court-métrages diffusés dans les cinémas, événements,...) visant à sensibiliser la société sur les forces et ressources de jeunes personnes souvent présentées uniquement par le biais de leurs difficultés.

En Russie une exposition de photos a voyagé d'écoles en écoles pour sensibiliser les jeunes et les adultes aux situations des jeunes incarcérés et à ce qu'ils font pour se réinsérer.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

Politiques et situations nationales :

Les politiques nationales sont-elles dominées par une idéologie punitive ? Si oui, cette idéologie est-elle un frein au développement de méthodes alternatives à la détention ? Comment agir dans ce contexte ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Menez-vous des actions de plaidoyer sur les politiques pénales ? Sur la création et/ou la fonction de juge des enfants ? Avez-vous pris position sur l'enfermement des jeunes, sur le sens de la sanction pénale ? Quels rôles chacun est amené à jouer pour faire changer les mentalités, sensibiliser le grand public alors que la jeunesse n'est vue qu'à travers la délinquance ? Quelles réponses apporter à la jeunesse en difficulté ?

~ 4 ~

Développer la prévention des actes contraires à la loi

La prévention des actes contraires à la loi soulève nécessairement un risque de stigmatisation. À l'origine de la délinquance, les problématiques peuvent être multiples : éducation défaillante ou éclatement du foyer familial, abus de drogues ou autres substances dangereuses, pressions exercées par d'autres, violence, maltraitance et exploitation, pauvreté, chômage, exclusion sociale, déscolarisation,... Ainsi, avant toute chose, la prévention

on situations of incarcerated minors, and their efforts to reintegrate into society.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Policies and national situations:

Are you facing a predominance of a punitive ideology? Are there things that limit the development of alternatives to prison? How to act in this context?

Caritas network and partners:

Do you conduct advocacy on criminal justice policy? On the specificity of juvenile justice and juvenile courts? Do you have local or institutional positions on the detention of young people, the meaning of the criminal sanction? What role can Caritas and its partners play in order to change attitudes, raise public awareness on responses to youth in trouble?

~ 4 ~

Develop juvenile offenses prevention strategy

The prevention of acts contrary to the law necessarily raises a risk of stigmatization. Numerous issues may cause juvenile offenses: school dropout, family breakdown, home poverty, unemployment, social exclusion, lack of education, drug abuse or other addictions, group pressure, violence, maltreatment, etc... Hence, above all, the prevention of delinquency goes through the fight against social exclusion, economic injustice, poverty and discriminations. This issue must be addressed through the environment (social and political) in which the juvenile grows, not only through its behavior.

However, a distinction must be made between the first-time offenders and repeat offenders.

For the Secours Catholique - Caritas France, prevention may consist in the construction and consolidation of social ties, through activities with youth and families (school support, leisure activities, family holidays, etc) and educational support.

A project of Caritas Ruse in Bulgaria aims at creating support groups for families in which children behave inappropriately, and to train youth leaders and advisors. This commitment of local communities is intended to avoid recourse to judicial decisions, and to back up young people at

de la délinquance passe par la lutte contre l'exclusion sociale, les injustices économiques, la pauvreté et les discriminations. Il est essentiel de traiter cette question à travers l'environnement (social, politique) dans lequel le mineur grandit et non pas seulement à travers son comportement.

Toutefois, une distinction doit être faite entre la primo-délinquance et la délinquance déjà bien installée.

Au Secours Catholique - Caritas France la prévention peut passer par la construction et l'approfondissement d'un lien social, au travers d'activités auprès de la jeunesse et des familles (accompagnement scolaire, activités de loisirs, vacances familiales,...), et de soutien à l'éducation.

Le projet de Caritas Ruse en Bulgarie vise à créer des groupes de soutien pour les familles d'enfants ayant un comportement inadapté et à former des accompagnateurs et des conseillers. Cet engagement des communautés locales a pour but d'éviter le recours aux décisions judiciaires en soutenant les jeunes en risque de délinquance.

En Sicile, dans des lieux où la mafia est très présente, il s'agit pour **Caritas Palerme** de proposer aux jeunes des alternatives, à travers la proposition d'activités éducatives.

POINTS D'ATTENTION

- Lutter contre l'échec scolaire. Tout doit être fait pour favoriser la scolarisation des enfants et éviter la déscolarisation des publics « à risque » qui fait parfois tomber ces jeunes dans la délinquance et ne favorise pas leur réinsertion.
- Favoriser les actions de rénovation urbaine et la mixité sociale (cf. Habitat et Humanisme), dont la mixité scolaire.
- Renforcer la prévention spécialisée, l'éducation populaire, le soutien aux mouvements de jeunesse, la culture et le sport pour tous. Leur donner les moyens suffisants, en particulier en zones sensibles.
- Permettre à tous les enfants d'accéder aux loisirs, de partir en vacances.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

Législations et politiques nationales :

Au sein de votre État, quel est l'âge de la majorité pénale et celui de la responsabilité pénale d'un mineur ? Existe-t-il

risk of offending.

In Sicily, in places where the mafia is very strong, **Caritas Palermo** offers to young people alternatives through educational activities.

FOCUS POINTS

- Fight against school dropout. Everything must be done to promote the education of children and avoid dropping out of the public «at risk» because it makes them fall into delinquency and doesn't favor their rehabilitation.
- Promote actions for urban renewal and social diversity (cf. Habitat et Humanisme) including school diversity.
- Strengthen the actions of prevention, popular education and the support to youth movements, culture and sport for everybody.
- All children should have access to recreation and holidays.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Legislations and national policies:

In your state, what is the age of criminal responsibility and of criminal responsibility of a minor? Is there a juvenile court? How does juvenile crime prevention work in your region/country? Is there a profession specially trained for this purpose of prevention? Among the social workers for example? What are the statistics on juvenile delinquency? To what extent the poverty can make it more vulnerable to delinquency?

Caritas network and partners:

About the work with teenagers: What is the vision of adolescence in your organization? In what field is your organization involved? Do you have examples of actions in relation to youth groups? Have you ever conducted awareness campaigns for young people to prevent unlawful acts or campaigns for the reform of the juvenile justice system?

une juridiction pour mineurs ? Comment fonctionne la prévention de la délinquance? Y a-t-il des dispositifs de prévention spécialisée ? Y a-t-il un corps social formé à cette action ? Le métier d'éducateur spécialisé existe-t-il ? Quelles sont les statistiques sur la délinquance des mineurs ? Dans quelle mesure la pauvreté rend-elle plus vulnérable à la délinquance ?

Réseau Caritas et partenaires :

Quelle est la vision de l'adolescence de votre organisation ? Dans quel domaine votre structure agit-elle ? Avez-vous des exemples d'actions en relation avec des groupes de jeunes ? Avez-vous déjà mené des campagnes de sensibilisation auprès des jeunes visant à prévenir les actes contraires à la loi ou encore des campagnes en faveur de réforme de la justice des mineurs ?

~ 5 ~

Promouvoir une justice spécifique POUR les mineurs AVEC des alternatives aux poursuites pénales et à la détention

Des normes et des standards internationaux sont spécifiquement destinés au suivi des mineurs accusés d'infractions pénales. La Convention Internationale sur les Droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1989 contient plusieurs dispositions traitant spécifiquement de ces règles minimales de la justice des mineurs. L'article 40 prévoit notamment que « les États parties s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale » et l'article 37 précise entre autre que « l'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort et être d'une durée aussi brève que possible. »

Dans de nombreux cas, la détention augmente le risque de récidive au lieu de le diminuer et stigmatise les mineurs, en desservant leurs chances de devenir des adultes prêts à assumer un rôle constructif au sein de la société. Ainsi, il semble qu'encourager le développement d'une justice éducative, c'est restreindre le recours à la détention, développer des réponses alternatives et mettre en place un suivi visant à la réintégration du jeune. Une justice éducative est fondée sur les principes de l'intégration sociale, de l'éducation et de la préven-

~ 5 ~

Promote a distinct juvenile justice system WITH alternatives to criminal prosecution and detention

International standards specifically refer to juvenile charged with criminal offenses. The Convention on the Rights of the Child (CRC) adopted by the UN General Assembly in 1989 contains several provisions in this regard. Article 40.3 of the CRC provides that «States Parties shall seek to promote the establishment of laws, procedures, authorities and institutions specifically applicable to children alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law» and Article 37 b. provides inter alia that «The arrest, detention or imprisonment of a child shall be in conformity with the law and shall be used only as a measure of last resort and for the shortest appropriate period of time».

In many cases, detention, instead of diminishing it, increases the risk of second offense and stigmatizes minors. It damages their chances to become responsible adults taking on a constructive role in society. A distinct juvenile justice system is to be founded on the principles of social integration, education and prevention of recidivism. Such a specific justice system can be developed by limiting the use of detention, developing alternative solutions and implementing a follow-up in order to help the reintegration of the minor. The sanctions or measures that may be imposed on juveniles, as well as the manner of their implementation, shall be specified by law and based on the principles of social integration and education and of the prevention of re-offending¹².

A special area of interest are the unaccompanied foreign minors, for which, in France for example, the lack of appropriate educational facilities can lead to prolonged detention, in situations where others young nationals would benefit from another measure. Moreover, those children face additional difficulties due to unfamiliarity with the language.

European States have developed alternatives to traditional prosecution, and to detention. These alternatives to classical criminal procedures can take various forms such as reprimands, fines, penal mediation, victim reparation, community service, mea-

12. Recommandation CM/Rec(2008)11 du Comité des Ministres aux États membres sur les Règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures, principe fondamental 2/20 / Recommendation CM/Rec(2008)11 of the Committee of Ministers to member states on the European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures, adopted by the Committee of Ministers on 5 November 2008, basic principle 2/20 13. Measures of deprivation of liberty for young offenders: how to enrich international standards in Juvenile Justice and promote alternatives to detention in Europe? green paper on Child-friendly justice, IJCO (International juvenile justice observatory) academic section, janvier 2012, p. 25.

tion de la récidive¹².

En France, par exemple, dans le cas des mineurs étrangers, l'absence de structure d'accueil éducative adaptée peut conduire à prolonger la détention dans des situations où un jeune français ferait l'objet d'une autre sanction. De plus, ces mineurs étrangers rencontrent des difficultés particulières dues à leur méconnaissance de la langue du pays.

Les États européens ont développé des alternatives aux poursuites pénales classiques et à la détention. Ces mesures alternatives aux procédures pénales classiques prennent des formes variées au sein des pays européens (réprimandes, amendes, médiation pénale, mesures de réparation, services communautaires ou d'intérêt général, mesures pour permettre au jeune de gérer son potentiel d'agressivité,...).¹³

En France, le **Secours Catholique Caritas France** accueille des jeunes (à partir de 16 ans) en Travaux d'Intérêt Général et des mineurs faisant l'objet de mesures de réparation pénale.

L'Association des Cités du Secours Catholique a expérimenté un autre mode de prise en charge dans le Centre Éducatif Fermé (CEF) de La Gautrèche.

Caritas Allemagne, dans la région de Niedersachsen, aide les jeunes faisant l'objet de jour-amendes à gérer leur argent pour que cette alternative à la détention soit viable. Dans plusieurs régions, Caritas accueille des groupes de jeunes détenus qui purgent leur peine au sein de centres éducatifs préexistants. Dans d'autres régions, Caritas leur propose des services communautaires ou des procédures de médiation pénale. Un centre d'accueil de jeunes de Caritas Allemagne s'est par ailleurs spécialisé dans l'accueil de délinquants sexuels mineurs.

Caritas Ruse en Bulgarie organise des visites de travail pour les magistrats et les parents dans des établissements spécialisés pour sensibiliser sur les conséquences des décisions judiciaires sur l'avenir des enfants.

En Russie, la **Fondation Uventa** dans la région d'Irkoutsk et l'association « Réforme juridique et

sures to enable youth to manage violence, etc.¹³

In France, the **Secours Catholique - Caritas France** hosts persons – including minors from 16 years old – subject to a community service order.

Besides, the "Association des Cités du Secours Catholique", member of the Secours Catholique network, has experienced another form of support by running the Closed Educational Centre "la Gautrèche".

Caritas Germany, in Niedersachsen helps young people subject to fines manage their money. In several regions, Caritas welcomes groups of young offenders serving their sentence in existing educational centers. In other regions, Caritas offers them community service or mediation procedures. A center of youth from Caritas Germany has also specialized in juvenile sex offenders.

Caritas Ruse in Bulgaria has organized working visits for judges and parents in juvenile offender's facilities to raise their awareness on the consequences of the judicial decisions on the future of children.

In Russia, the "**Foundation Uventa**" in Irkoutsk area and the association «Legal and Judicial Reform» in Moscow, supported by the Secours Catholique – Caritas France, are working to develop restorative justice, through the training of judges, and advocacy targeting parliament and government. They have also introduced mediation mechanisms at the municipal level, in schools and prisons.

In Italy, **Caritas - Palermo** has developed mediation and signed a memorandum of understanding on restorative justice with the city office of social services for minors. Also in Italy, Caritas - Porto Santa Rufina runs a «Casa Famiglia» which aims at accommodating young persons who complete their prison term. Moreover, they work on the social reintegration of these young persons by providing «work grants» and mentorship during the progress of this work (intermediation with the employer, administrative support, management of conflicts on the workplace). It appears to be an excellent tool to outreach and to raise public awareness on their educational needs and on the fragility of young people in social underprivileged situations.

judiciaire » à Moscou, soutenues par le Secours Catholique, travaillent au développement d'une justice de réparation, par la formation de juges, des actions de plaiderauprès du parlement et du gouvernement et la mise en place de la médiation au niveau municipal, dans les écoles et dans les prisons.

En Italie, **Caritas Palermo** a développé une initiative de médiation pénale et a signé un protocole d'entente sur la justice réparatrice avec le bureau du service social des mineurs de Palermo. Toujours en Italie, Caritas Porto Santa Rufina a mis sur pied une « Casa Famiglia » qui a pour objectif d'accueillir les jeunes qui terminent leur parcours pénal au sein d'une « maison familiale ». Celle-ci est un excellent outil de proximité avec les jeunes et de sensibilisation de la population sur l'urgence éducative. D'autre part, ils travaillent sur l'insertion par le travail en mettant à disposition des « bourses de travail » et accompagnent le déroulement de ce travail (intermédiation jeune-employeur, administration, gestion des crises et conflits sur le lieu de travail). Cette démarche a permis de sensibiliser bien des personnes (les employeurs par exemple) à la fragilité des jeunes en provenance de contextes sociaux désavantagés.

POINTS D'ATTENTION

- Aucun enfant âgé de moins de 18 ans ne doit être détenu avec des adultes.
- Aucun enfant ne devrait être considéré comme responsable pénalement de la même façon qu'un adulte.
- Les organisations de la société civile représentent une plus-value dans l'action face à la délinquance des mineurs en raison de leur proximité avec les communautés. Les États devraient les prendre en compte dans la mise en œuvre de leur politique.
- Il est nécessaire de maintenir et développer des lieux éducatifs ouverts, environnements propices incitant les jeunes à respecter la loi.
- Le recours aux mesures éducatives telles que les mesures de réparation pénale ou les travaux d'intérêt général doit être poursuivi en relation avec différents acteurs de la société dont des associations.
- Le travail éducatif auprès des jeunes en conflit avec la loi implique la formation et la spécialisation de professionnels tels que les éducateurs

FOCUS POINTS

- No child under 18 should be detained with adults.
- No child shall be considered criminally responsible in the same way as an adult.
- Organizations of civil society represent a gain in the response to juvenile delinquency because of their proximity to communities. States should take them into account while implementing policies.
- It is necessary to maintain and develop open educational facilities, environments that encourage young people to follow the law.
- The use of educational measures such as community service, penal compensation, should be pursued in relation with various civil society stakeholders, including NGOs.
- Educational work with young people in conflict with the law involves the training and specialization of professionals such as educators.
- The implementation of national, European and international rights of the child and the rights of the detained child must be supported by specific trainings of legal professionals such as judges, lawyers or paralegals as well as by developing awareness tools.
- Juvenile justice must remain a justice focused on the person and not on the alleged act. Juvenile justice is specific as it deals with young people in construction. Delinquency is primarily a symptom of a social imbalance.
- We refuse the political trend that considers that improvement of criminal law happens through a change in the statistics figures. In order to build a coherent world of adults around the child, we want to reaffirm the importance of the follow-up in the monitoring of the juvenile justice.
- The concept of dangerousness, joined to the French penal code in 2008 is not acceptable. This concept contributes to the creation of society of fear, stigma, denying the complexity of personality. It conducts to the hardening of penal sentences that are based on a potential recidivism and not on the personality, the alleged offense, as on the effective guilt.

¹³. Measures of deprivation of liberty for young offenders : how to enrich international standards in Juvenile Justice and promote alternatives to detention in Europe? green paper on Child-friendly justice, IJJO (international juvenile justice observatory) academic section, janvier 2012, p. 25.

spécialisés.

- La mise en œuvre des normes nationales, européennes et internationales relatives aux droits de l'enfant et aux droits du mineur détenu doit être appuyée par la formation spécifique de professionnels du droit tels que les juges, avocats, juristes ou para-juristes ainsi que par le développement d'outils de sensibilisation.
- La justice des mineurs doit rester une justice de la personne et non une justice de l'acte. Elle concerne des jeunes personnes en construction. La délinquance est avant tout un symptôme d'un déséquilibre plus global.
- Il faut aller contre les courants de pensée et de pratique pénale qui fondent leur action sur le souci de faire du chiffre. Il est fondamental de réaffirmer l'importance de la continuité éducative dans le suivi du mineur par la justice afin de rendre présent un monde d'adultes se mobilisant ensemble, de manière cohérente, autour de l'enfant.
- Le concept de dangerosité, entré dans le code pénal en France en 2008 n'est pas acceptable. Cette notion participe d'une construction d'une société de la peur, stigmatisée et nie la complexité de la personnalité. Il conduit à un durcissement de la peine basée sur la probabilité de la récidive et non sur la culpabilité, l'infraction commise et la personnalité.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

États des lieux des législations et politiques nationales :

Existe-t-il dans votre pays des centres de semi-liberté pour mineurs ? Des bracelets électroniques pour mineurs ? Pouvez-vous préciser ce que signifie dans votre pays les termes employés : réparation, médiation, centre éducatif ouvert, centre éducatif fermé,.... ? Dans quelle mesure le passage à la majorité met fin à l'application de mesures destinées aux mineurs ? Qu'en est-il des cas des mineurs étrangers isolés ?

Caritas et ses partenaires :

Dans l'action, développez-vous des mécanismes de coopération avec d'autres acteurs impliqués dans le suivi des mineurs ? Quels rôles chacun est amené à jouer pour une justice adaptée aux mineurs ?

Pistes de plaidoyer et/ou recommandations :

Selon vous, comment promouvoir la dimension éducative de la justice ?

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Legislations and national policies:

Does your country have "open prison" centers for juvenile? Electronic tags for minors? Can you clarify the significance in your country of these terms : compensation, mediation, opened education center, closed educational center... To what extent the transition to majority terminates the application of specific measures designed for juveniles? What about cases of unaccompanied children?

Caritas and partners:

To what extent do you develop mechanisms for cooperation with other actors involved with minors? What roles can one play in the development of a child friendly justice?

Possible recommendations and / or Advocacy:

How could we promote the educational dimension of justice?

~6~

Support the parents of a child subject to a court order

Working with families with children subject to a court order raises several questions: what role does the family play in decision making ? How could we contribute to stimulate and enhance parenting skills, to restore the authority of parents, in order to enable them to take part in the child's educational project?

In addition, the financial problems of underprivileged families may increase because of court costs, damages, fines, and sometimes the need to find another living place for the child in case of alienation measure, etc.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Policies and national legislations:

What kind of administrative measures exist to support the most vulnerable people in front of justice? Are there legal aid mechanisms? Are parents financially responsible for remedial or damages due to an act of their child? How parents are they supported in their parenting?

Caritas network and partners:

What roles can one play in helping families cope with those news expenses which come even more unbalanced family budget?

~6~

Soutenir la parentalité, face à un enfant sous main de justice

Agir auprès et avec des familles ayant des enfants sous main de justice soulève plusieurs questions. Comment stimuler et mettre en valeur les capacités parentales ? Quelle place donner à la famille dans un processus décisionnel ? Comment contribuer à réhabiliter l'autorité des parents et leur permettre de contribuer au projet éducatif individuel du jeune ?

Par ailleurs, pour des familles déjà en grande difficulté, la situation de délinquance d'un mineur accentue les problèmes financiers de la famille : frais de justice, nécessité parfois de trouver un lieu d'accueil en cas de mesure d'éloignement géographique, dommages et intérêts ou amendes à payer...

QUESTIONS À APPROFONDIR :

États des lieux des politiques et législations nationales :

Quelles mesures administratives existent pour soutenir les plus précaires face à la justice ? Existe-t-il une aide juridictionnelle ? Les parents sont-ils financièrement responsables des mesures de réparation ou des dommages et intérêts du fait d'un acte de leur enfant ? Comment soutenir les parents dans leur fonction parentale ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quels rôles chacun est amené à jouer pour aider les familles à faire face à ces dépenses qui viennent encore plus déséquilibrer leur budget ?

~7~

Accompagner les mineurs en détention

Suite à des délits répétés, à des crimes, ou à la récidive, des mineurs sont confrontés à la mise en détention.

Dans la ligne des observations du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants¹⁴, on peut établir une liste indicative des points de vigilance et d'améliorations nécessaires au sein des pays de l'Union européenne :

- Le nombre disproportionné de mineurs étrangers en prison.

14. Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants a été établi par la « Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants » du Conseil de l'Europe, 1989. Il s'agit d'un mécanisme non judiciaire, à caractère préventif, pour protéger les personnes privées de liberté contre la torture et toute autre forme de mauvais traitement. Le CPT visite des lieux de détention afin d'évaluer la manière dont les personnes privées de liberté sont traitées. / The European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment was set up under the Council of Europe's "European Convention for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment", in 1989. The CPT is a non-judicial preventive mechanism to protect persons deprived of their liberty against torture and other forms of ill-treatment. The CPT organises visits to places of detention, in order to assess how persons deprived of their liberty are treated.

~7~

Accompany children in detention

After first commission of a crime or an offence, or second offence minors can face detention.

The European Committee for the Prevention of Torture, who inspects places of detention and produces public reports¹⁴, has pointed out several points of concern within European Union countries, such as:

- The disproportionate number of foreign minors in prison
- The use of confinement as a disciplinary sanction
- The detention of young people with behavioral disorders
- The use of disciplinary sanctions impeding family contacts
- The non-respect of the right to education and leisure
- The absence of outdoor and educational activities
- The violence amongst the youth (bullying, self-harm and suicide)
- The use of pretrial detention for deterrence purposes
- The length of police custody
- An excessive use of handcuffs during detention
- Ill-treatments during police interrogations
- The excessive administration of psychotropic drugs
- Overcrowding of detention facilities

These observations vary from facility to facility within the same country, and show that the means available are different. Moreover, for juveniles in custody, the family links and visits from relatives are jeopardized by the remoteness of detention facilities.

- La pratique de l'isolement comme sanction disciplinaire.
- L'enfermement de jeunes présentant des troubles du comportement.
- L'application de sanctions disciplinaires qui empêche le maintien des contacts familiaux.
- Le non-respect du droit à l'éducation et aux loisirs.
- L'absence d'un régime de détention spécifique avec des activités en plein air et éducatives.
- L'absence de ce régime pour les mineurs en détention provisoire.
- L'usage de la détention provisoire à des fins dissuasives.
- La violence entre jeunes (violences, intimidations, automutilation et suicide).
- L'usage abusif des menottes pendant la détention.
- Les mauvais traitements lors des interrogatoires policiers.
- La longueur de la garde à vue auprès de la police.
- La pratique qui conduit les enfants à signer leurs déclarations sans la présence d'un parent ou d'un adulte tiers.
- L'administration de médicaments psychotropes de manière excessive et parfois sans avis médical.
- La surpopulation carcérale.

De plus, ces observations montrent combien la qualité des moyens mis en place est inégale selon les établissements pénitentiaires au sein d'un même pays. Pour les mineurs en détention, le maintien du lien familial est fragilisé par l'éloignement des établissements de détention, rendant très compliquées voire parfois impossibles les visites des proches.

En Europe, **Caritas et ses partenaires** développent un certain nombre d'actions qui ont pour objectif d'accompagner le jeune au cours de son parcours à travers les procédures judiciaires, par le maintien et développement du lien social et parental, la préparation du retour dans la société et l'insertion, l'accès à l'éducation, la défense des droits au cours des procédures judiciaires.

En Italie, **Caritas Palerme** met à disposition un soutien psychologique pour mineurs incarcérés, ainsi que des activités pédagogiques et de formation ; Caritas Porto Santa Rufina a impliqué des jeunes du diocèse dans un programme d'activité en détention « estate al fresco », proposant la réalisation d'activités d'expression (musique, écri-

In Europe, **Caritas and its partners** are developing a number of actions that are intended to accompany the minor during his prison term, through the maintenance and development of social and parental links, the preparation of the reintegration into society, and the access to education, constructive activities and support while in detention.

In Italy, **Caritas - Palermo** provides psychological support for incarcerated juveniles, as well as educational and training activities; Caritas - Porto Santa Rufina has called upon young volunteers of the diocese to participate in a programme within the prisons (expressive activities such as music, writing, drawing, etc).

In Russia, the **"Foundation Uventa"**, supported by the Secours Catholique - Caritas France, has developed an introduction to mediation in the juvenile detention facilities of the region of Irkutsk (participation of juvenile detainees in the management of conflicts through the establishment of a «conciliation service» made up of juvenile detainees.)

In France, only one third of families visit their children. Some delegations of **the Secours Catholique - Caritas France**, welcome the families of juveniles detained in the Juvenile Penitentiary Facilities of Quiévrechain and Porcheville. In Versailles, they offer the child the chance to give a present to his family at the occasion of Christmas, as an opportunity to maintain the family links. Support can also be proposed to a juvenile whose relatives live outside of France, in the form of telephone units.

ture, dessin,...) au sein de la prison avec et par des jeunes volontaires extérieurs. En Russie, **la Fondation Uventa**, soutenue par le Secours Catholique, a développé dans la région d'Irkoutsk une initiation à la médiation : participation des jeunes détenus à la gestion des conflits, mise en place d'une structure « service de conciliation » au sein de la détention pour mineurs.

En France, alors qu'actuellement seulement un tiers des familles rendent visite à leurs enfants en détention lorsqu'ils sont dans des Établissements Pénitentiaires pour Mineurs, les délégations du Secours Catholique - Caritas France du Nord et de Versailles en France accueillent les familles des mineurs des Établissements Pénitentiaires pour Mineurs de Quiévrechain et de Porcheville. À Versailles, ils proposent au jeune d'offrir un cadeau de Noël à sa famille, dans le souci du maintien du lien familial. Une aide exceptionnelle, sous forme d'unités téléphoniques, peut être apportée à un jeune d'outre-mer détenu dans l'hexagone afin de favoriser les liens avec sa famille.

POINTS D'ATTENTION

- La prison peut, pour certains, être un espace de prise de conscience. Elle doit donc rester un dernier recours, une possibilité prévue par la loi, comme un élément du parcours du jeune et non une finalité. L'accompagnement en prison est alors la clé qui permet d'assurer sa fonction sociale.
- Veiller à la proximité des lieux de détention et encourager la desserte par les transports pour que les liens familiaux et sociaux soient conservés pendant une période de détention.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

États des lieux des politiques et législations nationales :

Les lieux de détention sont-ils spécialisés pour les mineurs ? À part ou en lien avec ceux pour les adultes ? Les administrations concernées travaillent-elles avec des associations (conventions...) ? Comment fonctionne l'accès à l'éducation pour les mineurs détenus ? Y a-t-il des actions spécifiques menées en faveur des jeunes filles en détention ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quels rôles Caritas et ses partenaires sont amenés à jouer lors de la détention de jeunes ?

FOCUS POINTS

- Prison may, for some minors, be an occasion to regain consciousness. Though it doesn't constitute an end in itself and must remain a measure of last resort. The assistance and support they can receive in jail is the key to ensure the social function of the detention.
- Authorities shall ensure the accessibility of places of detention and encourage public transport services to help maintaining social and family links during detention.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Policies and national legislations:

Are places of detention specialized for minors? Separate from adults? Do the authorities work with associations (conventions...)? How is the access to education for detained minors? Are there specific actions in favor of girls in detention?

Caritas network and partners:

What roles could Caritas and partners play in minors detention?



© L.Charnier-myop

~ 8 ~

Apporter une attention particulière aux mineurs sous main de justice présentant des troubles psychologiques ou psychiatriques

Les besoins en termes de soutien psychologique des mineurs sous main de justice sont majoritairement sous-estimés. Les jeunes présentant des troubles psychologiques voire psychiatriques sont parmi les plus vulnérables puisque leur comportement peut aggraver le délit effectué (insultes, énervement, violence). En Europe, les mineurs qui ont des problèmes psychiatriques sont rarement pris en charge par des institutions appropriées.

En 2011, dans le cadre d'un projet d'Analyse comparative et de Transfert de connaissances au niveau européen sur les recours en matière de santé mentale pour les jeunes délinquants¹⁵, l'Observatoire international de Justice Juvénile (OIJJ) a formulé un certain nombre de recommandations¹⁶ afin de conseiller efficacement les pays sur les meilleures politiques permettant de s'adapter aux jeunes délinquants ayant des problèmes, des maladies et des troubles de santé mentale. Ces recommandations appellent notamment à une évaluation et une application systématique des recommandations du comité des ministres aux États membres concernées, et au niveau national, que les autorités compétentes prennent des mesures efficaces pour répondre promptement au dépistage et à l'évaluation des maladies, troubles ou problèmes de santé mentale chez les enfants et les jeunes ; qu'elles s'assurent que tous les mineurs qui ont été diagnostiqués atteints de maladies, troubles ou problèmes de santé mentale, quelque soit le stade d'avancement de la procédure judiciaire, soient placés dans des installations qui conviennent pour le traitement efficace de leur problème de santé mentale ; que la «période de mise à l'essai » soit utilisée dans la mesure du possible ; que des normes favorisant des formations adéquates pour tous ceux travaillant au sein des systèmes de justice juvénile soient établies.

En France, l'Association des Cités du Secours Catholique gère un centre éducatif fermé destiné

~ 8 ~

Pay a specific attention to juvenile having psychological or psychiatric disorders, and subject to a court order

Psychological needs of minors subjects of justice procedure seem to be mostly underestimated. Young people suffering from psychological or psychiatric disorders are specifically vulnerable when confronted to justice, since their disorders often worsen their offending behaviour (insults, nervousness, violence). In Europe, they are rarely taken in charge in appropriate structures.

In 2011, in the framework of a project of comparative Analysis and Knowledge Transfer at the European level on the mental health resort for young offenders¹⁵, the International Juvenile Justice Observatory (IJJO) made a number of recommendations¹⁶ in order to effectively advise countries on the best policies to adapt to young offenders with mental health problems and diseases. These recommendations included a call for systematic evaluation and implementation of the recommendations of the Committee of Ministers, and that the competent authorities at the national level take effective measures to respond promptly to the screening and evaluation of disease, disorder or mental health problems among children and youth; that they ensure that all children who have been diagnosed with diseases, disorders or mental health problems, whatever the stage of completion of judicial proceedings, be placed in suitable facilities for the effective treatment of their mental health problem; and that the «probationary period» is used whenever possible; and that standards that promote appropriate training for those working in juvenile justice systems are established.

In France, the "Association des Cités du Secours Catholique" runs a closed educational center for juvenile second offenders subject to a court order (legal restrictions or suspended sentence with probation). In this context, it was one of the pioneers in building a partnership with the Child Psychiatry sector.

aux mineurs multi récidivistes ou multi réitérants qui font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire ou de sursis avec mise à l'épreuve. Dans ce cadre, il a été l'un des pionniers d'un partenariat avec la pédopsychiatrie de secteur.

POINTS D'ATTENTION

- Dénoncer tous les mauvais traitements psychiatriques.
- Renforcer les moyens de la pédopsychiatrie et développer les structures d'accueil pour mineurs présentant ces troubles.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

États des lieux des politiques et législations nationales :

Avez-vous connaissance de structures appropriées pour aider des jeunes mineurs présentant des troubles psychologiques ou psychiatriques ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quels rôles Caritas et ses partenaires sont amenés à jouer face aux problèmes psychologiques et psychiatriques des jeunes ayant commis des actes de délinquance ?

~ 9 ~

Reconnaître la place de la religion et de la recherche de sens en détention

La question religieuse est très présente pour le jeune en prison et se retrouve parfois à la croisée de la question de son identité propre. En outre, la religion peut être un moyen pour certains mineurs détenus de structurer leur vie en détention, de comprendre leur jugement/condamnation et de se reconstruire. En effet, la dimension religieuse est reconnue comme participant à la réinsertion.

Garantir l'exercice de la liberté religieuse aux mineurs détenus est un droit reconnu par de nombreux textes. Or, en pratique, son exercice est bien souvent compromis. En effet, au vu de la diversité des religions pratiquées par les détenus, la pratique de certaines religions est parfois plus facile que pour d'autres au sein du milieu pénitentiaire. Dès lors, l'administration pénitentiaire est aujourd'hui confrontée à de nouvelles questions pour remédier à ce déséquilibre.

En ce qui concerne la France, par exemple, l'administration pénitentiaire française a été confrontée à cette problématique. En effet, l'aumô-

FOCUS POINTS

- Denounce psychiatric abuses.
- Strengthen the capacity of child psychiatry and develop childcare facilities for juvenile with these disorders

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Policies and national legislations:

Are you aware of appropriate structures to help young children with psychological or psychiatric disorders?

Caritas network and partners:

What role can one play in addressing the psychological and psychiatric problems of young people who commit acts of delinquency?

~ 9 ~

Recognize the place of religion and the research of meaning of juveniles in detention

The religious question is real for young people in prison, and is often at the crossroad of identity issues. Religion can be a way for minors to structure their life in detention, to understand the judgment and the conviction, and to reconstruct oneself. The religious dimension is recognized as a part of the rehabilitation process.

The exercise of the right to freedom of religion is recognized by several texts. However, in practice, this exercise is often jeopardized due to the diversity of religions, and the practice may be easier for some than for others in the penitentiary facilities. The public authorities are confronted to the acute issue on how to remedy this imbalance.

In France, the Catholic chaplaincy is particularly present in some juvenile detention facilities and plays a major educational and spiritual role, by listening to the young detainees. However, juvenile facilities do not always have chaplains for others religions: this hinders the exercise of the freedom of religion for Muslims, Jewish and protestant young detainees. Moreover, dietary requirements have not always been adapted and minors do not always have access to the religious effects necessary to the cult.

At the same time, once the access into the detention facility is secured, the chaplain is confronted to substantial administrative rules, and sometimes no-law zones.

15. Projet MHYO, "Mental Health for youth offenders", cf. http://www.oijj.org/doc/intf/MHYO_leaflet.pdf

16. Disponible à l'adresse suivante / Available at the following address : http://www.oijj.org/index.php?alias=documental_ficha&re=SI&cod=3246&backs=1

nerie catholique est particulièrement présente dans certains établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) et joue un rôle majeur au niveau de l'écoute du jeune, au niveau éducatif et spirituel. Or, les établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) n'ont pas toujours des aumôniers autres que catholiques, ce qui ne favorise pas la liberté de religion pour les autres mineurs détenus de confession différente (musulmane, israélite, protestante, etc.). De surcroît, les mineurs détenus n'ont pas toujours accès aux objets de culte nécessaires à la pratique de leur religion, etc.

Parallèlement, une fois l'accès possible à ces établissements, l'aumônier se retrouve confronté à une administration et un règlement très lourds voire parfois à des zones de non-droit.

Le contexte de différentes affaires concernant des actes potentiellement qualifiables d'« actes de terrorisme » influe parfois sur la décision de l'administration pénitentiaire d'autoriser ou non la présence de représentants d'autres religions stigmatisées dans l'opinion publique. Cela peut laisser le champ libre à des pratiquants extrémistes parmi le personnel ou les jeunes détenus eux-mêmes.

POINTS D'ATTENTION

– Les administrations doivent assurer la possibilité de la pratique religieuse pour les mineurs, quelle que soit leur religion. Tous les cultes doivent être représentés en prison.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

États des lieux des législations et politiques nationales :
Au sein de votre État, l'exercice de la liberté de religion est-il assuré dans les établissements pénitentiaires ? Le cas échéant, quelles sont les mesures prises ? Si l'exercice est entravé, quelles sont les mesures prises par l'État pour y remédier ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quels rôles chacun est amené à jouer sur le plan spirituel auprès de jeunes détenus ? Quelles positions votre structure a-t-elle prises sur cette question ?

~ 10 ~

Mieux appréhender le passage à l'âge adulte

Le passage à la majorité entraîne un changement des droits et des responsabilités. Néanmoins, ce

The context of different cases involving acts potentially classifiable as «terrorist» sometimes affects the decision of the prison administration to authorize or not the presence of representatives of other religions stigmatized in public opinion. This can leave the field open to extremists among staff and young prisoners themselves.

At the same time, once the access into the detention facility is secured, the chaplain is confronted to substantial administrative rules, not to say sometimes no-law zones.

The context of different cases involving acts potentially classifiable as «terrorist» sometimes affects the decision of the prison administration to authorize or not the presence of representatives of other religions stigmatized in public opinion. This can leave the field open to extremists among staff and young prisoners themselves.

FOCUS POINTS

– Public authorities must ensure the possibility of religious practice for minors, regardless of their religion. All religions should be represented in prison.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

National policies and legislations:

In your country, is freedom of religion ensured in penitentiary facilities? If the exercise of the right to freedom of religion is impeded, what measures are taken by the State in this regard?

Caritas network and partners:

In the spiritual dimension, what can Caritas and its partners do with young offenders? What position did your organization take on this topic?

~ 10 ~

Better understand the transition to adulthood

The passage to the age of majority is a threshold that leads to a change in the rights and responsibilities of a person. However, this change of status may cause a real disruption in the educational journey of a young person, and even be detrimental to him. While the limits of adolescence are increasingly blurred, a sudden turn in the social response weakens the young adults, which should not be left aside in discussions of preven-

changement de statut peut engendrer une véritable rupture dans l'accompagnement éducatif du jeune, pouvant lui porter préjudice. Alors que les limites de l'adolescence sont de plus en plus floues, un virage brusque dans la réponse sociale fragilise les jeunes majeurs, qui ne doivent pas être laissés de côté dans les débats de prévention et de réinsertion. Certains pays prévoient en matière de politiques publiques des dispositifs qui s'appliquent également aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans ou plus tard.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

États des lieux des législations et politiques nationales :

Dans votre pays, quels relais existent pour poursuivre une prise en charge éducative au-delà de la majorité ? Comment favoriser la continuité du suivi du jeune et la cohérence de son parcours ? Dans quelle mesure la justice des mineurs s'applique également aux jeunes majeurs ?

~ 11 ~

Un temps de la justice respectueux du rythme de l'enfant ou du jeune

Alors que les institutions ont souvent une approche du mineur en termes de procédure, la diversité des situations des jeunes met en évidence la nécessité d'une approche en termes de processus. Le processus étant le temps long, le temps nécessaire pour donner à des jeunes déficitaires des compétences qui manquent.

Alors que les réponses sociales à la délinquance évoluent, se situant entre le travail éducatif d'émancipation et l'attente sociale de la contrainte, il est important que toutes les réponses prennent en compte le rythme de l'enfant et les différents aspects de son développement : social, intellectuel, physique, psychologique.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

États des lieux des situations nationales :

Dans chaque pays, les institutions judiciaires disposent-elles de procédures spécifiques pour les mineurs ? Qu'en est-il des comparaisons immédiates ? Y a-t-il des dispositifs mis en place pour favoriser la compréhension par le mineur de la procédure judiciaire ? Dans quelle mesure les différents aspects du développement de l'enfant sont pris en compte dans les lieux de placement ou de privation de liberté ?

Pour chacun des points soulevés...

Pistes de plaidoyer : Quelles positions institutionnelles peuvent-être proposées dans ce domaine au niveau national, européen et international ?

tion and rehabilitation. Some countries provide public policy devices that also apply to young adults up to age 21 or later.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

National policies and legislations:

In your country, which bridges exist to pursue an educational process beyond the age of majority? How could we promote the continuity in supporting the young person and offering him a consistent path? Extent of juvenile justice also applies to young adults?

~ 11 ~

Respect for the rhythm of the child

While institutions generally consider minors through procedures, the diversity of situations calls for an approach in terms of process. The process is the long time, the time needed to offer young people the skills they lack.

As social responses to criminality are developing, and ranging from an educational work of emancipation to social expectations of coercion, it is important that all responses take into account the child's rhythm and the various aspects of its development: social, intellectual, physical, psychological.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

National Context:

In each country, do judicial institutions have specific procedures for minors? What is the system of immediate court appearance? Are there mechanisms in place to ensure the understanding by the minor of the judicial process? To what extent the various aspects of child development are taken into account in places of deprivation of liberty?

For each point:

Advocacy: What institutional positions can be offered in this field at national, European and international levels?



~ ENFANTS ET MIGRATION ~

~ CHILDREN AND MIGRATION ~



Secours Catholique
Réseau mondial Caritas
caritas europa

Les questions de migration occupent aujourd'hui le devant des scènes politique et médiatique européennes et leur instrumentalisation à des fins politiques portent régulièrement atteinte aux droits et à la dignité des migrants, adultes ou mineurs. En effet, les enfants ne sont pas exclus de la migration, bien au contraire. Seuls ou accompagnés d'un ou de plusieurs membres de leur famille, des enfants quittent leur pays pour diverses raisons. Le choix des parents peut aussi être celui de quitter le pays (parfois, pour fuir des persécutions ou pour trouver du travail à l'étranger) en laissant les enfants à la charge d'une autre personne. Pour ces enfants, la migration a aussi des conséquences fortes qui peuvent accentuer ou créer une pauvreté et impacter leur bien-être, leur épanouissement et leur développement.

Aujourd'hui, au niveau européen, les institutions et la société civile se préoccupent particulièrement de la situation des minorités roms, qu'elles soient ou non engagées dans une migration. Pour fuir des contextes économiques et sociaux précaires et/ou discriminatoires certaines personnes roms choisissent

de quitter leur pays et envisagent une vie dans un autre pays, généralement en Europe de l'ouest. À leur arrivée, ces migrants cumulent plusieurs types de pauvreté, qui touchent particulièrement les enfants. La violence institutionnelle à laquelle ils sont quotidiennement confrontés (non-accès au droit, pratiques discriminatoires,...) les rend d'autant plus vulnérables et s'inscrit à l'encontre des droits et du bien-être des mineurs qui ont accompagné un membre de leur famille ou qui se retrouvent isolés dans un pays dont ils ne connaissent ou ne maîtrisent pas les codes.

Migration issues hold today the forefront of the European political and media scene and their exploitation for political purposes regularly affects the rights and dignity of migrants, adults or minors. Indeed, children are not excluded from migration. Alone or with relatives, children leave their countries for various reasons. The choice of parents can also be to leave the country (to escape persecution or to find work abroad), leaving children in the care of another person. On these children, migration also has significant consequences, which may reinforce or create poverty and affect their well-being, growth and development.

Nowadays, institutions and civil society at European level are particularly concerned about the situation of Roma minorities, whether or not involved in migration. In order to escape a precarious and/or discriminatory economic and social context, some Roma people choose to leave their country and consider living in another country, usually in Western Europe. However, when they arrive, such migrants generally suffer several

~ ENFANTS ET MIGRATION // CHILDREN AND MIGRATION ~

types of poverty, which particularly affect children. The institutional violence they are facing on a daily basis (non-access to the law, discriminations...) makes them even more vulnerable. Such a situation goes against the rights and welfare of the minors who accompanied a member of their family or who found themselves isolated in a country of which they ignore the rules.

In this general context of international migratory flows, it is necessary to examine the migration impact on child poverty and more specifically on:

- the migration's consequences, in terms of poverty, on Roma children;
- the challenges related to the fight against poverty for unaccompanied foreign minors;
- the impact on the children when they remain in their homeland while their parents migrate, that can put the children in a situation of «social orphans».

Dans ce contexte général de flux migratoires internationaux, il convient de s'interroger de manière transversale sur les impacts des migrations sur la pauvreté des enfants et plus spécifiquement sur :

- les conséquences, en termes de pauvreté, des migrations sur les enfants roms,
- les enjeux relatifs à la lutte contre la pauvreté pour les mineurs étrangers isolés,
- les répercussions sur les enfants lorsque ceux-ci restent au pays alors que les parents migrent, qui peuvent mettre les enfants dans des situations d'«orphelins sociaux».

HOW DOES MIGRATION IMPACT CHILD POVERTY?

While migration could be considered as a way to avoid poverty (by sending money for the construction of houses, for schooling, for access to healthcare...), or escape a context of lawlessness and persecution (opportunity to go to school, to have family life, to have access to healthcare...), migration can also lead to situations of extreme poverty and marginalization of migrants, both children and adults (situation of lawlessness, precarious material conditions...).

DANS QUELLE MESURE LES MIGRATIONS IMPACTENT-ELLES LA PAUVRETÉ DES ENFANTS ?

Alors que la migration peut être un moyen de contourner la pauvreté (envois de fonds par les migrants pour la construction d'un logement, la scolarisation des enfants, accès aux soins...), ou fuir un contexte de non-droit et de persécutions (opportunité de scolarisation, de vivre en famille, d'accès aux soins...), la migration peut aussi mener à des situations de grande pauvreté et de marginalisation des migrants, adultes et enfants (situation de non-droit, conditions matérielles précaires...).

AND WHAT ABOUT ROMA CHILDREN?

Because they are a minority and face multiple forms of poverty, Roma populations are the subject of a special attention and specific political measures. However, despite several implemented tools, Roma children's poverty remains extreme. It is therefore necessary to consider specific recommendations for these children.

ET LES ENFANTS ROMS ?

En tant que minorité, et parce qu'elles cumulent plusieurs formes de pauvreté, les populations roms font l'objet d'une attention particulière et de mesures politiques ciblées. Pourtant, malgré les outils mis en place, la pauvreté des enfants roms reste extrême. Il s'agit alors d'envisager des recommandations particulières pour ces enfants.

~ 1 ~

Préserver un cadre familial harmonieux et respectueux des droits de l'enfant pour les enfants qui migrent en famille

« Le taux de pauvreté chez les enfants de familles immigrantes [...] est plus élevé que celui des enfants de familles de natifs. [...] L'écart de pauvreté entre les enfants d'immigrants provenant de pays à revenu faible ou moyen et les enfants de famille native est encore plus grand, alors que les enfants dont les familles viennent de pays à haut revenu font face à des taux de pauvreté relativement bas » (UNICEF 2009).

Les obstacles auxquels se heurtent les parents dans leur parcours migratoire impactent nécessairement l'épanouissement de l'enfant et son bien-être. La fragilité sociale et économique vers laquelle la migration peut conduire les parents se transmet souvent aux enfants et peut avoir des répercussions directes sur les résultats scolaires, la socialisation de l'enfant et son intégration dans son nouvel environnement.

La migration en Europe de l'Ouest des familles roms de Roumanie et Bulgarie peut aggraver leur précarité et leur pauvreté. Confrontés à des discriminations et à des dispositifs qui ne permettent pas une installation, les adultes prennent des mesures qui garantissent la survie (emplois non déclarés, mendicité). L'enfant qui migre avec ses parents sera confronté directement ou indirectement à une série de problèmes :

- Le déracinement culturel qui, ajouté à la méconnaissance de la langue mettra l'enfant dans une situation où ses repères changent.
- Le bien-être de l'enfant est compromis par de nombreux effets de la migration précaire : absence de mode de garde adapté lorsque les parents vont travailler, accès à l'hygiène limité, risques sanitaires du fait de conditions de vie extrêmement précaires et non sécurisées (habitat en bidonvilles, campements précaires, à la rue,...).
- L'enfant peut être éventuellement instrumentalisé et contraint à travailler pour assurer des revenus à la famille.

~ 1 ~

Maintaining a harmonious and respectful family environment to consider the rights of the child for children who migrate with family

«The poverty rate among children of immigrant families [...] is higher than the one of children of native families. [...] The poverty gap between immigrants' children coming from countries where the income is low or moderate and native families' children is even greater, whereas children whose families come from countries where the income is high face a relatively low poverty rate » (UNICEF 2009).

Barriers faced by parents in their migratory path necessarily impact the child's development and well-being. Social and economic fragility to which migration can lead parents is often transmitted to children and can have a direct impact on school performance, socialization of the child and his integration into his new environment.

Migration in Western Europe of Roma families coming from Romania and Bulgaria can increase their vulnerability and poverty. Facing discrimination and rules that do not allow a stable installation, adults have to take measures in order to ensure their survival (undeclared work, begging). The child who migrates with his/her parents will be directly or indirectly confronted to various problems:

- Cultural uprooting, added to the ignorance of the language, will put the child in a situation in which his marks change
- The well-being of the child is compromised by many impacts of the precarious migration: lack of suitable childcare when the parents go to work, limited access to hygiene, health risks due to extremely poor and unsecured living conditions (slums and precarious camps in the streets...).
- The child may possibly be exploited and forced to work in order to provide income to the family.
- School enrolment is suspended for various reasons (insufficient material conditions, neglect or ignorance of parents about schooling, difficulties of access to school...).

- La scolarisation est suspendue pour diverses raisons (conditions matérielles insuffisantes, désintérêt ou méconnaissance des parents pour l'école, difficulté d'accès à l'école...).

Cela nécessite des actions ciblées qui permettent que l'enfant se développe à son rythme et dans les meilleures conditions possibles.

La délégation du Secours Catholique du Var développe un projet à destination de familles roms installées à Toulon pour les accompagner dans la formulation et la mise en œuvre de leur projet de vie en France ou en Roumanie. Le projet vise à l'amélioration des conditions de vie de la famille, en permettant notamment l'accès à un logement digne et le développement d'un micro-projet économique générateur de revenus. Cette stabilité de la famille impacte directement les enfants : parce qu'ils évoluent dans un cadre familial harmonieux et parce qu'ils ont désormais des ressources suffisantes et un accès effectif à leurs droits (par exemple en termes de scolarisation).

Caritas Suisse / Zurich : met en œuvre un projet intitulé School Start+ qui vise à faciliter l'accès à l'école des enfants de migrants. Pour cela Caritas informe sur le système éducatif suisse et les opportunités d'éducation, agit comme une instance de médiation entre les écoles et les parents étrangers et favorise la socialisation des enfants avant leur entrée à l'école. Elle travaille également dans le champ de la lutte contre les discriminations.

POINTS D'ATTENTION CONCERNANT LES ENFANTS QUI MIGRENT EN FAMILLE

Pour tous les enfants

- Garantir le droit à la scolarisation pour tous les enfants étrangers conformément aux législations nationales et internationales.
- Garantir l'accompagnement de l'enfant et de sa famille dans la scolarisation afin que l'école soit un lieu d'intégration et non d'exclusion.
- Développer une politique d'accueil et d'accompagnement des enfants de migrants et de leur famille au sein de l'institution scolaire et des institutions administratives.
- Renforcer les dispositifs d'accompagnement des enfants au sein de l'institution scolaire.

This requires targeted actions that allow the child to evolve at his own pace and in the best possible conditions.

The Var Delegation of Secours Catholique develops a project for Roma families located in Toulon in order to assist them in the formulation and implementation of their life project in France or in Romania. The project intends to improve the living conditions of the family, by giving an access to a decent housing and the development of a micro-economic project that generates an income. The stability of families has a direct impact on children: they evolve in an harmonious family environment; they now have enough resources and an effective access to their rights (in terms of education for example).

Caritas Switzerland / Zurich: implements a project called School Start + designed to improve the access to school for migrants' children. For this purpose Caritas informs about the Swiss education system and educational opportunities. The association acts as a mediator between schools and foreign parents and promotes children's socialization before they begin school. Caritas Switzerland also works in the field of the fight against discrimination.

FOCUS POINTS WITH REGARD TO CHILDREN WHO MIGRATE WITH FAMILY:

For all children

- Guarantee the right to attend school for all foreign children in accordance to national and international laws.
- Ensure the support of the child and his family with respect to schooling in order for the school to become a place of integration rather than exclusion.
- To develop a policy of reception and support for migrants' children and their families within the schools and the administrative institutions.
- To reinforce existing support devices for children within the schools.

Pour les enfants roms et leurs familles

- Mettre un terme aux mesures transitoires imposées aux Roumains et aux Bulgares et qui ne permettent pas l'accès à un emploi régulier pour les parents roms.
- Permettre l'inscription au Pôle Emploi en qualité de demandeurs d'emploi afin d'accéder aux services d'accompagnement et aux offres disponibles.
- Arrêter les expulsions des lieux de vie en l'absence de solutions alternatives et de propositions de relogement dignes et pérennes.
- Ouvrir dans tous les États membres et sur l'intégralité des territoires nationaux le droit aux prestations sociales (en accord avec le système national) pour tous les citoyens de l'Union européenne.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

Pistes d'actions :

Quelles initiatives promouvoir pour favoriser l'équilibre entre nécessité économique et vie familiale favorable à l'enfant ? Comment assurer une stabilité familiale pour favoriser l'épanouissement de l'enfant inscrit dans une migration avec ses parents et lutter contre sa pauvreté ? Quels leviers pour permettre à l'enfant de s'intégrer au mieux dans la société d'accueil et ainsi ne pas se trouver en situation d'exclusion ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

À quelles difficultés sont confrontés les Caritas et leurs partenaires concernant les enfants de migrants ? Quels rôles chacun est amené à jouer auprès des familles de migrants ? Quelles actions avez-vous mises en place : et quels succès et échecs avez-vous rencontrés ? Quels sont les besoins que vous avez identifiés ?

For Roma children and their families

- To end transitional measures imposed on Romanians and Bulgarians people which do not allow an access to regular employment for Roma parents.
- To allow registration in an employment centre as job applicants in order to access support services and available offers.
- To stop evictions without alternative housing solutions and offers of decent and sustainable rehousing.
- To open in all Member States the right to receive social benefits (in agreement with the national system) for all citizens of the European Union.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Actions:

What initiatives must be promoted in order to encourage the balance between economic needs and a favorable family life for the child? How to ensure family stability to encourage the development of the child enrolled in the migration with his parents and to fight against his poverty? What measures can allow the child to fit better into the host society and therefore avoid a situation of exclusion?

Caritas network and its partners:

What are the difficulties faced by Caritas and its partners regarding migrant children? What roles Caritas and its partners are to play with migrant families? What actions have you implemented: and what successes and failures have you encountered? What are the needs that you have identified?

~ 2 ~

Réduire la vulnérabilité des enfants restés au pays dont les parents ont migré : accompagner ces enfants et leurs familles pour éviter une déstructuration familiale puis sociale et ÉVITER la situation des « orphelins sociaux »

Les migrations engendrent une déstructuration de la cellule familiale. Le départ d'un ou des deux parents bouleverse en effet la vie de famille et remet en cause l'unité familiale, mais fragilise également l'enfant dans son insertion sociale (vulnérabilité économique, décrochage scolaire, travail des enfants, isolement, inégalité des chances,...).

En effet, cette situation impacte la communauté d'origine qui doit prendre l'enfant en charge mais également l'enfant qui peut ressentir un sentiment de solitude, d'abandon émotionnel et d'insécurité (...) et le laisser sans structure familiale fonctionnelle, privé de lignes de conduite ou de repères dans sa vie.

Pour les Roms, les parents font parfois le choix de laisser l'enfant dans son lieu d'origine tandis que les parents migrent pour des raisons financières, parce que les conditions de vie dans le pays d'émigration sont trop précaires et / ou afin de maintenir l'éducation dans le pays d'origine.

L'ENFANT SERA CONFRONTÉ DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT À CES PROBLÈMES :

Aspect affectif

perte des liens familiaux entre les parents et l'enfant; perte des repères dans les relations familiales notamment intergénérationnelles.

Absence de services de confiance

l'enfant peut être laissé à la garde de proches, mais ne peut pas être protégé par les parents contre des adultes qui profiteraient de sa fragilité.

L'enfant risque de ne plus reconnaître l'autorité parentale et de se paupériser, étant, dès lors, plus vulnérable et plus enclin à des comportements marginalisant : vagabondage, criminalité.

Caritas Ukraine développe au niveau national, avec l'appui de plusieurs Caritas européennes, un réseau de cinq centres d'accompagnement social

~ 2 ~

Reducing the vulnerability of children who stayed in their homeland and whose parents migrated abroad: accompanying these children and their families TO AVOID the breakdown of the family unit and the situation of «social orphans»

Migration generates a breakdown of the family unit. The departure of one or both parents disrupts family life and challenges the family unity, but also undermines the child's social integration (economic vulnerability, school dropouts, child labor, isolation, inequality of opportunities...).

Indeed, this situation impacts not only the community of origin, which has to take care of the child but also the child who may experience feelings of loneliness, emotional abandonment and insecurity. The child can be left without any functional family structure and deprived of guidelines or directions in his life.

Regarding Roma people, parents sometimes choose to leave the child in their country of origin while they migrate for financial reasons, because the living conditions in the country of emigration are too precarious and / or to maintain education in the country of origin.

THE CHILD WILL FACE DIRECTLY OR INDIRECTLY THE FOLLOWING PROBLEMS:

Emotional aspect

loss of family connections between parents and children, loss of directions in family relationships, particularly between generations;

Lack of trusted services

the child may be left to the custody of relatives, but cannot be protected by his/her parents against adults who could take advantage of his/her fragility;

There is a risk for the child to no longer recognize parental authority and to become pauperized, becoming therefore more vulnerable and more inclined to a marginalized behaviour: vagrancy and crime.

Caritas Ukraine develops on the national level, with the support of several Caritas, a network of five centers of social support for migrant workers'



© L.ChARRIER-myop

d'enfants de travailleurs émigrés. Le projet vise à réduire les impacts négatifs du fait de migrations, en particulier pour les enfants et les adolescents. Pour cela les centres développent un accompagnement psychologique, un travail en réseau et des actions de sensibilisation et de plaidoyer. Les activités sont menées à destination des enfants de migrants, des autorités publiques, des établissements scolaires et d'ONG, visant à prévenir le mal-être des enfants et prévenir l'abandon des mineurs.

POINTS D'ATTENTION

Pour tous les enfants

- Favoriser la migration saisonnière dans des conditions décentes pour faciliter l'équilibre entre vie familiale et sociale.

QUESTIONS À APPROFONDIR AU COURS DES ÉCHANGES ENTRE CARITAS ET AUTRES PARTENAIRES :

Pistes d'action :

Quelles politiques sociales proposer pour favoriser l'épanouissement des enfants restés dans leur pays quand les parents ont migré et comment lutter contre leur pauvreté ? Comment faire de la migration des parents un facteur d'enrichissement pour la famille, y compris pour les enfants restés au pays ? Quels dispositifs de partenariat transnational imaginer pour faciliter l'accompagnement de familles dont les membres sont séparés ?

~ 3 ~

Accueillir et accompagner un mineur migrant non-accompagné ou séparé :

Dans quelle mesure des pratiques d'accueil et d'accompagnement insuffisamment protectrices pour les mineurs non-accompagnés contribuent-elles à la pauvreté de ces enfants ?

Entre 50 et 60% des enfants accueillis dans des structures spécialisées en Europe seraient des mineurs non-accompagnés. Deux cas de figures existent pour ces enfants étrangers :

- les enfants (de moins de 18 ans) originaires d'un pays tiers qui se trouvent sans leurs parents mais avec un autre membre de leur famille sont dits séparés,
- les enfants (de moins de 18 ans) originaires d'un pays tiers qui se trouvent sans aucun membre de leur famille ou sans représentant sont dits non-accompagnés : dans ce cas ils sont particulière-

children. The project intends to reduce negative impacts due to migration, especially for children and teenagers. To this end, the centers develop psychological support, network activities, awareness-raising campaigns and advocacy actions. Activities are undertaken for migrants' children, public authorities, schools, and NGOs in order to prevent the children's lack of well-being and the abandonment of minors.

FOCUS POINTS

For all children

- Encourage the seasonal migration in decent conditions to facilitate the balance between family life and social life.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Ideas of actions:

What social policies can be proposed to promote the development of children who remained in their country when parents migrated and to fight against their poverty? How to make the parents' migration an enrichment factor for the family, including the children left behind? What kind of transnational partnership can be imagined to facilitate the accompaniment of families whose members have been separated?

~ 3 ~

Hosting and supporting an unaccompanied or separated minor migrant:

To what extent do insufficiently protective reception and support measures contribute to the poverty of these children?

Between 50% and 60% of children received in specialized structures in Europe are said to be unaccompanied minors. Two scenarios exist for these foreign children:

- children (under 18) from another country who are without their parents but staying with another family member are called separated children,
- children (under 18) from another country who are without any family member or representative are called unaccompanied children; in this case they are particularly isolated, disoriented and highly vulnerable.

Nowadays there is no common European legislative framework for unaccompanied children, which

ment isolés sans repères familiaux et alors très vulnérables.

Aujourd'hui il n'existe pas de cadre juridique commun européen concernant les mineurs étrangers isolés, ce qui conduit à de fortes disparités des pratiques et des niveaux de protection selon les pays mais aussi selon la situation de l'enfant. L'accès à la protection pour ces enfants est de plus en plus remis en question, notamment parce que ceux-ci sont de plus en plus fréquemment considérés comme des étrangers adultes en situation irrégulière avant d'être considérés comme des mineurs qu'il faut protéger.

De nombreux abus sont réalisés quant à l'évaluation de l'âge de ces enfants : le doute ne profite quasiment jamais au jeune qui est en demande de protection, ce qui est notamment contraire aux dispositions de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Mais une fois la protection officiellement assurée, ce sont les conditions de mise à l'abri qui sont précaires : outre les délais, les enfants pâtissent de l'absence ou de l'insuffisance de suivi socio-éducatif. Pendant ces procédures les mineurs sont bien souvent dénués de leurs droits ; ils ne sont par exemple pas scolarisés.

Caritas Belgique / International a mis en œuvre un programme de tutorat pour les jeunes mineurs étrangers non accompagnés. Le tuteur doit instaurer un climat de confiance avec le jeune, le guider, le soutenir et définir avec lui la meilleure solution durable, en Belgique ou ailleurs.

POINTS D'ATTENTION POUR LES MINEURS ÉTRANGERS NON-ACCOMPAGNÉS OU SÉPARÉS

Pour tous les enfants

- Veiller à ce que les enfants non-accompagnés ou séparés ne soient pas renvoyés avant l'identification de dispositifs adéquats en matière d'accueil et de soins.
- Interdire le refoulement de mineurs non-accompagnés lors de leur accès au territoire.
- Assurer aux mineurs non-accompagnés la désignation d'un représentant chargé d'accompagner le mineur sur le territoire.
- Assurer un accès inconditionnel de tous les mineurs non-accompagnés à une protection sociale de droit commun.

leads to wide disparities of practices and levels of protection across countries, and also varying according to the child's situation. The access to protection for these children is increasingly called into question, particularly because they are more and more viewed as adult foreigners in an illegal situation before being considered as minors who should be protected.

Many abuses in the evaluation of the age of these children are reported: the doubt almost never benefits to the young person asking for protection, which is contrary to the Convention on the Rights of the child.

Additionally, when the protection is officially provided, the shelter conditions often remain precarious. In addition to the delays, children suffer from the absence or the inadequacy of socio-educational monitoring. During these procedures the minors are often devoid of their rights, they do not receive any education for example.

Caritas International Belgium has implemented a mentoring programme for foreign unaccompanied minors. The tutor must establish a climate of trust with the young person, guide, support and identify with him/her the best sustainable solution, in Belgium or elsewhere.

FOCUS POINTS FOR UNACCOMPANIED OR SEPARATED MINORS

For all children

- Ensure that unaccompanied or separated children are not returned before the identification of adequate facilities for the reception and care.
- Prohibit the turning back of unaccompanied minors when they enter the territory.
- Provide to unaccompanied minors the designation of a representative responsible to accompany the minor in the territory.
- Ensure full access to all unaccompanied minors to a social protection under common law.
- Facilitate the procedures in order to protect the young person against additional obstacles when passing the majority.
- Develop a concerted policy of protection for unaccompanied Minors at the European level.
- Never place an isolated child in detention in order to compensate the lack of appropriate structures.

- Faciliter les procédures afin de protéger le jeune contre des obstacles supplémentaires lors du passage à la majorité.
- Mettre en place une politique concertée de protection des Mineurs non-accompagnés au niveau européen.
- Ne jamais placer un mineur isolé en détention pour palier aux manques de structures appropriées
- Faciliter le regroupement des enfants séparés et de leurs parents.

Pour les enfants roms

- Permettre l'accès à des stages de formation professionnelle et l'accès aux contrats aidés et en alternance.
- Améliorer la formation des travailleurs sociaux amenés à travailler avec des mineurs isolés roms.

QUESTIONS À APPROFONDIR:

Pistes d'actions en faveur de conditions de vie décentes :

Comment envisager des mesures et des modalités d'accompagnement spécifiques pour créer un cadre de vie favorable à l'épanouissement et au bien-être de l'enfant et à son insertion dans une société d'accueil ? Comment doter les enfants migrants non-accompagnés des capacités pour vivre leur situation de migration dans les meilleures conditions possibles (envisager le transit, l'installation/insertion dans un pays, le retour dans le pays d'origine, la réinstallation) ?

Pistes d'actions en faveur de la promotion et du respect des droits des mineurs étrangers isolés :

Comment permettre aux mineurs non-accompagnés d'accéder à leurs droits dans des situations d'urgence ou de vulnérabilité extrême ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quels rôles Caritas et ses partenaires sont amenés à jouer lors de l'accueil de mineurs non accompagnés du fait de la migration ?

Pour chacun des points soulevés...

Pistes de plaidoyer :

Quelles positions institutionnelles peuvent-être proposées dans ce domaine au niveau national, européen et international ?

- Facilitate the reunification of separated children with their parents.

For Roma children

- Provide access to vocational training courses and access to subsidize and alternately contracts.
- Improve the training of social workers involved in working with unaccompanied Roma minors.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Possible actions for decent living conditions:

What specific measures and procedures should be promoted to support the creation of a living environment favorable to the development and the well-being of the child and his/her integration into a host society? How to provide unaccompanied migrants' children of the capacities to live their migration situation in the best possible conditions (consider transit, installation / integration into a country, the return to the country of origin, resettlement)?

Possible actions for the promotion and respect of the rights of unaccompanied foreign minors:

How to allow unaccompanied children an access to their rights in situations of emergency or extreme vulnerability?

Caritas network and its partners:

What roles Caritas and its partners are to play when they receive minors who are unaccompanied due to migration?

For each point:

Advocacy:

What institutional positions can be proposed in this area on a national, European and international level?



© S. Stankovic



ET LE COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS » AND THE COLLECTIVE «TOGETHER AGAINST TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS»:



Action Catholique des Femmes (ACF), Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH), L'Amicale du Nid, Armée du Salut, Association Contre la Prostitution des Enfants (ACPE), Association du Foyer Jorbalan (AFJ), Association Départementale Jeunes Errants 77, Association pour la Réadaptation Sociale, Christian Organisations against Trafficking in Human Beings (COATNET), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), Comité Contre l'Esclavage Moderne (CCEM), Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine (CPDH), Congrégation des Sœurs du Bon Pasteur, Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE), Droit et Soins contre les Violences, ECPAT France, Esclavage Tolérance Zéro (ETZ), Fédération de l'Entraide Protestante (FEP), Fondation Scelles, Hors la rue, Justice et Paix France, Les Champs de Booz, Mouvement du Nid, Orphelins sans frontières (OSF), Planète Enfants.

La traite des mineurs a longtemps été associée à la seule exploitation sexuelle. Cela a conduit à occulter d'autres formes de traite qui se sont récemment beaucoup développées en Europe. Il s'agit notamment du vol forcé, de la mendicité forcée, de l'exploitation par le travail et de la prostitution masculine. Or, si ces enfants suscitent l'intérêt des pouvoirs publics notamment en raison des « nuisances » qu'ils occasionnent, les débats à leur sujet dévient régulièrement sur « la question de la délinquance », « la question de l'immigration », « la question rom », « la question de l'élargissement de l'Union européenne » au détriment de l'adaptation de la protection de l'enfance à ces enfants dont la qualité de victime est quasi systématiquement niée.

Juridiquement, la traite des êtres humains est « le fait de recruter, héberger ou déplacer une personne d'un endroit à un autre, dans un même ou vers un autre pays, dans le but de l'exploiter pour en retirer un bénéfice (la prostituer, la forcer à travailler, la forcer à mendier...) »¹⁷.

Dans la pratique, les situations qui peuvent être qualifiées juridiquement de « traite », sont très variées et n'ont pas le même degré de violence. Elles vont des familles piégées ou non par des dettes, qui mettent leurs enfants à contribution, aux réseaux criminels présents dans plusieurs pays et dont les méthodes d'embrigadement associent violence physique et transformation de la personne en objet.

La traite ne peut donc pas être définie en fonction d'un mode d'organisation particulier ni même en fonction d'une forme particulière. Parmi deux enfants roms roumains du même âge arrêtés pour vol de téléphones portables, l'un peut avoir été arraché à sa famille restée au pays, et être contraint de « travailler » dix heures par jour sous la menace de coups, l'autre peut simplement être un enfant qui agit occasionnellement pour son propre compte.

La traite des mineurs a donc certains points communs avec la traite des adultes (hétérogénéité des situations et des organisations, formes diversifiées) mais possède des spécificités propres. Tout d'abord les modes d'exploitation sont souvent conditionnés par l'âge du mineur. Il est d'ailleurs de plus en plus question de poly-exploitations successives ou simultanées. Cela peut se traduire concrètement par de la mendicité de 6 à 10 ans, du vol de

Trafficking of minors has long been associated with the only sexual exploitation. The «ideal victim» was a naive young girl, fooled by her boyfriend in her Moldavian village and forcibly taken to the West to be sexually exploited. This figure of the «true victim» has led to hide other forms of trafficking which have recently developed in Eastern and Western Europe. These include the forced theft, forced begging, labor exploitation and male prostitution. If these children are questioning the public authorities particularly because of the «nuisance» they cause, the debates about them drift regularly towards «the issue of juvenile delinquency,» «the issue of immigration,» « the Roma issue,» the European Union's enlargement issue» at the expense of adapting the child protection system to those children whose victim status is almost always denied.

What does «trafficking of minors» cover? Legally, human trafficking is «the recruitment, harboring, transportation or transfer of a person from one place to another in the same or to another country, in order to exploit it for a benefit (through forced prostitution, forced begging, forced labor or services...)»¹⁷.

In practice, situations that may be legally qualified as «human trafficking» are diverse and have various degrees of violence. They range from families trapped by debt or not, who involve their children in international criminal networks whose methods of indoctrination combine physical violence and transformation of the individual into an object.

Trafficking cannot be defined by a particular organization's model or form. Among two Romanian Roma children of the same age and arrested for a theft of mobile phones, one may have been taken away from his family back home, and be forced to «work» ten hours a day under the threat of beatings, the other can simply be a child who occasionally act on his own account.

Trafficking of minors has some similarities with the trafficking of adults (heterogeneity of situations and organizations, diversified forms) but has its own specificities. First of all operating modes are often linked to the minor's age. Also, more and more frequently, the exploitation is multiple successively or simultaneously. Concretely, this can

11 à 14 ans ou de la prostitution à partir de 15 ans sans que les frontières entre ces différentes activités soient strictement établies. L'objectif est de minimiser le risque de poursuite pénale en mettant en échec la justice des mineurs, via l'âge et/ou l'absence de référents parentaux déclarés.

Les formes d'emprise sur les mineurs se distinguent aussi de celles des adultes en mélangeant souvent violence psychologique ou physique et sentiments de loyauté familiale et de prestige. Enfin, et pour ne citer que ces quelques points, l'identification des victimes et leur protection nécessitent une bonne connaissance des formes de contraintes utilisées, un travail partenarial regroupant l'ensemble des acteurs travaillant à la protection de l'enfance et des coopérations avec les pays d'origine.

~ 1 ~ Sensibiliser le grand public et les autorités au phénomène de traite des mineurs

Sensibiliser. Rendre visible et compréhensible, voilà une tâche ardue lorsque l'on parle de traite des mineurs. On conçoit difficilement que cette problématique est présente sur notre continent et qu'elle fait partie de notre environnement quotidien.

Dès lors, comment sensibiliser le grand public et les autorités à cette réalité ? Comment réussir à ce que ces mineurs en danger ne soient pas uniquement considérés sous l'angle de la délinquance, de l'immigration irrégulière, de la stigmatisation ou de la jeunesse en perdition ?

Si dans un certain nombre de pays européens la loi qui oblige toute personne ayant connaissance de l'existence d'un enfant maltraité ou supposé l'être à faire un signalement aux autorités est un élément essentiel, en l'absence d'une meilleure information sur la situation de ces mineurs elle ne représente pas une garantie suffisante de protection.

La sensibilisation à cette question doit permettre aux citoyens, aux autorités publiques, au milieu associatif, tout comme au secteur privé d'assumer leur responsabilité quant au repérage des situations des mineurs victimes de traite ou à risque de l'être.

Caritas Bosnie-Herzégovine mène chaque année des campagnes de prévention notamment autour du

mean begging from 6 to 10 years, theft from 11 to 14 years or prostitution from the age of 15, the boundaries between these different activities not being strictly established. The objective is to minimize the risk of prosecution of the child by defeating the juvenile justice system, thanks to the age limit and the lack of declared parental referents.

Forms of control over the minors also differ from those existing for the adults, often mixing emotional or physical abuse and feelings of family loyalty and prestige. Lastly, to name just a few aspects, the identification and protection of victims require a good knowledge of the forms of coercion used, a partnership involving all actors working on child protection and cooperation with countries of origin.

~ 1 ~ Giving a greater place to public and institutions awareness

Raising awareness, making visible and understandable the trafficking of minors is a tough task. This issue is often linked with the image of vulnerable exploited children in developing countries but is much harder to figure and imagine as also existing on our continent and as a component of our daily environment.

Therefore how to raise the awareness of the public and the institutions to this reality? How to bring the change in the understanding of the situation of these minors so that they are not more considered in terms of delinquency, irregular migration, stigmatization or youth in distress?

Currently in a significant amount of European countries the law provides an obligation to every person who knows the alleged existence of a situation of abuses against children to warn the authorities. This is a key element in spite of better information on the situation of these minors but this is still not a sufficient guarantee of protection.

The awareness to this issue has to allow the citizens, the public authorities, the civil society, and even the private sector to assume their responsibilities regarding the spotting of the situations involving the trafficking of minors.

Caritas Bosnia and Herzegovina annually conducts prevention campaigns, particularly around October 18th, the European day of action

¹⁷. Définition extrait de la Convention des Nations-Unies sur la criminalité organisée et les protocoles s'y rapportant (Palermo, 2000) / Definition from the UN Convention on organised crime and annexes protocols (Palermo, 2000).

18 octobre, journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains. En 2011 elle s'est associée à une agence de communication afin d'identifier les messages et les outils utiles pour sensibiliser le grand public. Elle a créé des partenariats avec les magasins pour joindre une étiquette d'information sur la traite des êtres humains sur chaque vêtement ou objet en vente. Par ailleurs, elle anime un site internet qui informe et prévient les comportements à risque dans un projet de migration pour le travail.

Le projet de Caritas Arménie vise à développer des outils pédagogiques sur la traite des êtres humains et les droits de l'homme (distribution de livrets et posters, action en coordination avec UNICEF et OIM) ainsi qu'à créer des programmes de formations pour les professeurs et à faire un plaidoyer continu auprès de l'Éducation nationale pour intégrer la sensibilisation à la traite des êtres humains dans les programmes scolaires.

Un partenariat entre ECPAT et The Body Shop a été établi entre 2009 et 2012 au niveau international afin d'impulser la campagne « Stop au trafic des mineurs à des fins sexuelles » dans plus de 45 pays ; certains de ces mineurs sont victimes de traite. Le partenariat entre ECPAT et The Body Shop repose sur trois objectifs principaux : sensibiliser l'opinion publique sur la situation des mineurs victimes de traite à des fins sexuelles, mener des actions de plaidoyer auprès des gouvernements et des instances internationales, récolter des fonds grâce à la vente de produits spécialement créés pour la campagne afin de financer des projets sur le terrain. Dans le cadre de la campagne conjointe, ECPAT & the Body Shop ont lancé en juillet 2009, la pétition « Stop au trafic des mineurs à des fins sexuelles » dans plus de 45 pays. Elle a été signée par plus de 7 millions de personnes de par le monde.

En France, **la Fondation Scelles** se donne pour mission de faire connaître la réalité de l'exploitation sexuelle (violence faites aux femmes et aux mineurs, lien avec la précarité, criminalité organisée). Elle mène un travail d'information du grand public, des spécialistes de la recherche universitaire, des médias et du milieu policier et judiciaire par la publication d'ouvrages de synthèse et l'organisation de réunions d'information sur les liens

against trafficking in human beings. In 2011 it collaborated with a communication agency to identify messages and useful tools to reach the target group. It reached a wide audience through partnerships with stores. Caritas also runs a website that informs and warns risky behaviors in a professional plan or life's project that implies emigration.

The project of Caritas Armenia aims at developing educational materials on human trafficking and human rights (distribution of booklets and posters, action in coordination with UNICEF and IOM), creating training programmes for the teachers and leading continuous advocacy with the Ministry of Education to integrate awareness of human trafficking in school curricula.

A partnership between ECPAT and The Body Shop was established between 2009 and 2012, at international level to boost the campaign «Stop sex trafficking of children and young people» in over 45 countries. The partnership between ECPAT and The Body Shop has three main objectives: raising awareness of the public opinion on the situation of children victims of trafficking for sexual exploitation, conducting advocacy with governments and international bodies and raising funds through the sale of products specially created for the campaign to finance concrete projects. As part of the joint campaign, ECPAT & the Body Shop launched in July 2009, the petition «Stop sex trafficking of children and young» in more than 45 countries. It was signed by more than 7 million people around the world.

In France, **Scelles Foundation's mission** is to communicate the reality of sexual abuse (violence against women and children, links with instability, organized crime). It leads work to inform the public, scholars, media, police and judiciary forces by publishing works of synthesis and organization of information meetings on the links between job insecurity, violence and risks. Private actors also undertake to educate and to raise awareness of the public: LexisNexis, Air France, MTV through video clips on human trafficking.

entre précarité, violence et risques. Il est à noter que des acteurs privés s'engagent aussi pour sensibiliser le public : LexisNexis, Air France, MTV à travers des clips réalisés sur la traite des êtres humains.

POINTS D'ATTENTION

- Intensifier la sensibilisation dans tous les pays européens, en particulier dans les pays de destination des victimes afin de la rendre plus efficace.
- Donner les moyens adéquats pour rendre les campagnes de sensibilisation plus visibles.
- Intégrer des formations pour le personnel des institutions en contact avec de jeunes victimes potentielles de la traite des êtres humains (travailleurs sociaux, éducateurs...).
- Mettre en place, à l'occasion de la journée européenne contre la traite des êtres humains, une semaine d'affichage gratuit dans les lieux publics, ainsi que la diffusion gratuite de clips vidéo et le passage de spots à la radio.
- Sensibiliser, (via le Conseil Général, en France) les foyers de l'enfance et leur faire accepter que la population visée par ces campagnes, à savoir les mineurs victimes de la traite, n'est pas si différente de ceux qu'ils accueillent déjà ou qu'ils ont déjà accueillis sans le savoir.
- Sensibiliser les médecins pour qu'ils effectuent des signalements systématiques lorsqu'un mineur présente un faisceau d'indices qui laisseraient penser qu'il est une victime de la traite des êtres humains.

QUESTIONS À APPROFONDIR

Les constats selon les contextes :

Que savez-vous des mineurs victimes de traite ? Qui sont-ils dans votre pays ? Quelle est la perception du public sur eux ?

Les législations et politiques/ leur application :

Quelles sont les dispositions relatives à ce domaine dans la législation nationale de votre État ? Qui doit signaler un enfant en danger ? Par quel moyen ? Qui s'occupe de la sensibilisation du grand public ? L'État y prend-il part ? Qui s'occupe de la sensibilisation des acteurs publics ?

Des actions menées par la société civile et par les pouvoirs publics :

Quelles formes de sensibilisation vous semblent pertinentes et efficaces ? Quels acteurs doivent y être associés ? Quels moyens doivent être utilisés ? Quelles expériences réussies et bonnes pratiques doivent être partagées et reproduites ?

FOCUS POINTS

- To strengthen awareness rising in all European countries, particularly in countries of destination for victims in order to make it more effective.
- To provide adequate resources to give more visibility to the campaigns.
- To include training for staff in contact with potential victims of children trafficking (social workers, teachers...).
- To establish, on the occasion of the European Day against trafficking in human beings, a week with free display of anti-trafficking posters, video clips and radio spots.
- To raise awareness (via the County Council, France) of Children's reception centers and make them accept that the population targeted by these campaigns, including minors who are victims of trafficking, is not so different than the one they already host and take care of.
- To educate and raise awareness of medical doctors for them to perform systematic reports when a minor show evidences that he could be a victim of human trafficking.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Observations regarding the contexts:

What do you know about the minors, victims of trafficking? Who are they in your country? What is the public opinion on them?

Regulations and politic/ their implementations:

What are the provisions on this field in the national regulations in your State? Who is responsible to alert when a child is in danger? By which means? Does a mean exist to force the doctors to alert each time a minor could have signs of being trafficked? Who is in charge of the awareness of the public? Is the State part of the process?

Actions led by the civil society and by the public authorities:

What shape of awareness seems efficient and relevant? What actors have to be associated? What means have to be used? What successful experiences and good practices have to be shared and replicated?

~2~

Développer une prévention efficace des publics à risque face aux nouvelles formes de recrutement et d'exploitation des mineurs victimes de traite.

La prévention de la traite des mineurs est présentée comme une notion consensuelle, devant être assumée par les pays d'origine. Les actions les plus courantes consistent dans des campagnes de sensibilisation à destination des écoles ou à travers des spots télévisés. Jusque dans les années 2000, ces initiatives ont eu le mérite de contribuer à un meilleur niveau d'information générale et ont sans doute permis de lutter contre une certaine naïveté sur laquelle s'appuyaient les recruteurs pour convaincre des jeunes filles et leur famille. Cet aspect ne doit pas faire oublier que la prévention nécessite avant tout un travail de fond d'accompagnement des populations les plus vulnérables, d'adaptation de la protection de l'enfance, de coopération internationale, etc.

Prévenir la traite des mineurs, c'est agir sur ses causes. Celles-ci sont évidemment nombreuses, et de nature différente : d'ordre structurel, entretenant l'offre et la demande sur laquelle repose le commerce des enfants ; ou plus directes, liées au contexte particulier dans lequel évolue le mineur vulnérable. Pour être efficace, la prévention doit donc s'appuyer sur des méthodes diverses et complémentaires.

Elle demande une approche internationale (au minimum dans les pays de destination et les pays d'origine) afin de mutualiser les connaissances sur les mineurs les plus en danger et d'élaborer des alternatives concrètes à la traite. Une prévention efficace passe aussi par la constitution d'équipes pluridisciplinaires, la formation des acteurs clés...

Il est nécessaire de dépasser les actions ponctuelles de prévention afin d'aborder au sein des différents pays les principales causes de la traite des mineurs et de travailler sur des réponses concrètes et adaptées à ces situations.

La traite des êtres humains notamment chez les mineurs est souvent le résultat d'un cumul de facteurs :

~2~

Developing an effective and adequate prevention targeting minors facing new shapes of recruitment and of exploitation of minors victims of trafficking

The prevention of trafficking of minors is seen as a consensual notion which has to be dealt by the origin country. The most current actions consist in the awareness campaign towards schools or even through TV advertisements. Until the 2000's these initiatives have contributed to a better level of general information and probably allowed to fight against a naivety on which relied the recruiters to convince the young girls and their families. This aspect should not supplant the fact that the prevention requires first of all a substantive work of support of the most vulnerable populations, of adaptation for the childhood protection, of international cooperation, etc.

To prevent the trafficking of minors, we need to act on its causes. These causes are obviously numerous and from different natures: from a structural nature as the supply and the demand on which rely the children trade exists to a more direct nature, linked to the particular context in which the minor evolves for instance. Therefore to be efficient the prevention has to rely on diverse and complementary methods.

The prevention requires an international approach (involving at least the destination and the origin countries) in order to share knowledge about the most at risk minors and to elaborate concrete alternatives to the trafficking. An efficient prevention consists also in a multidisciplinary team's creation, in the formation of key actors...

This workshop will be the occasion to exceed the specific actions of prevention in order to approach the main causes of the trafficking of minors in the different countries and to work on concrete answers suitable to these situations.

The human trafficking, including trafficking of minors is often the result of a combination of factors:

Poverty: A lack of economic opportunities for the

La pauvreté : qui dit manque d'opportunités économiques pour les familles, dit souvent déficit d'éducation pour les enfants, éducation défailante des parents et, même dans certains cas, vente d'enfants par les familles. La prévention de la traite des mineurs, comprise sous l'angle de la prévention de la pauvreté, est une tâche dont l'ampleur peut paraître décourageante. Pourtant, au sein de pays, de régions ou de communautés particulières, des expériences positives de renforcement des capacités sociales et économiques existent.

L'existence d'une demande nourrit la traite des mineurs et la dissuasion des « clients » est donc nécessaire : il s'agit des clients des prostitué(e)s, des employeurs d'enfants esclaves modernes, des réseaux de trafiquants... La dissuasion comprend l'information et/ou la pénalisation des clients et une répression systématique des actes des trafiquants. Elle peut aussi relever de campagnes visant à dénoncer la banalisation des images exposant violence sexuelle et hyper sexualisation des mineurs ; et à réaffirmer la primauté de la dignité humaine et la responsabilité des adultes envers tout enfant.

Les causes familiales ou « microsociales » qui font qu'un enfant en particulier peut devenir victime peuvent être dépassées par le renforcement des capacités (sociale, culturelle, économique) d'une famille ou d'une communauté particulière afin de créer un environnement protecteur pour leurs enfants.

Le manque d'information sur la traite, ses réalités, les moyens de la reconnaître et de s'en prémunir : l'information des mineurs vulnérables est indispensable dans les pays d'origine et les communautés immigrées. De plus, la formation des professionnels de l'enfance (professeurs, éducateurs, médecins scolaires) à repérer des situations de vulnérabilité doit être développée et généralisée.

L'émigration de mineurs isolés et/ou à risque d'être exploités : les personnels consulaires des pays de destination devraient être mieux formés à identifier des risques d'exploitation des demandeurs de visas et des procédures d'information doivent être mises en place pour les candidats à l'émigration.

Caritas Bucarest a mis en place des formations de jeunes afin qu'ils soient eux-mêmes acteurs de

families means often a lack of education for the children, low education for the parents and, even in some cases, sale of children by the families. The prevention of the trafficking of minors, understood in terms of prevention of poverty is a task so huge that it can seem discouraging. However, inside countries, regions or specific communities, positive experiences of strengthening of social and economic capacities do exist.

The existence of a demand increases the trafficking of minors. Consequently, the dissuasion of the "clients" is necessary: "clients" must be understood as clients of prostitution, as employers of modern slaves' children, Traffickers' network... The deterrence includes the information and/or the criminalization of the clients and a systematic repression of the traffickers' actions. It can also include campaigns reaching to report a normalization of images exposing sexual violence and hyper sexualization of minors; and to reaffirm the primacy of human dignity and the responsibility of adults to every child.

The family or "micro social" causes, which means that a child in particular can become a victim, may be overcome by the reinforcement of the capacities (social, cultural, economic) of a family or of a specific community in order to create a protective environment for their children.

The lack of information about the trafficking (realities, means for identification, use of these means): information of vulnerable minors is essential in the origin countries and in the immigrated communities. Furthermore, the training of professionals in the children field (professor, educators, and scholar doctors) to spot the situations of vulnerability has to be developed and generalized.

Emigration of isolated and/or at risk of being exploited minors: consular staff of destination countries should be better trained to identify the risks of exploitation of the visas' seekers and the procedures of information have to be implemented for the emigration candidates.

cette prévention. Ces jeunes sensibilisés, formés et mobilisés contre la traite proposent à leur tour des animations (sketchs, concerts, théâtre-forum...) à des jeunes du même âge qui permettent la prévention de ces derniers. Leur message est d'autant plus percutant et la prévention efficace qu'ils savent trouver les mots et les méthodes de transmission adaptés à leur génération.

Le projet de Caritas Albanie vise à créer des modes spécifiques de sensibilisation à destination des jeunes : camps de jeunes, forums d'échanges et de discussion, campagnes d'information à l'occasion de la journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains...

Le réseau COATNET (réseau mondial d'organismes luttant contre la traite des êtres humains et coordonné par Caritas Internationalis) soutient et fait connaître des campagnes de prévention pour sensibiliser les mineurs à la réalité de la traite des êtres humains afin de les inciter à réfléchir à ce problème.

POINTS D'ATTENTION

- Établir une campagne européenne (Union européenne et Conseil de l'Europe) de prévention de la traite des êtres humains à destination des mineurs.
- Débloquent des fonds de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe ainsi que des États pour soutenir les campagnes de prévention entreprises par des associations ou des institutions pour sensibiliser les jeunes.
- Renforcer les actions d'Interpol pour tenter de limiter les risques de traite d'un pays à un autre.
- Favoriser la rencontre des acteurs travaillant sur le sujet (associations, protection judiciaire de la Jeunesse, aide sociale à l'enfance...) afin qu'ils puissent partager leurs expériences dans un souci d'efficacité.

QUESTIONS À APPROFONDIR

Les constats selon les contextes :

Comment identifier les familles en situation de précarité dans les pays d'origine et de destination qui ont besoin de soutien pour assurer la protection de leurs enfants ? Comment les soutenir ? Comment fonctionne la prévention de la traite des mineurs dans votre association / votre pays ? Existe-t-il des outils spécifiques pour la prévention de la traite des mineurs ?

Caritas Bucharest together with teachers implements training of young people so that they get involved in prevention activities. Trained and mobilized against trafficking, these students offer animations (sketches, concerts, theater-forum...) to inform and raise awareness of their peers. Their message will be even more powerful and effective as they will find the speech and delivery methods tailored to their generation.

The project of Caritas Albania relies on specific methods for raising awareness of young people: youth camps, discussion forums, information campaign to mark the European Day of Action against Trafficking in Human Beings.

COATNET network (global network of organizations fighting against human trafficking and coordinated by Caritas Internationalis) supports prevention campaigns to educate minors to the reality of human trafficking, to raise their awareness and to promote their understanding of the issue.

FOCUS POINTS

- To establish a European campaign (European Union and Council of Europe) for the prevention of human trafficking of minors.
- To provide funding from the European Union, the Council of Europe and the States to support prevention campaigns undertaken by NGOs or institutions to educate young people.
- Strengthen the actions of Interpol to try to reduce the risk of dealing with countries one by one
- To bring together actors working on this topic (associations, Judicial Protection of Juveniles, Child welfare services...) so they can share their experiences for improving their effectiveness.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Observations regarding the contexts:

How to identify the families which are in a situation of precariousness, in the origin and destination countries and which need support to ensure the protection of their children? How to support them? How does your country/ association prevent the trafficking of minors? Do specific means exist?

Regulations and policies/ their implementations:

What kind of dissuasion exist for the clients and for the traffickers? How to ensure a correct repression of trafficking cases and a better publicity of these cases? Are there ade-

Les législations et politiques / leur application :

Quelles formes de dissuasion pour les clients et trafiquants ? Comment assurer une répression plus efficace des cas de traite ? Existe-t-il des moyens de prévention adaptés aux jeunes au niveau national ?

Des actions menées par la société civile et par les pouvoirs publics :

Quelle méthodologie et quelle pédagogie sont utilisées pour assurer un juste équilibre entre prévention et peur du risque d'être pris au piège d'un réseau de traite des êtres humains ? Comment remettre la dignité de la personne humaine au centre des normes sociales et lutter contre la banalisation de l'hyper sexualisation des mineurs, contre l'hyperconsommation ? Dans quels lieux informer les mineurs sur la traite et avec quelles méthodes (« éducation peer to peer », clubs de jeunes, forums...) ? Quels sont les messages à passer ? Quelles formations pour les professionnels de l'enfance ? Pour les personnels consulaires ? Quel profil d'éducateur et quelle formation pour travailler avec les victimes de la traite ?

~ 3 ~

Détecter, identifier, SIGNALER, accompagner des mineurs victimes de traite, DE L'URGENCE jusqu'à leur (ré)insertion dans la société (y compris après la majorité)

3.1

DÉTECTION ET IDENTIFICATION DES MINEURS VICTIMES DE LA TRAITE.

L'identification des mineurs victimes, ou potentielles victimes, de la traite relève par nature de la compétence des autorités publiques et des institutions spécialisées dans la protection de l'enfance. Cependant, les institutions en contact avec ce public, tels que l'école, les hôpitaux, la justice ne disposent pas toujours des outils adaptés pour détecter les victimes. Or, comment espérer une protection de ces victimes à partir du moment où leur existence est ignorée voire niée ?

Les Etats membres de l'Union européenne se sont engagés à élaborer des règles précises en la matière avant fin 2012. L'étude des différents modèles européens donne une vue d'ensemble de la réglementation actuelle et de ce qu'il reste à faire afin d'améliorer l'identification des victimes. Pour que les choses soient plus visibles, il est nécessaire de définir précisément la procédure de détection (les

quante means of youth prevention at the national level?

Actions led by the civil society and the public authorities:

What methodology and what pedagogy are used to ensure a fair balance between prevention and the fear for the risk to be trapped in a network of human trafficking? How to set back the dignity of the human being at the heart of the social rules and fight against the normalization of the hyper sexualisation of minors? Where to inform the minors about the trafficking and with which methods ("peer to peer" education, youth clubs, fairs...)? What are the messages to communicate? What trainings to provide to the professionals of the childhood's sector, to the consular staff? What should be the professional training and background of the social worker to work with victims of human trafficking?

~ 3 ~

Detecting, indentifying, accompanying minors victim of trafficking until their (re) integration in the society (including after the majority)

3.1

DETECTION AND IDENTIFICATION OF VICTIMS OF TRAFFICKING OF MINORS

The formal identification of minors in vulnerable situation is usually the prerogative of the public authorities and of the specialized agencies for child protection. However, institutions to which the youth are connected (schools, hospitals or even justice) do not have the tools to identify juvenile victims. How can we expect the victims to be protected while their mere existence is ignored or even denied?

Member States of the European Union are engaged to create specific provisions in this field before the end of 2012. The study of various European models gives an overview of the current regulation and of what remains to be done in order to improve the identification of the victims. In order to make all this more visible, it is necessary to define precisely the procedure of detection (authors, reporting procedure, treatment reporting). It is also required to identify the responsible authorities and precise the identification's criteria, the rights and the obligations of victims and the effects of the deliverance of the status of victim.

auteurs, la procédure de signalement, le traitement des signalements). Il faut également établir quelles sont les autorités responsables et s'interroger sur les critères d'identification, les droits et obligations des victimes et les effets de l'attribution du statut de victime.

ECPAT France, en collaboration avec la Brigade de Protection des Mineurs de Paris (BPM) a produit un livret intitulé 'L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales : détecter les victimes et initier les enquêtes. Le livret « Guide de bonnes pratiques à destination des services de police et de gendarmerie de France » reprend des notions clés de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et met en avant le savoir-faire des policiers spécialisés lorsque ceux-ci sont amenés à prendre des mesures de protection pour les mineurs victimes d'exploitation sexuelle. Ce livret sera prochainement diffusé auprès de plusieurs commissariats de Paris pour une phase pilote. Une fois cette phase achevée et analysée pour d'éventuelles améliorations, le livret sera diffusé à l'échelle nationale.

L'association Hors la Rue repère et accompagne les mineurs étrangers en difficulté pour la prise en compte de leurs droits. Le repérage des jeunes sur leur lieu de vie ou d'activité s'effectue lors de maraudes ou à la demande d'autres partenaires. Leur but est d'aller à la rencontre des jeunes en danger, d'établir une relation de confiance (notamment par la régularité des tournées), d'être à leur écoute et de leur proposer des solutions de droit commun. De plus, pour lutter contre ce phénomène, Hors la Rue a mis en place un partenariat étroit avec les autorités françaises ainsi qu'avec celles des pays d'origine de ces jeunes.

Le service Jeunes Errants intervient en Seine-et-Marne à la demande des magistrats et des services du conseil général et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse pour prendre en charge et évaluer la situation de tout mineur étranger en situation d'errance sur le département. L'équipe travaille dès les premières heures sur les questions relatives à l'identité et à la filiation du mineur, sur la reconstitution de l'histoire familiale et du parcours migratoire. Le recueil de ces éléments permet d'évaluer la situation du mineur au regard de la notion de danger et de détecter les éventuels cas de traite. Un écrit est transmis dans les 48 heures à l'autorité compétente.

ECPAT France, in collaboration with the Child Protection Brigade of Paris (BPM) has produced a booklet called 'The sexual exploitation of children for commercial purposes: identifying victims and initiating investigations. Good practices guidebook for police and gendarmery in France'. This booklet contains the key concepts of sexual exploitation of children for commercial purposes and highlights the expertise of specialized police officers when they are required to take protective measures for children victim of sexual exploitation. This booklet will soon be distributed to several police stations in Paris for a pilot phase. Once this phase is completed and analyzed for possible improvements, the booklet will be distributed nationally.

The association Hors la Rue identifies and accompanies foreign minors to access ordinary law. The identification of the target group is made where the youth live and are present through outreach work or at the request of other partners (other NGO's, the municipality social services...). Their goal is to meet with youth at risk, to establish a relationship of trust, to listen to them and offer them solutions towards common law. In addition, to fight against this phenomenon, Hors la Rue has established a close partnership with the French authorities as well as with countries of origin of these young people.

The service Jeunes Errants is working in the region of Seine-et-Marne at the request of the magistrates, of the county council services and of the youth legal protection services in order to provide support and evaluate the situation of any wandering foreign minor living in the county. Since the beginning the team is working on the issues of identity and filiation of minors, on the reconstruction of the family history and migratory journey. The compilation of these elements allows to evaluate the child's situation in terms of the concept of danger and to detect possible cases of trafficking.

POINTS D'ATTENTION

- Se donner les moyens de développer des outils fiables d'identification des victimes, surtout celles qui sont les plus vulnérables et les moins « détectables » et assurer leur diffusion.
- Former, par un cursus imposé, les personnes en contact avec de possibles mineurs victimes de la traite des êtres humains : les travailleurs sociaux, le personnel médical, la police et la gendarmerie, les éducateurs spécialisés et pas seulement les membres de la brigade de protection des mineurs, ainsi que les magistrats (parquet ou siège).
- Mettre à disposition un référent dans le milieu associatif, mais également un référent administratif qui soit spécialisé dans cette thématique et qui fasse le relais entre les divers acteurs. Assurer une meilleure coordination des associations.
- Donner une meilleure visibilité à la CRIP (Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes) en France.
- Mettre en place des dispositifs spécifiques ayant des effets rapides dès l'identification d'un mineur victime de la traite des êtres humains.

3.2 ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE LA TRAITE JUSQU'À LEUR RÉINSERTION DANS LA SOCIÉTÉ, Y COMPRIS APRÈS LA MAJORITÉ.

Aujourd'hui, la prise en charge et l'accompagnement des mineurs victimes de la traite des êtres humains posent problème. Les liens avec la famille sont souvent complexes et il est nécessaire de proposer un environnement adapté à chaque situation (famille, structures spécialisées, famille d'accueil...). Un suivi psychologique, social et juridique, des lieux adaptés, des éducateurs formés sont des préalables à la réintégration de ces victimes dans la société.

Le passage à la majorité est un événement crucial dans la vie d'un jeune : le statut juridique change totalement. Il passe d'un statut « d'incapable » à celui d'une personne « capable ». Si cette victime est étrangère, cela signifie qu'elle bénéficiera d'une protection moindre et risquera d'être renvoyée dans son pays d'origine.

Ce passage vers la majorité doit donc faire l'objet d'un accompagnement administratif poussé afin de garantir une protection après le passage à la majorité. L'accès à une formation est aussi un élément clé pour la réinsertion. Accompagner les victimes

FOCUS POINTS

- To provide the means to develop reliable tools for identifying victims, especially the most vulnerable and less «detectable» and ensure their distribution.
- To train, through compelled curriculum, the persons in contact with minors potentially victim of human trafficking: social workers, medical staff, police (not only members of the Child Protection Brigade), educators and magistrates...
- To provide a referent/contact person in associations, as well as an administrative referent, which is specialized on this subject and that ensures the links between the various actors. Better coordination of association.
- To give a better visibility to UCWI (Unit of collecting of worrying information) in France.
- Establish specific rapid mechanisms as soon as a child is identified as a victim of human trafficking.

3.2 ACCOMPANYING THE MINOR VICTIM OF HUMAN TRAFFICKING UNTIL HIS/HER REINTEGRATION IN THE SOCIETY, INCLUDING AFTER THE MAJORITY.

Today, the assistance and support to minors victims of human trafficking is difficult. The family ties are sometimes quite complex and it is necessary to consider the most favorable environment for the reintegration of the child victim (family, specialized facilities, foster care...) that takes into account his/her background. Psychological, social and judicial support, trained educators must exist to assist young people taking into account his/her background.

Majority is a crucial element in the life of a young: the legal status is totally modified. The status changes from legally incompetent to legally competent. If the victim is a foreigner, this means that the victim will only get a low protection and will risk to be sent back in his/her country of origin.

Consequently, the transition to the majority needs to be administratively supported in order to guarantee a protection. The access to education is also a key element for the reintegration. Finally psychological counseling has to be ensured to allow the rehabilitation of the person. Supporting the victims of trafficking requires the establishment of multidisciplinary teams trained for this purpose.

de traite nécessite donc la mise en place d'équipes pluridisciplinaires formées à cette question.

Cela prend en compte plusieurs problématiques: l'articulation du travail entre les différents intervenants (psychologue, éducateur...); l'articulation avec la justice et la poursuite des auteurs; l'adaptation des types de structures d'accueil en fonction de la situation de traite; la formation des intervenants prenant en compte l'ensemble de ces dimensions et la spécificité de la situation des mineurs victimes de traite.

L'Amicale du Nid est une association qui a pour but d'approcher, d'accueillir et d'accompagner les personnes majeures et mineures en situation actuelle ou passée ou en risque de prostitution. Elle les accompagne et construit avec elles des alternatives à leur situation pour permettre leur insertion sociale et professionnelle.

L'Armée du Salut présente dans 124 pays et travaillant avec d'autres associations, possède un réseau important et efficace dans des établissements qui accueillent les personnes en difficulté, dont les mineurs victimes de la traite des êtres humains... L'Armée du Salut a plusieurs centres où elle accueille les jeunes: Villeparisis (77); Mulhouse (68); St Malo (35); Strasbourg (67); Les Lilas (93). Ces centres accueillent entre 34 et 86 jeunes, dont 20 à 50% sont des mineurs étrangers isolés. Un travail de prévention est accompli dans ces centres.

L'association du Foyer Jorbalan possède un foyer (où sont parfois hébergées des jeunes toujours majeurs mais qui étaient parfois déjà en situation d'exploitation étant mineurs) géré par une congrégation, destiné à l'accueil et la protection des femmes victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. La structure comprend 12 places d'hébergement (urgence et moyen terme). Depuis 2007, une équipe pluridisciplinaire propose une prise en charge globale qui comprend un accompagnement éducatif, social et un soutien psychologique, une permanence médicale et l'accès aux soins médicaux, une aide à la régularisation, une assistance matérielle, des ateliers d'insertion et des ateliers thérapeutiques. La première étape de la prise en charge vise avant tout à sécuriser la personne et à proposer un ensemble de démarches en vue d'améliorer sa situation. La

This requires to take into account several conditions: joint work between the various stakeholders (psychologist, educator...), the articulation between the justice administration and the prosecution of the perpetrators; the adaptation of child-care structures depending on the situation of trafficking; the training of the stakeholders taking into account all these dimensions and the specific situation of minors victims of trafficking.

The Amicale du Nid is an association that aims to meet with and support persons, either adults or minors, that have or are still working as a prostitute and to identify and build with them alternatives to their situation to enable their social and professional integration.

L'Armée du Salut is presented in 124 countries, working with other associations and has an extensive and effective network to help people in need, including child victims of trafficking. L'Armée du Salut has many shelters for minors: Villeparisis (77); Mulhouse (68 St Malo (35); Strasbourg (67); Les Lilas (93)]. These shelters are hosting between 34 and 86 minors, whose 20 to 50% isolated foreign minors. The centres are also working on prevention and in difficult areas of Mulhouse and Strasbourg.

The Foyer Jorbalan association owns a shelter that is run by a sister congregation, aiming at hosting and protecting women victims of trafficking for sexual exploitation. The structure consists of 12 accommodation places (emergency and mid-term stay). Since 2007, a multidisciplinary team offers a complete care which includes educational, social and psychological support, permanence and access to medical care, assistance for regularization, material assistance, workshops insertion and therapeutic workshops. The first step is primarily aimed at securing the person to propose a process to improve her situation. The second step is to lead the person in a process of change and empowerment. These changes are taking place in a context of trust and freedom.

The project of Caritas Ukraine contributes to the social and professional integration of victims of trafficking which have been turned back to their country. To reach this, Caritas Ukraine provides multidimensional assistance to victims, acting

deuxième étape consiste à accompagner la personne dans un processus de changement et d'autonomisation.

Le projet de Caritas Ukraine contribue à l'intégration sociale et professionnelle de personnes victimes de la traite des êtres humains retournées dans leur pays. Pour cela, Caritas Ukraine fournit une assistance multidimensionnelle aux victimes, en réseau avec d'autres structures spécialisées. Elle a créé un système de référence nationale pour l'assistance aux victimes de traite des êtres humains, dans le cadre du développement de mécanismes de travail communs aux institutions, aux ONG et aux organisations internationales. Elle encourage également le développement du travail en réseau des acteurs spécialisés au niveau national et au niveau international, notamment pour l'échange d'informations et de bonnes pratiques.

POINTS D'ATTENTION

- Créer un fonds d'aide européen (Union européenne et Conseil de l'Europe) aux victimes de la traite, permettant d'aller au-delà des débats économiques sur la prise en charge de victimes de la traite (et a fortiori concernant les mineurs).
- Augmenter le budget prévu pour l'accueil de mineurs.
- Mettre en place au niveau de chaque gouvernement une meilleure détermination des tâches des institutions, notamment par la mise en œuvre effective du plan national de lutte contre la traite des êtres humains qui est déjà élaboré.
- Ne pas renvoyer les personnes victimes de traite durant leur minorité dans leur pays où elles pourraient être confrontées aux trafiquants, et donc être rattrapées par leur statut de victime, sauf si elles expriment expressément cette volonté de retour. Ce retour au pays d'origine devra être encadré par les autorités et bénéficier d'une assurance de protection de leur part.
- Créer des instituts éducatifs spécialisés où la réinsertion des jeunes pourrait se faire en prenant en compte leur passé.
- Mettre en place des réunions mensuelles entre les associations, la protection judiciaire de la jeunesse et l'aide sociale à l'enfance pour discuter des situations des jeunes pris en charge.
- Développer la recherche sur ce sujet ainsi que sur le lien enfant victime de la traite des êtres humains et sa famille.

with a network of specialized structures. It created a national referral system for assisting victims of human trafficking, through the development of joint working mechanisms for institutions, NGOs and international organizations. It also encourages the development of network for anti-trafficking specialists at national and international level, including the exchange of information and best practices.

FOCUS POINTS

- To create a European support fund (EU and Council of Europe) for victims of trafficking, making it possible to go beyond the economic debates on the assistance to victims of trafficking (including minors a fortiori).
- To increase the budget for the reception of minors.
- To better define the tasks of the institutions, including the effective implementation of the national fight against human trafficking which is already developed.
- Do not send back the trafficked persons during their minority in their home country where they might encounter traffickers, and therefore be caught by their victim status, unless they explicitly express the desire to return. This return to the country of origin must be supervised by the authorities who must ensure their protection.
- To create specialized educational institutes where reintegration of young people could be based on their background.
- To establish monthly meetings between associations, judicial protection of juveniles and social assistance for children to discuss the situation of the youth which are assisted.
- To develop research on this topic as well as on the links between children victims of trafficking in human beings and his/her family.
- Reduce the response time of various stakeholders, particularly on the issue of accommodation.
- Create a vademecum of laws and obligations of States and some means and institutions implemented to rescue minor's victims of trafficking.
- To propose measures tailored to young adults, such as contracts for young adults or specific judicial protections, training to give them the best chance of success.
- To get available housing for former victims of trafficking.
- Issuing a residence permit if the young adult requests it and if he has been trafficked into the

- Réduire les délais de réponse des divers intervenants, notamment en matière d'hébergement.
- Créer un vademécum de la législation et des obligations auxquelles les Etats sont soumis ainsi que des moyens et institutions mis en œuvre pour secourir les mineurs victimes de la traite.
- Proposer des mesures adaptées aux jeunes majeurs, tels que des contrats jeunes majeurs, des protections judiciaires spécifiques et des formations accessibles afin de lui donner les meilleures chances pour s'en sortir.
- Avoir des logements disponibles pour les anciennes victimes de traite.
- Délivrer un titre de séjour au jeune majeur s'il le demande et s'il a subi la traite dans le pays où il a fait cette demande.
- Faire bénéficier la victime mineure du doute de la présomption de majorité.

QUESTIONS À APPROFONDIR

Les constats selon les contextes :

Quelles méthodes d'identification et d'accompagnement du mineur victime de la traite des êtres humains dans votre association/ votre pays ? Quels sont les critères à prendre en compte et les mesures à mettre en œuvre pour parfaire l'identification des victimes ? Comment accompagner ces mineurs et ces jeunes adultes ? Quelles sont les mesures qui peuvent être proposées pour leur (ré)insertion (formation, emploi, logement, mise en sécurité, permis de conduire...) ?

Les législations et politiques/ leur application :

Votre réglementation nationale prévoit-elle une procédure d'identification des mineurs victimes de traite ? Une politique d'accompagnement dans l'urgence des mineurs victimes est-elle en application dans votre pays ? Quels sont ses résultats ? Les États ont-ils mis en place des mesures spécifiques pour accompagner ces jeunes ?

Des actions menées par la société civile et par les pouvoirs publics :

Quelles pistes d'amélioration de la détection et de l'identification de mineurs victimes de la traite des êtres humains ? Quelles formations proposer aux membres des institutions et des associations afin d'améliorer la détection et l'identification de ces mineurs ? Comment travailler efficacement ? en réseau ? en lien avec les autorités ? Comment organiser des sessions de formation ? Quel avenir pour les jeunes pris en charge ? Comment les accompagner ?

- country where he made this request.
- The minor victim must be given the benefit of the doubt regarding the presumption of majority.

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Observations regarding the contexts:

What are the methods used for the identification and for the support of the minor victim of Human trafficking in your association/ your countries? What are the criteria to take into account to identify a minor victim of human trafficking? How are supported the minors and the young adults? What measures can be proposed for their rehabilitation (in terms of driving license, education, job, housing ...)?

Regulations and politics/ their implementations:

Does your national regulation provides an identifying procedure of the minors victims of human trafficking? Does an emergency support policy for minors victims of trafficking exist in your country ? What are the results? Does the State implement such specific measures to support young persons?

Actions led by the civil society and the public authorities:

How could the detection and the identification of minor victims of human trafficking be improved? What training need to be proposed to the members of the institutions and the associations in order to improve the detection and the identification of these minors? How to work efficiently? In networks? In connection with the authorities? How to organize training sessions? What future for the former victims? How to provide adequate support to them?



© J.L. Meïgè

~ 4 ~

Développer un travail en réseau au niveau international, régional et local parmi les acteurs engagés dans la lutte contre la traite des mineurs

À l'heure où le monde est de plus en plus interdépendant, la nécessité de la mise en place d'un travail en réseau se fait ressentir afin d'échanger sur des réflexions, des méthodes de travail et des pratiques autour de la lutte contre la traite des êtres humains. Outre ces échanges, la mise en place de partenariats entre les différents Etats touchés par ce phénomène permet une meilleure coordination des partenaires, une action harmonisée afin d'augmenter la protection, une meilleure prévention, une meilleure prise en charge et un meilleur accompagnement des victimes ou des victimes potentielles de la traite des êtres humains.

La Commission Européenne a envoyé une communication au Parlement européen, au Conseil, au Conseil économique et social européen et au Comité des régions la 19 juin 2012. Cette communication intitulée « Stratégie européenne de l'Union Européenne en vue de l'éradication de la traite des êtres humains pour la période 2012-2016 » prévoit les mesures à mettre en œuvre par les Etats avant l'entrée en vigueur de la directive 2011/36/UE (2013). La priorité D de cette stratégie prévoit d'améliorer la coordination et la coopération entre les principaux acteurs et la cohérence des politiques. L'action 3 cherche à promouvoir la création d'une plate-forme pour la société civile : « En 2013 sera créée une plateforme européenne des organisations et des fournisseurs de services de la société civile travaillant dans le domaine de l'assistance aux victimes et de la protection de ces dernières dans les Etats membres et dans certains pays tiers. La Commission veillera à ce que les fonds nécessaires soient disponibles dans les programmes de financement du domaine des affaires intérieures. »

Le Mouvement du Nid a initié une opération d'information et de prévention de la prostitution auprès de jeunes camerounais, en insistant plus particulièrement sur les offres alléchantes qui peuvent être proposées pour des séjours en France. Cette opération est effectuée en partenariat avec une ONG locale d'une ville importante du centre Cameroun.

~ 4 ~

Promoting networking at international, regional and local levels of anti-trafficking stakeholders

In a world that is increasingly interdependent, the establishment of a network is more and more necessary. The advantage of networking with other partners is to develop a common reflection on the methods of fight against human trafficking. By sharing good practices and experiences, this network can create links through the different Member States. It also allows better coordination of partners, harmonized action to increase protection, better prevention, better care and better support for victims or potential victims of trafficking.

The European Commission has sent a communication to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions of June, 19th, 2012. This paper entitled «European Strategy of the European Union for the eradication of human trafficking for 2012-2016» provides for measures to be implemented by the States before the entry into force of the Directive 2011 / 36/UE (2013). The priority of this strategy aims to improve the coordination and the cooperation among key actors and policy coherence. Action 3 seeks to promote the creation of a platform for civil society. «Will be created in 2013 a European platform of organizations and service providers, civil society organizations working in the field of victim assistance and protection of the latter in the Member States and in third countries. The Commission will ensure that the necessary funds are available in funding programmes in the field of internal affairs.»

The Mouvement du Nid has initiated an information operation and prevention of prostitution among young Cameroonians, with particular emphasis on the attractive offers that may be available to stay in France. It has been done in partnership with a local NGO of an important city of central Cameroon. For this purpose a comic book has been created by Africans artists. It is called «Cri du mangier» and tells the story of a young girl victim of abusive job offers first in Cameroon and then in France, as well as about ambiguous rela-

À cet égard, une BD a été rédigée par des africains. Il s'agit du « Cri du manguier » qui raconte les aventures d'une jeune fille victime d'offres d'emploi abusives, d'abord au Cameroun puis en France, ainsi que sur les rapports ambigus entretenus avec les « tantes » et son entourage. Elle est actuellement en cours de diffusion-test. S'y ajoutera prochainement un guide pédagogique qui sera présenté au cours d'une séance de formation de « formateurs » à l'automne 2012 lors d'un déplacement de responsables du Mouvement du Nid.

Caritas Albanie coordonne un projet euro-méditerranéen qui rassemble 11 partenaires Caritas engagés dans la lutte contre la traite des êtres humains. Le projet vise à enrichir leur savoir-faire par l'échange de pratiques et d'expériences et à développer une réflexion commune sur les méthodes de lutte contre la traite des êtres humains, comme phénomène évolutif. Certains partenaires sont impliqués depuis une dizaine d'années dans la prévention et la réintégration des victimes de traite ainsi que dans le développement de plaidoyers, de campagnes, d'ateliers et de publications sur le sujet de la traite des êtres humains dans leur pays (Caritas Albanie, Kosovo, Bosnie - Herzégovine, Roumanie, Kosovo, Arménie, Ukraine, Bulgarie). D'autres souhaitent s'enrichir des pratiques des premiers pour mieux connaître le phénomène de la traite des êtres humains et le combattre (Caritas Maroc, Turquie).

COATNET (Christian Organisations Against Trafficking NETwork - Réseau des organisations chrétiennes contre la traite des êtres humains) est un réseau œcuménique international qui regroupe 78 organisations catholiques, orthodoxes et protestantes du monde entier, qui luttent contre la traite des êtres humains aux niveaux régional, national et international et portent assistance aux personnes qui sont ou ont été victimes de traite des êtres humains. COATNET est présent dans 36 pays et sur tous les continents. Ce réseau opère sous l'autorité légale de Caritas Internationalis, responsable de la coordination quotidienne.

Il existe entre l'Inde et le Népal une collaboration étroite aux abords des frontières où le contrôle au passage n'est pas possible. Plusieurs groupes régionaux, composés d'ONG népalaises et des autorités de police se sont mis en place depuis 10 ans. Leurs objectifs sont de former et d'informer

relationship with «aunts» and her entourage. This comic book is currently in test-distribution. A pedagogical guide will soon be presented by responsables of Mouvement du Nil during a training session in fall 2012.

The Euro-Mediterranean project brings together 11 Caritas partners involved in the fight against human trafficking and seeks to enrich their knowledge through the exchange of practices and experiences and develop a common reflection on the methods of fight against human trafficking, as a dynamic phenomenon. Some partners to the project have been involved for more than ten years in the prevention and reintegration of victims of trafficking and the development of advocacy, campaigns, workshops and publications on the subject of human trafficking in their country (Caritas Albania, Kosovo, Bosnia - Herzegovina, Romania, Armenia, Ukraine, Bulgaria). Others hope to learn from their experience in order to have better knowledge about the phenomenon of human trafficking and about methods to fight it (Caritas Morocco, Lebanon, and Turkey). This project was built by all involved partners together.

COATNET (Christian Organisations Against Trafficking NETwork) is a international ecumenical network of 78 Catholic, Orthodox and Protestant organizations, fighting against human trafficking at regional, national and international levels and providing assistance to persons who are or have been victims of human trafficking. COATNET is present in 36 countries and in all continents. Since the 1st January 2010 the network works under the legal authority of Caritas Internationalis, responsible for the daily coordination and close cooperation with the steering committee of COATNET which includes Secours Catholique.

A very close collaboration has been developed between India and Nepal near the borders where the control is not possible. Several regional groups composed of Nepalese NGOs and police authorities have been established in the last 10 years. Their objective is to educate and inform the border populations, using similar tools, so they can report cases of unaccompanied children at the border, to implement a reference system between the various stakeholders in order to sup-

port systematically and professionally child victims of human trafficking, and the exchange of information between police searching for traffickers. **Planète Enfants** has trained together more than 500 people from the Police and associations, in order to implement a clear division of roles and effective collaboration, to share the same mode of communication towards vulnerable people and children.

les populations frontalières, avec les mêmes outils, pour qu'ils puissent signaler les cas d'enfants seuls à la frontière, de mettre en place un système de référencement entre les différentes parties prenantes pour que les cas d'enfants victimes soient pris en charge systématiquement et professionnellement, et l'échange d'informations entre polices pour rechercher les trafiquants. **Planète Enfants** est intervenue en amont de ces processus en formant notamment plus de 500 personnels de Police et d'associations, conjointement, afin de mettre en place une répartition claire des rôles et une véritable collaboration, de partager le même mode de communication vis-à-vis des personnes vulnérables et donc principalement des enfants.



© X. Schwebel, Secours Catholique

À l'origine, ECPAT est un mouvement né sous la forme d'une campagne internationale lancée en Asie du Sud en 1990 afin de lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Aujourd'hui, ECPAT est un réseau mondial d'organisations, composé de plus de 80 groupes dans 75 pays travaillant à l'élimination de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Les membres du réseau ECPAT ont pour vocation de lutter contre l'exploitation sexuelle et commerciale des enfants, c'est-à-dire toutes les formes de prostitution infantile, pornographie infantile, vente et traite des mineurs à des fins sexuelles. Reflétant l'élargissement du mandat du réseau, ECPAT signifie aujourd'hui « End child prostitution, child pornography and trafficking of children for sexual purposes ».

QUESTIONS À APPROFONDIR AUX NIVEAUX LOCAL, NATIONAL, EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Les constats selon les contextes :

À quel niveau doivent être mis en place les réseaux (local, national, régional, européen, international) et dans quel but? Quels types d'informations peuvent être échangés? Quels outils favoriseraient la mise en réseau?

Les législations et politiques/ leur application :

Existe-t-il des plateformes de mise en réseau d'informations dans votre pays?

Des actions menées par la société civile et par les pouvoirs publics :

Quel type de plateforme serait envisageable pour lutter efficacement contre la traite des mineurs? Qui y associer? Associations, institutions...? Que mettre sur cette plateforme? Un annuaire des différentes associations? Une documentation juridique regroupant les différents textes législatifs et les différentes jurisprudences en la matière?

Pour chacun des points soulevés...

Pistes de plaidoyer :

Quelles positions institutionnelles peuvent-être proposées dans ce domaine au niveau national, européen et international?

Originally ECPAT movement was born as an international campaign in 1990 in Southeast Asia to fight against sexual tourism involving children. ECPAT signified then «End Child Prostitution in Asian Tourism». Today, ECPAT is a global network of organizations composed of over 80 groups in 75 countries working to eliminate sexual exploitation of children for commercial purposes. The goal is to encourage the international community to ensure the respect of human rights of children around the world far from all forms of sexual exploitation for commercial purposes. Members of the ECPAT network are working to fight against sexual and commercial exploitation of children, that is all forms of child prostitution, child pornography, sale and trafficking of children for sexual purposes. Reflecting the expansion of the mandate of the network, ECPAT means today «End child prostitution, child pornography and trafficking of children for sexual purposes».

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS ON LOCAL, NATIONAL, EUROPEAN AND INTERNATIONAL LEVEL

Observations regarding the contexts:

At what level should the networks be developed (local, national, international) and for what goal? What kind of information can be shared? What tools could promote the networking?

Regulations and policies/ their implementations:

Is there any networking of information platform in your country?

Actions led by the civil society and the public authorities:

What kind of platform could be possible to fight efficiently against trafficking of minors? Who could be associated? Associations, institutions...? What could be put on this platform? A phonebook of the associations? Legal information which gather the regulations and the case law in this matter?

For each focus point:

Advocacy:

What institutional positions can be suggested in this field at national, European and international levels?



~ SOLIDARITÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE ~

~ SOLIDARITY BETWEEN GENERATIONS TO FIGHT POVERTY AND SOCIAL EXCLUSION ~



© A. Pachabel zan_Secours Catholique



LE COLLECTIF POUR L'ANNÉE EUROPÉENNE 2012 DONT LE SOUS-GROUPE « INTERGÉNÉRATIONS » / THE COALITION FOR THE EUROPEAN YEAR 2012 WITH « INTER-GENERATIONS » SUBGROUP

Accueil et Aide aux Personnes âgées (ACLAP), Aide à domicile en milieu rural (ADMR) ; AgirAbcd ; Amarilys ; ANDRH ; ARAF ; Association A6 ; Association des retraités BP ; Association E seniors ; **Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes** ; Agence pour le volontariat et la Valorisation de l'engagement (AVE) ; Cercles des seniors actifs ; Confédération Française des Retraités (CFR) ; Citoyennes pour l'Europe ; CLARA ; CLEIRPPA ; **Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant (CNAPE)** ; CNRPA ; Comité National Semaine Bleue ; CPCA ; ECTI ; EGEE ; Ensemble 2 générations ; Espace Bénévolat ; Eurochild ; **Fédération Nationale de Gérontologie (FNG)** ; Fédération Française des équipes de Saint Vincent ; FFCLD ; Fondation Armée du Salut ; Fonds social Juif unifié ; France Bénévolat ; France volontaires ; Génération en Action ; Générations et cultures ; Grands parrains ; IFAC provence ; Le social club ; Les Petits Frères des Pauvres ; Lire et Faire Lire ; Mouvements des Chrétiens Retraités (MCR) ; Old'up ; Passerelles et compétences ; Poursuivre ; Réseau National des Maisons d'Associations (RNMA) ; Seniorflex ; Société Française des Technologies pour l'Autonomie et de Gérontechnologie (SFTAG) ; Société St Vincent de Paul – CD Gironde ; **Union Nationale des Associations de Parrainage de Proximité (UNAPP)** ; UNICEF ; URIOPSS ; UNIOSS ; **Secours Catholique – Caritas France**



©A.Pachabelian, Secours Catholique

En Europe, les enfants sont plus vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion sociale que les autres groupes.

Le développement des solidarités entre les générations représente un aspect primordial pour lutter contre ce phénomène, d'autant plus dans une Europe où l'espérance de vie ne cesse d'augmenter. Cette solidarité implique l'idée d'une responsabilité commune et partagée (suivre l'évolution des enfants, prendre en charge les personnes âgées), qui concerne tous les aspects de la vie (privée et professionnelle) afin de rompre le cycle de transmission de la pauvreté entre les générations et en optimisant le bien-être de l'enfant.

Au-delà du bien-être des protagonistes, la construction et/ou le développement des liens entre des personnes appartenant à des générations différentes a toujours été un aspect incontournable à la cohésion, et à la cohérence, de la société. Toutefois aujourd'hui ces interactions sont précarisées, le lien se distend voire se défait entre ces générations, en raison de l'évolution des modes de vie et d'un contexte de crise multiforme. C'est pourquoi le développement de ces échanges doit devenir un aspect incontournable des politiques publiques, au niveau national comme européen, afin que chacun prenne conscience de l'urgence de la situation dans la grande Europe. Cela passe par le renforcement du soutien aux acteurs, le développement de partenariats pérennes entre eux (acteurs des secteurs publics et privés), l'incitation à être plus actifs dans ce domaine, dans le but de promouvoir la transversalité des compétences et, ainsi, d'être plus efficace dans la lutte contre la précarité grâce aux solidarités entre les générations.

In Europe, children are more vulnerable to poverty and social exclusion than other groups of people.

The development of solidarity between generations is one of the key aspects in the fight against this phenomenon, especially in Europe where life expectancy is increasing. This solidarity implies the idea of a common and shared responsibility (being attentive to the children's evolution, taking care of the elderly) which concerns all aspects of life (private and professional) in order to break the cycle of poverty transmission and by optimizing the well-being of the child.

Beyond the well-being of the protagonists, construction and/or development of bonds between different generations has always been a fundamental aspect of coherence and consistency of the society. However, nowadays such interactions are jeopardized. Due to a changing lifestyle and multiform crisis, the intergenerational links are weakened and are even falling apart. That is why the development of intergenerational exchanges should become a fundamental aspect of public policies at national and European levels in order to make everyone aware of the urgency of the situation in the enlarged Europe. This will be achieved through the capacity building of involved actors (from private and public sectors), the development of sustainable partnership between them, the encouragement of more active positions, in order to promote cross-disciplinary skills and to be more efficient in the fight against precariousness through solidarity between generations.



Année européenne du vieillissement actif
et de la solidarité entre les générations 2012



DANS QUEL CONTEXTE ?

Les dernières données compilées par la Division de la population de l'ONU montrent que le nombre des habitants de la planète âgés de 60 ans et plus devrait pratiquement tripler d'ici à 2050 : alors qu'on dénombre actuellement une personne âgée de 60 ans et plus pour 9 habitants, la proportion passera à 1 pour 5 en 2050 et atteindra 1 pour 3 en 2150 (ONU, 2006). En chiffres absolus, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus, estimé à 688 millions en 2006, devrait frôler les 2 milliards en 2050, date à laquelle (pour la première fois dans l'histoire de l'humanité) le nombre des personnes âgées devrait excéder celui des jeunes de moins de 14 ans. À cela s'ajoute le fait que les personnes vivent de plus en plus longtemps. À l'heure actuelle, les personnes âgées de 80 ans et plus ne représentent que 13 % de la population des plus de 60 ans, mais ce pourcentage pourrait atteindre les 20 % d'ici à 2050. La longévité de la population mondiale s'est accrue de façon spectaculaire, puisque l'espérance de vie moyenne à la naissance a augmenté de 20 ans depuis 1950, pour se situer actuellement à 66 ans. Arrivés à l'âge de 60 ans, un homme peut espérer vivre encore 17 ans en moyenne et une femme 21 ans. Toutefois, on constate encore de grandes différences entre les pays : dans les pays les moins avancés, les hommes qui atteignent 60 ans peuvent espérer vivre encore 15 ans en moyenne, et les femmes 17 ans, alors que dans les pays les plus développés l'espérance de vie au même âge est de 19 ans pour les hommes et 23 pour les femmes.

Comme le constate le Plan de Madrid « Une telle transformation démographique aura de profondes conséquences sur chaque aspect de la vie individuelle, communautaire, nationale et internationale. L'humanité évoluera dans tous les domaines : social, économique, politique, culturel, psychologique et spirituel »

WHAT BACKGROUND?

The latest figures compiled by the United Nations Population Division show that the number of people in the world aged 60 and older should practically triple by 2050: while currently we can count one senior of 60 years and more for 9 people, the proportion will rise to 1 for 5 people in 2050 and will reach 1 for 3 in 2150 (UN, 2006). In absolute terms, the number of seniors of 60 years and more, estimated at 688 million in 2006, is expected to grow to 2 billion by 2050, date when (for the first time in the history of humanity) the number of seniors is expected to exceed that of people younger than 14 years. In addition seniors are living longer and longer. At the present time "very old people" (aged 80 years and more) represent only 13% of the population older than 60 years, but this figure could reach 20% by 2050. The longevity of life of the world's population has increased spectacularly since the average life expectancy at birth has increased by 20 years since 1950, reaching 66 years now. At the age of 60, a man can expect to live 17 years on average and women 21 years. However, there are still large differences between countries: in the least developed countries, men who reach age 60 can expect to live 15 years on average, and women 17 years, while in most developed countries the life expectancy at that age is 19 years for men and 23 for women.

As noted by the Madrid Plan: "This demographic transformation will have a profound impact on every aspect of the individual, communal, national and international life. Humanity will evolve in all areas: social, economic, political, cultural, psychological and spiritual"

Evolution de la réflexion internationale sur le vieillissement Evolution of the international reflection on ageing

- 1982** **Première Assemblée mondiale sur le vieillissement, Vienne**
First World Assembly on Ageing, Vienna
> Programme d'action international de Vienne sur le vieillissement
International Plan of Action on Ageing of Vienna
- 1991** **Adoption des Principes des Nations Unies pour les personnes âgées**
Adoption of the United Nations Principles for seniors
- 1999** **Année internationale des personnes âgées**
International Year of Older Persons
- 2002** **Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, Madrid**
Second World Assembly on Ageing, Madrid, 2002
> Plan d'action international sur le vieillissement et Déclaration politique de Madrid
International Plan of Action on Ageing and the Political Declaration of Madrid
> Commission économique pour l'Europe (CEE), Berlin
Economic Commission for Europe (ECE), Berlin
- 2012** **Année Européenne du Vieillissement Actif et de la Solidarité Intergénérationnelle**
European Year of Active Ageing and Intergenerational Solidarity

QU'EST-CE QUE LE VIEILLISSEMENT ACTIF ?

WHAT MEANS ACTIVE AGEING?

Le fait de vieillir en bonne santé en conservant pleinement sa place dans la société, en restant épanoui dans sa vie professionnelle, autonome dans la vie quotidienne et engagé en tant que citoyen.
Growing old in good health and as a full member of society, feeling more fulfilled in our jobs, more independent in our daily lives and more involved as citizens.

QU'EST-CE QUE LA SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE ?

WHAT MEANS SOLIDARITY BETWEEN GENERATIONS?

Le soutien mutuel et la coopération entre différents groupes d'âge, afin de mettre en place une société permettant aux personnes de tous âges d'apporter leur contribution, et de bénéficier des progrès économiques et sociaux de leur communauté, selon leurs besoins et leurs capacités.
Mutual support and cooperation between different age groups, to develop a society that allows people of all ages to contribute, according to their needs and capabilities, and benefit from social and economic progress of their community.

L'ANNÉE EUROPÉENNE 2012 VISE À PROMOUVOIR LE VIEILLISSEMENT ACTIF DANS TROIS DOMAINES : EMPLOI, PARTICIPATION DANS LA SOCIÉTÉ ET AUTONOMIE.

THE EUROPEAN YEAR 2012 SEEKS TO PROMOTE ACTIVE AGEING IN THREE AREAS: EMPLOYMENT, PARTICIPATION IN SOCIETY AND INDEPENDENT LIVE.

LES ACTEURS SE MOBILISENT :

- L'Organisation mondiale de la santé s'efforce de renforcer la capacité des pays en développement à faire face aux conséquences du vieillissement en matière de santé, en défendant notamment l'idée du « vieillissement actif ».
- Désigné par le Plan de Madrid comme responsable des questions de vieillissement au sein du système des Nations Unies, le Département des affaires économiques et sociales apporte un soutien substantiel et continu au processus intergouvernemental, par le biais notamment de la Commission du développement social, et s'efforce de faciliter la prise en compte systématique du problème du vieillissement à l'échelle planétaire.
- Eurostat propose plusieurs rapports pour mieux comprendre le phénomène. Par exemple, Active ageing and solidarity between generations. A statistical portrait of the European Union 2012.
- Le Comité des régions se penche sur les façons de promouvoir le vieillissement actif en Europe
- AGE Platform Europe est un réseau européen qui regroupe près de 150 organisations de personnes âgées de 50 ans et plus, qui a pour vocation de faire connaître et de promouvoir les intérêts des 150 millions de personnes âgées que compte l'Union européenne et de les sensibiliser aux questions qui les préoccupent le plus.
- Le Collectif VASI est l'interlocuteur français de l'Année européenne 2012 pour le secteur associatif. Ses membres se sont regroupés pour travailler ensemble et ont contribué à sa réussite. Il est ouvert à toutes les associations et compte fin 2012 une soixantaine de membres. Il collabore avec le réseau européen qui, sous l'impulsion d'AGE, a contribué à la définition et à la mise en œuvre de cette Année européenne.

MOBILIZATION OF ACTORS:

- The World Health Organization is working to strengthen the capacity of developing countries to deal with the consequences of aging on health, particularly in defending the idea of «active aging».
- Appointed by the Madrid Plan as responsible for aging issues in the United Nations system, the Department of economic and social affairs is providing substantial and ongoing support to intergovernmental process, particularly through the Commission for Social Development, and tries to facilitate systematic consideration of the problem of global aging.
- Eurostat offers several reports to better understand the phenomenon. For example, Active ageing and solidarity between generations. A statistical portrait of the European Union 2012.
- The Committee of the regions focuses on ways to promote active ageing in Europe.
- AGE Platform Europe is a European network of around 150 organizations of and for people aged 50+. The purpose of its work is to voice and promote the interests of the 150 million inhabitants aged 50+ in the European Union and to raise awareness of the issues that concern them most.
- VASI Collective is a French interlocutor for the European Year 2012 for the voluntary sector. Its members come together to work together and contribute to its success. It is open to all associations and currently has 60 members. It collaborates with the European network which, under the leadership of AGE, has contributed to the definition and implementation of the European Year.

~ 1 ~

Lutter contre la pauvreté de l'enfant / du jeune en soutenant son développement personnel

La montée en puissance de l'individualisme serait un symptôme patent de la société contemporaine, source d'incompréhension, d'isolement, de fragilité du lien social et, par conséquent, d'une précarité qui touche notamment les plus jeunes. C'est pourquoi les interactions entre des personnes appartenant à des générations différentes permettent de lutter contre cette pauvreté, qu'elle soit sociale, psychologique ou matérielle : partager des moments, dialoguer... incite les acteurs à faire face à leurs propres préjugés (souvent source de discriminations à l'âge par exemple), les dépasser, mieux se connaître eux-mêmes et construire un lien social indispensable pour s'extraire des situations de pauvreté.

Le Secours Catholique – Caritas France, à travers la délégation de la Gironde, développe un projet de « logement intergénérationnel »: né d'une demande des jeunes étudiants bordelais, à la recherche de logement à moindre coût dans cette ville universitaire attractive, le projet prévoit la construction de plusieurs logements intergénérationnels, où cohabiteraient des personnes appartenant à toutes les générations. Ce projet veut permettre de transmettre différentes formes de savoirs, de faire évoluer les perceptions que les générations se font l'une de l'autre et qui sont sources de discriminations.

L'association Lire et Faire Lire travaille à restaurer le lien intergénérationnel à travers un programme, développé dans chaque région / département par deux réseaux associatifs : l'UNAF et de la Ligue de l'Enseignement. Il consiste à développer le plaisir de la lecture : des bénévoles (devant être âgés d'au minimum 50 ans, pas nécessairement des « retraités ») se rendent dans des écoles, à la demande de celle-ci, pour faire la lecture aux enfants. Ce programme rassemble 13 000 bénévoles qui rencontrent chaque année environ 350 000 enfants. Un partenariat a été mis en place entre Lire et Faire Lire et l'association de la Charte des Auteurs et Illustrateurs Jeunesse, sur le thème de la vieillesse.

~ 1 ~

Supporting children's personal development to fight poverty

The rise of individualism is an obvious symptom of the contemporary society, and is a source of misunderstanding, isolation, social bonds fragility and, by consequence, a precariousness that particularly affects children. That is why interactions between people belonging to different generations can fight against this social, psychological and material poverty: sharing time, inter-personnel communication... encourages people to face their own prejudices (often sources of age discrimination, for example), to overstep them, to know themselves better and to build the social bonds necessary to move out poverty.

The Secours Catholique - Caritas France, through diocesan Caritas of Gironde, is developing an «intergenerational housing» project: laying on the needs of students living in Bordeaux and searching cheap accommodation in this attractive university town, the project plans to build several "intergenerational houses" where people from different generations could live together. This project would allow sharing different kinds of knowledge and changing mutual perceptions, sources of discriminations.

The association Lire et Faire Lire works at restoring the link between generations through a program developed in each region/department by two associative networks: UNAF and the League of Education. The objective is to restore the joy of reading: volunteers aged from 50 years old on, but not necessarily «retired», go to schools at the request of the latter, to read to children. This program brings together 13,000 volunteers and impacts every year about 350,000 children. A partnership was established with the association "the Charter of Authors and Illustrators for Kids" on the theme of old age.

QUESTIONS À APPROFONDIR :

Lutte contre les préjugés et stéréotypes :

Dans quelle mesure développer les interactions entre enfants et personnes plus âgées permettrait-il de dépasser certains stéréotypes sociaux, mieux vivre les différents âges de la vie, échanger et lutter contre la pauvreté des enfants sous toutes ses formes ?

Liens familiaux :

Comment sortir de la pauvreté en développant et en pérennisant les liens familiaux, première source d'épanouissement, de bien-être et d'intégration sociale des enfants ?

Soutiens entre générations :

Comment lutter contre la pauvreté des enfants en construisant durablement des soutiens mutuels entre les générations, grâce à des formes renouvelées de « solidarité inter-générationnelle » comprenant des échanges (savoirs, savoir être et savoir faire) réciproques ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quelles actions mène votre structure dans ce domaine ?

POINTS D'ATTENTION

Tenir compte de trois aspects majeurs : la réciprocité des échanges entre les générations, le fait de rendre acteur l'enfant dans la construction de la société et l'implication de toutes les générations dans cette solidarité.

~2~

Lutter contre l'isolement et l'exclusion sociale des personnes âgées grâce au développement d'échanges réciproques

Outre la construction identitaire de l'enfant (ou du jeune), le développement des échanges réciproques entre les générations permet de lutter contre l'isolement croissant des personnes âgées, qu'elles soient à domicile ou bien dans des établissements spécifiques. En effet, cette exclusion sociale devient de plus en plus préoccupante actuellement en raison, en partie, de la mobilité accrue des membres d'une même famille, de la précarisation des retraites... Symptôme de l'évolution de la société, cet isolement peut toutefois être combattu grâce aux interactions entre différentes générations, source d'enrichissement et de soutien mutuels.

Tisser des liens entre les générations afin de lutter contre l'isolement des personnes âgées est également une des préoccupations de la Caritas

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS:

Fight against prejudice and stereotypes:

How the development of interactions between youth and older people allow overcoming social stereotypes, better living life stages, exchanging, and fighting child poverty in all its forms?

Family links:

How to move out poverty by developing and maintaining family links, main source of vitality, well-being and social integration of children?

Support between generations:

How can we fight child poverty by building sustainable mutual support between generations, thanks to renewed forms of «intergenerational solidarity» including reciprocal exchanges (knowledge, skills and attitudes)?

Caritas network and its partners:

Is your organization develops actions, experimentations, in this area? What kind?

FOCUS POINT

Three major aspects should be considered: the reciprocity of exchanges between generations, the active role played by the child in the construction of society, and the involvement of all generations in this solidarity.

~2~

Fighting isolation and social exclusion of the elderly through the development of mutual exchanges

More than contributing to the identity-building of the child (or young person), the development of mutual exchanges between generations allows fighting the increasing isolation of the elderly, living at home or in specific institutions. Indeed, social exclusion of the elderly is developing because of several factors, such as the increased mobility of family members, or economical, pension's crisis... Isolation, which can be seen as a symptom of our social evolution can be tackled by intergenerational interactions, source of enrichment and mutual support.

Forging the links between generations in order to fight the isolation of seniors is one of the preoccupations of Caritas in Belgium through the project « Joka ». It provides an opportunity for young people (minimum 16 years old) to spend a week at Easter or during the summer in a structure for the elderly (retirement home, psychiatric hospitals, institutions for disabled).

Belgique, à travers le projet « Joka ». Celui-ci permet à des jeunes, âgés d'au moins 16 ans, de passer une semaine, à Pâques ou durant l'été, dans une structure accueillant des personnes âgées (maisons de retraite, hôpitaux psychiatriques, établissements pour personnes handicapées).

Caritas Magadan (Russie) a mis en place un programme d'accompagnement des rescapés du goulag dans la région de Magadan, qui se traduit à travers deux types d'activités : l'organisation de rencontres régulières (environ une fois par mois) des personnes ayant connu les camps du goulag, et l'accompagnement à domicile de ceux ayant perdu leur autonomie. Les rencontres mensuelles permettent à ces rescapés de se retrouver autour de chants, de concerts, de films, mais aussi de partager leurs expériences et difficultés communes, offrent l'occasion de fêter les anniversaires et les fêtes du mois. Ces personnes, très âgées (entre 70 et 90 ans), y trouvent également une aide matérielle, médicale et juridique.

Le Secours Catholique – Caritas France s'est investi dans cette démarche à travers plusieurs initiatives. Ainsi, dans la délégation de la Sarthe, des enfants (de 6 à 14 ans) en difficulté, suivis par le Secours Catholique dans le cadre de l'accompagnement scolaire ou bien placés en établissements spécialisés, se rendent dans une maison de retraite dans une commune voisine. Chaque rencontre est préparée avec les enfants la semaine qui précède et le personnel de la maison de retraite est associé à ces visites : chaque enfant a un grand-père ou une grand-mère « d'adoption », avec lequel il réalise des activités (cuisine, dessin...) prévues en amont par une équipe d'animation. Ces échanges sont l'occasion, pour les enfants, d'être valorisés et stimulés ; quant aux personnes âgées, ces visites de leurs petits-enfants « d'adoption » représentent un temps de rencontre et d'échange très attendu, qui leur procure une grande joie.

Les Petits Frères des Pauvres en France mettent actuellement en place le projet « Voisin-Age ». Celui-ci consiste à mettre en relation les personnes âgées avec leurs voisins, en privilégiant la proximité, les affinités et la réciprocité des échanges. Cette responsabilité est partagée par plusieurs « voisins ». Une communauté web a été créée à ce sujet : elle permet à chacun de rencontrer les personnes

Caritas Magadan (Russia) has developed a programme to support survivors of the Gulag in the region of Magadan. Two types of activities are conducted: organisation of regular meetings (once a month) for survivors and home care for survivors who lost their autonomy. The monthly meetings offer to survivors the possibility to meet around songs, concerts, films, but also to share their experiences and mutual difficulties, and to celebrate birthdays and holidays. These very aged people (between the age of 70 and 90) can also find some material, medical and legal support.

Secours Catholique – Caritas France is involved in this process through several initiatives. For example, in the delegation of the Sarthe, children in difficulty (from 6 to 14 years old), accompanied by Secours Catholique by the mean of school tutoring or placed in specialized institutions, have the possibility to visit a retirement home in a neighbouring town. Every meeting is prepared with children and staff of the retirement home the week before. Every child has a "foster" grandfather or grandmother with whom he participates in scheduled activities (cooking, drawing...) planned by the animation team. These exchanges are an opportunity for children to be valorised and stimulated; for seniors these visits are very important, eagerly awaited and give them a great joy.

The organisation Petits Frères des Pauvres in France is currently implementing the project « Voisin-Age ». The goal is to create relationships between older people with their neighbours, favouring closeness, similarities and reciprocity of exchanges. This responsibility is shared by several "neighbours". For this purpose a web community has been created: it allows everyone to meet a senior in the neighbourhood, other neighbours and to coordinate activities with them (visits, phone calls, help with shopping and housework, travels...).

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS

Social cohesion:

How to make understand the fact that links between generations are positive for social cohesion? Why these links are needed to maintain social cohesion? How does a child become, from his early age, an actor of social cohesion?

Caritas network and its partners:

Is your organization develops actions, experimentations, in this area? What kind?

âgées de son quartier, ainsi que les voisins qui sont déjà en relation avec elles et, ainsi, de coordonner ses actions avec eux (visites, appels téléphoniques, aide pour les courses ou le ménage, accompagnement dans les déplacements...).

QUESTIONS À APPROFONDIR

Cohésion sociale :

Comment rendre davantage visible le lien entre les générations et le maintien de la cohésion sociale ? Dans quelle mesure ces liens sont-ils nécessaires à ce maintien ? Comment l'enfant devient-il acteur, dès son plus jeune âge, de ce maintien de la société ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quelles actions mène votre structure dans ce domaine ?

~ 3 ~

Lutter contre la pauvreté des familles grâce au développement de leur qualité de vie

Les difficultés quotidiennes, le fait de se sentir trop accompagné ou pris en charge, le stress croissant constaté dans les milieux professionnels, l'équilibre précaire entre vie familiale et vie professionnelle... finissent par affaiblir certaines familles, et plus particulièrement les enfants. Cette accumulation de problèmes est d'autant plus importante pour les familles précaires qu'elle les enferme dans un cycle dont il est difficile de sortir : pauvreté, accumulation de dettes, travail envahissant, manque de temps pour s'occuper de ses enfants, fatigue, perte de confiance en soi, regard dévalorisant parfois de ses propres enfants sur soi, sentiment d'abandon de la part des enfants...

Des démarches sont faites par **Caritas Lituanie** auprès de familles, de personnes âgées et/ou malades afin qu'elles trouvent un équilibre dans leurs engagements familiaux et professionnels. Pour cela, la Caritas est engagée dans la fourniture de services de soins pour les enfants, d'assistance sociale et de soins à domicile. Le travail consiste également en la création (en concertation avec les entreprises) de nouveaux dispositifs ou d'aménagements du temps de travail, pour permettre un investissement familial facilité. L'intérêt de ce projet réside dans le travail en concertation avec l'ensemble des acteurs de la thématique : parents, familles, autorités locales, gouvernements, entreprises...

~ 3 ~

Fighting families' poverty by developing their quality of life

The daily challenges, the feeling of being assisted, the increasing stress in the professional field, the delicate balance between family and professional life... can undermine some families and especially children. The accumulation of problems is even more important for precarious families because it locks them into a circle hard to get out from: poverty, mounting debts, burnout, and lack of time for children, fatigue, loss of self-confidence, children's feelings to be neglected...

Caritas Lithuania works in the direction of families, elderly and / or sick people, so they can find a balance in their family and work commitments. As a consequence, Caritas is engaged in providing care services for children, social assistance and home care. The work also consists in the creation (in consultation with enterprises) of new systems or flexible working hours to balance professional with the family life. The added-value of this project is the consultation of all the actors concerned by this issue: parents, families, local authorities, governments, businesses...

The Secours Catholique - Caritas France delegation of Chalons / Reims-Ardenne implemented a project of « Intergenerational holidays ». The project is born from the experience of a small group of elderly people knowing each other very well. They decided to go on holiday all together with their children and grandchildren. The success of the initiative made them ask in 2011 the Secours Catholique's delegation to form an expanded group to go holidays with other families. The delegation has completely taken care of the costs. The group was made up of 48 people, including 14 children aged from 4 to 17 years.) Various activity groups have been organised (such as writing, crafts...) to value the persons. The goal of the project was to leave together, to create deep connections beyond the initial group and the family unit, to take a new look at the family and to build different bonds. The participants had to manage different tensions inevitable in any family, but the results were very positive.

Dans la délégation de Chalons / Reims-Ardenne du **Secours Catholique - Caritas France**, un projet de « Vacances intergénérationnelles » a été mis en place. Un petit groupe de personnes âgées en est à l'origine : elles se connaissaient bien et ont décidé de partir ensemble en vacances avec leurs enfants et leurs petits-enfants. Face au succès de la démarche, elles ont demandé en 2011 à la délégation de constituer un groupe élargi, afin qu'ils partent avec ces autres familles une semaine en vacances (la délégation a totalement pris en charge les frais, ce groupe était constitué de 48 personnes, dont 14 enfants de 4 à 17 ans). Différents ateliers étaient organisés (écritures, activités manuelles...) qui permettaient de valoriser la personne. L'objectif était de partir ensemble, de créer des liens profonds au-delà du groupe initial et de la cellule familiale, d'apprendre à porter un regard nouveau sur sa propre famille, de construire des liens différents. Il a fallu gérer des tensions inhérentes à toute famille mais le bilan est globalement très positif.

QUESTIONS À APPROFONDIR

Actions développant la solidarité entre générations :

Comment développer et soutenir les nouvelles formes de solidarité intergénérationnelle (parrainages différents, réseau de relations de proximité, logement intergénérationnel...) dans la grande Europe ?

Réseau Caritas et ses partenaires :

Quelles actions mène votre structure dans ce domaine ? L'État soutient-il ces initiatives ?

QUESTIONS FOR FURTHER DISCUSSIONS

Activities developing inter-generational solidarity:

How to develop and support new forms of inter-generational solidarity (mentoring, proximity networks, intergenerational housing ...) in Europe?

Caritas network and its partners:

Is your organization develops actions, experimentations, in this area? What kind?



© L.Charnier-myop - Secours Catholique

~ 4 ~

Tribune du groupe de travail « Inter-Génération » du collectif inter-associatif pour l'Année européenne 2012, France

Au niveau national, des organisations françaises se sont regroupées dès 2001 dans une « Coordination Age France ». À l'annonce du lancement de l'Année 2012, la Coordination a proposé de mettre en place un « Collectif inter-associatif Année 2012 » qui s'est constitué le 13 octobre 2011. Ce Collectif a vocation à travailler avec le plus grand nombre d'organisations pour traduire, en France, l'initiative d'Age Plate-forme Europe qui coordonne, au niveau européen, une « Coalition pour l'année 2012 » constituée de 40 « têtes de réseaux » européens. Ce collectif a par la suite été rejoint par de nombreuses autres associations.

Des associations du collectif, menant des projets dans des domaines variés tels la protection de l'enfance, le parrainage, les politiques sociales européennes, le bénévolat... se sont réunies dans ce groupe « Inter-génération » du collectif inter-associatif afin de mutualiser leurs compétences et leurs expériences, coordonner leurs informations, partager leurs « bonnes pratiques » et réfléchir ensemble à la solidarité entre les générations.

Ce groupe analyse également les textes, institutionnels ou non, existants sur ce sujet : cela lui permettra de construire et enrichir sa propre définition de « solidarité intergénérationnelle », de souligner les carences officielles (à partir des expériences et projets menés par les associations) et de réfléchir à des propositions et recommandations collectives à formuler à destination des institutions. Ainsi, à partir de ces expériences de terrain, les associations apportent leur contribution au travail mené par les autorités publiques et la société civile à propos de l'intergénérationnel.

Ce groupe de travail travaille depuis quelques mois sur la rédaction d'une tribune qui devrait être lancée dès la rentrée de septembre. L'objectif initial était de dégager une question et /ou une thématique qui se vivait dans les associations, constatée « sur le terrain », mais à laquelle la Commission européenne et le gouvernement français portaient peu d'attention. Cet outil permet d'interpeller les différents acteurs institutionnels sur cette question. Voici le texte ci-après.

~ 4 ~

Public statement from the working group «inter-generations» of the inter-associative coalition for the european year 2012, france

French organizations have come together on the national level since 2001 in a coalition: «Coordination Age France.» At the launch of the European Year 2012, the Coordination proposed to set up an "Inter-associative coalition for the European year 2012" which was formed on 13 October 2011. This Coalition works with a big number of organizations in order to transpose in France the Age Platform Europe initiative which is coordinating at the European level the "Coalition for 2012 Year", consisting of 40 European "networks' heads". This coalition was later joined by many other associations.

Some associations of the coalition, working in the field of childhood protection, mentoring, European social policies, volunteering... are member of the «Inter-generation» subgroup. In which they may pool their skills and experiences, coordinate their information, share «best practices» and reflect together on solidarity between generations.

This group also analyzed existing texts on the subject, institutional or not, in order to propose its own definition of «intergenerational solidarity», but also in order to highlight the deficiencies (based on the experiences and projects done by associations) and to consider drafting proposals and collective recommendations for institutions. So laying on their concrete experiences, associations are contributing to the work of public authorities and civil society in connection with inter-generations.

This working group has been working for several months on drafting a public statement to be launched at the beginning of September. The initial goal was to identify an issue and / or a theme from the experience of the associations observed «on the ground», but which the European Commission and the French government played little attention. This tool allows challenging institutional actors on this issue. This texts says that:



POUR UN NOUVEAU PACTE INTERGÉNÉRATIONNEL !

L'Année européenne 2012 du « Vieillesse active et de la solidarité intergénérationnelle » est l'occasion pour l'ensemble des acteurs, des secteurs public et privé, de rappeler l'urgence d'une situation qui nous concerne tous : le vieillissement de la population européenne et le besoin toujours plus important d'une solidarité accrue entre les différentes générations.

Aujourd'hui, la majeure partie des jeunes générations peine à trouver sa place au sein de la Société, tandis que les personnes âgées sont marginalisées, voire exclues. Le rôle de chacun des acteurs (pouvoirs publics, collectivités territoriales, associations, entreprises, établissements scolaires...) est indispensable pour maintenir et/ou construire des échanges réciproques entre toutes les générations, échanges nécessaires et urgents dans une Société européenne vieillissante. Il est impératif de les redynamiser de façon immédiate, sous peine de voir la cohérence de la Société se briser ; l'isolement des personnes âgées, fait déjà trop récurrent, deviendrait quasi-impossible à « endiguer », tandis que la précarisation alarmante des jeunes et la pauvreté des familles et des enfants, dénoncées par de nombreuses associations, continueraient à s'accroître.

Une prise de conscience collective de ce défi majeur est nécessaire et urgente.

Aujourd'hui, l'essentiel des initiatives prises dans ce domaine proviennent des associations et des collectivités territoriales. Toutefois, en ce qui concerne les premières, leur action est limitée par le manque de moyens, financiers, matériels et humains, et fragilisée par une coopération insuffisante entre elles. Quant aux secondes, elles éprouvent des difficultés à travailler de façon transversale en interne et de façon partenariale en externe.

TOWARDS A NEW INTERGENERATIONAL PACT!

The European Year of 2012 «Active Ageing and Intergenerational Solidarity» is an opportunity for all stakeholders, from the public and private sectors, to underline the urgency of a situation that concerns all of us: the ageing of the European population and the ever increasing need for greater solidarity between generations.

Today, the most part of the younger generation is struggling to find its place in society, while older people are being marginalized or even excluded. The role of every stakeholder (government, local authorities, associations, companies, schools...) is essential to maintain and / or build mutual exchanges between all generations. Those exchanges are necessary and urgent in view of an ageing European society. It is crucial to boost these exchanges without delay: otherwise the social cohesion of the community will break down; the isolation of the elderly, already a frequent phenomenon, would become almost impossible to fight, while the precarious situation of youth and the poverty of families and children, underlined by many associations, will keep accelerating alarmingly.

A collective awareness of this major challenge is necessary and urgent.

Today, most initiatives in this area come from associations and local authorities. However, the action of associations is limited by a lack of financial, material and human resources, and weakened by insufficient cooperation between them. As for local authorities, they find it difficult to work in a transverse way internally, and on the basis of partnerships externally.

IL EST INDISPENSABLE :

- que les politiques publiques renforcent leurs appuis à ces deux acteurs-clés de la solidarité intergénérationnelle : associations et collectivités territoriales. Que les autorités publiques prennent en compte immédiatement cette problématique s'investissent davantage, promeuvent plus d'actions, collaborent du mieux possible avec les associations pour accroître l'efficacité des initiatives existantes et soutenir la création de nouvelles ;
- que les associations coopèrent davantage entre elles, mutualisent leurs efforts et leurs compétences propres (chacune d'elle a une approche spécifique du terrain, aborde l'intergénérationnel sous son angle de spécialisation) pour renforcer et valoriser les initiatives existantes ;
- que le rôle des autres acteurs (entreprises, établissements sanitaires, sociaux et scolaires...) soit encouragé pour promouvoir la transversalité des compétences dans ce domaine et développer des partenariats durables entre eux ;
- que les perceptions faussées des générations les unes vis-à-vis des autres (discriminations par l'âge, développement de stéréotypes sociaux) évoluent grâce à une meilleure visibilité du lien intergénérationnel (soutien aux projets menés en ce sens, campagne d'informations, ateliers d'échanges...).

IT IS ESSENTIAL:

- that public policies strengthen their support to these two key stakeholders of intergenerational solidarity: associations and local authorities. Public authorities should take this problem into account immediately and invest more, promote more programs partnering whenever possible with associations in order to increase the efficiency of existing initiatives and support the creation of new ones;
- associations should cooperate more with each other, pool their efforts and skills to strengthen and enhance already existing initiatives (each of them has its specific approach to the field, addresses the intergenerational issue according to its own aims and fields of action);
- the role of other stakeholders (companies, health, social and educational institutions...) should be encouraged to promote cross-disciplinary skills in this field and develop sustainable partnerships between each other;
- the distorted perceptions prevailing in one generation towards the other (discrimination by age, adoption of social stereotypes) should change thanks to a better visibility of intergenerational links (support for projects integrating this, information campaigns, workshops bringing generations together...).



Avec l'appui de :

With the support of :



~ 10 ~

RECOMMANDATIONS

SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

PACK OF RECOMMENDATIONS ON THE ISSUE OF CHILD POVERTY

présentées par
Caritas Europa, le 19 juin 2012

INTRODUCTION

L'avenir du développement social, politique et économique de l'Europe dépend de la façon dont ses enfants grandissent heureux, en bonne santé, bien éduqués et confiants.

Des études internationales montrent que la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants entraînent des coûts sociaux et économiques élevés pour le pays dans lequel ils grandissent.

En revanche, investir en faveur des enfants qui vivent dans la pauvreté permet, sur le long terme, des retombées économiques certaines et une diminution significative des coûts sociaux.

Les enfants qui grandissent dans la pauvreté ou dans l'exclusion sociale sont moins susceptibles d'atteindre leur plein potentiel. Ils courent un risque plus élevé d'être au chômage et de continuer à vivre dans la pauvreté en tant qu'adultes.

Des groupes spécifiques d'enfants présentent davantage de risques de vivre dans des conditions de pauvreté sévères ou extrêmes. Pour cette raison, ils méritent une attention particulière. *

En Europe, plus de 20 millions d'enfants sont exposés à la pauvreté. Ce chiffre augmente, conséquence directe de la crise économique. De nombreux services (santé publique, éducation, garde d'enfants...), dont les enfants exposés à la pauvreté dépendent, ont été réduits de façon sensible depuis le début de la crise.

presented by
Caritas Europa, June 19, 2012

INTRODUCTION

Europe's future social, political and economic development depends on the extent to which its children grow up happy, healthy, well-educated, safe and self-confident.

International studies show that child poverty and social exclusion lead to higher social and economic costs for countries.

In contrast, investing in children who live in poverty leads to very real economic benefits and to significant savings in social costs over the long-term.

Children who grow up in poverty or social exclusion are less likely to reach their full potential. They run a higher risk of being unemployed and living in persistent poverty as adults.

Specific groups of children are at high risk of more severe or extreme poverty, and for this reason need particular attention.

In Europe alone there are more than 20 million of children at risk of poverty. This number has grown as a direct result of the economic crisis. Many of the services on which children-at-risk-of-poverty depend including public health, education and childcare services have experienced significant cutbacks.



La crise a également entraîné des licenciements et la précarisation du travail. Ces évolutions ont des conséquences graves sur les familles concernées et leurs enfants.

En 2008, les décideurs européens n'ont pas tardé à réagir à la crise financière. Ils ont montré une volonté politique sans précédent en approuvant l'allocation de milliards d'euros de l'argent des contribuables aux banques et autres institutions financières pour les sauver de la faillite.

En revanche, la traduction des déclarations officielles de l'Union européenne et de ses États membres concernant les mesures visant à diminuer la pauvreté des enfants en un ensemble d'objectifs, de ressources, de plan d'action et de suivi des progrès cohérents a été un échec.

Caritas Europa estime que l'éradication de la pauvreté chez les enfants en Europe n'est possible qu'avec une mobilisation suffisante de la volonté politique.

Par conséquent, informé par la vaste expérience de ses organisations membres travaillant avec des enfants en situation de pauvreté et leurs familles, Caritas Europa appelle l'Union européenne et ses États membres à :

~ 1 ~

Adopter une approche spécifique, multidimensionnelle et basée sur les droits pour combattre la pauvreté des enfants, basée sur les normes et principes énoncés dans la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant.

Cette approche devrait comporter trois piliers :

- 1/ l'accès à des ressources adéquates
- 2/ l'accès à des services de qualité
- 3/ la participation garantie des enfants pour toutes les questions qui les concernent.

~ 2 ~

Assurer un revenu minimum adéquat pour les familles, au minimum au-dessus du seuil de pauvreté, pour prévenir et lutter contre la pauvreté des enfants. Fournir des prestations sociales universelles versées directement aux personnes qui ont l'enfant à charge, et soutenues par un revenu minimum adéquat, correspondant aux besoins réels.

The economic crisis has also resulted in a loss of employment and insecurity at work. These developments have serious consequences for the families affected and for the well-being of the children involved.

In 2008, EU leaders were very quick to react to the financial crisis. They showed unprecedented political will when they approved billions of euros of tax-payers' money being directed to banks and other institutions to save them from bankruptcy.

In contrast, there has been a failure to translate official statements on child poverty by the EU and its Member States into consistent targets, resources, action and monitoring of progress.

Caritas Europa believes that the eradication of child poverty in Europe is possible if a sufficient level of political will is mobilized.

Informed by the wide experience of its member organisations working with children in poverty and their families, Caritas Europa is calling on the EU and its Member States to :

~ 1 ~

Adopt a child-specific, multi-dimensional, rights-based approach to tackling child poverty based on the standards and principles enshrined in the United Nations Convention on the Rights of the Child. This approach should incorporate the three pillars :

- 1/ access to adequate resources
- 2/ access to quality services
- 3/ opportunities for children's participation in all matters that affect them.

~ 2 ~

Ensure an adequate minimum income for families, at least above the relative poverty threshold, to prevent as well as to combat child poverty. Provide universal child benefit paid directly to the child's main carer, and underpinned by adequate minimum income schemes related to real needs.

~ 3 ~

Maintenir une attention particulière pour les enfants qui sont davantage exposés à la pauvreté, y compris les enfants vivant en institution ou en sortant, les enfants issus de l'immigration ou issus de minorités, les enfants des demandeurs d'asile et réfugiés, les enfants voyageurs et roms, les enfants handicapés ou avec des parents avec un handicap, les enfants vivant dans des familles monoparentales et les enfants qui grandissent dans des familles à faible revenu et / ou avec des parents dont l'emploi est faiblement rémunéré.

~ 4 ~

Promouvoir des politiques familiales et relatives à l'enfant intégrées visant à briser le cycle de la pauvreté et éviter la transmission intergénérationnelle de celle-ci. Prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant dans la législation sur l'asile, en particulier lorsque cela concerne les enfants non accompagnés, et permettre un regroupement familial effectif pour les enfants de migrants et réfugiés.

~ 5 ~

Consolider les éléments de la « croissance inclusive » de la stratégie Europe 2020, en particulier l'initiative phare de la stratégie de «La Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale » qui identifie la pauvreté des enfants comme un sujet de préoccupation pour les États membres. Comme la pauvreté des enfants continue d'augmenter à un rythme plus rapide que la pauvreté parmi les autres groupes, il est important que la Plateforme européenne contre la pauvreté globale cible plus particulièrement la pauvreté des enfants parmi l'objectif de réduction de pauvreté et d'exclusion sociale de 20 millions de personnes d'ici 2020. Les objectifs en matière de pauvreté identifiés dans les Recommandations annuelles spécifiques adoptées par le Conseil européen devraient être élargis, pour se concentrer sur la réduction de la pauvreté infantile et familiale. L'avancement de la mise en œuvre de ces recommandations doit être suivi de près. Les mécanismes clés de soutien aux politiques d'inclusion sociale de la stratégie Europe 2020, y compris la protection sociale / l'inclusion/ la méthode ouverte de coordination devraient être renouvelés et renforcés de manière significative.

~ 3 ~

Maintain a particular focus on children who are at greater risk of poverty, including children living in or leaving institutions, children with migrant or minority backgrounds, children of asylum seekers and refugees, traveller and Roma children, children with disabilities or with parents with a disability, children living with single parents, and children growing up in low-income families and/or with parents in low-paid employment.

~ 4 ~

Promote a greater integration of family and child-centered policies aimed at breaking the cycle of poverty and the transmission of disadvantage across generations. Take the best interests of the child into consideration with regards to asylum legislation, especially when vulnerable unaccompanied children are involved, and provide for effective access to family reunification for children of migrants and refugees.

~ 5 ~

Strengthen the 'inclusive growth' elements of the Europe 2020 Strategy, in particular the strategy's flagship initiative 'European Platform against Poverty and Social Exclusion' which identifies child poverty as an issue of concern for Member States. As child poverty continues to increase at a greater rate than poverty amongst other groups, it is important that a sub-target for child poverty is set within the European Platform Against Poverty's overarching target of reducing poverty and social exclusion by 20 million by 2020. The targeting of poverty-related issues in the annual Country Specific Recommendations adopted by the European Council should be expanded to focus on reducing child and family poverty. Progress towards implementing these recommendations should be monitored. Key mechanisms supporting the social inclusion policies of the Europe 2020 Strategy including the Social Protection/Inclusion Open Method of Co-ordination should be renewed and significantly strengthened.

~6~

Donner une plus grande visibilité aux enfants en situation de pauvreté et à leurs familles dans le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2014-2020) par l'intégration de mesures globales qui peuvent être tracées et faire l'objet d'un suivi, et en faisant le lien entre le soutien direct et indirect aux familles confrontées à la pauvreté (par exemple, familles nombreuses, familles monoparentales).

~7~

Assurer la disponibilité des données adéquates et opportunes sur la pauvreté des enfants et l'inclusion sociale au niveau européen et au niveau des États membres. Un ensemble complet d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs sur la pauvreté des enfants, comprenant des éléments sur le nombre d'enfant à risque, sur les privations matérielles, ainsi que le travail faiblement rémunéré devrait être décidé et harmonisé par l'Union européenne et ses États membres. Les données devraient être collectées et publiées chaque année. La disponibilité de ces données permettrait d'élaborer des politiques se fondant sur une réalité concrète par les États membres et de promouvoir l'utilisation la plus rentable de leurs ressources publiques. Ces données pourraient également être utilisées pour évaluer l'impact de la crise économique et des mesures d'austérité qui y sont liées sur les enfants les plus vulnérables et leurs familles.

~8~

Fixer des objectifs annuels pour lutter contre la pauvreté des enfants dans le cadre des programmes de réforme nationaux des États membres. Les États membres devraient également être tenus de finaliser des sous-objectifs relatifs à la pauvreté des enfants dans leurs programmes nationaux de réforme, en consultation avec les autorités nationales et locales compétentes. Ils devraient également compatibiliser ces sous-objectifs dans leur contribution à l'objectif européen général de réduction de la pauvreté. Les progrès vers la réalisation de ces objectifs de réduction de la pauvreté des enfants doivent être suivis dans l'évaluation de la mise en œuvre des programmes de réforme nationaux des États membres (PNR).

~6~

Give greater visibility to children in poverty and their families in the EU's Multi-Annual Financial Framework (2014-2020) through the inclusion of comprehensive measures which can be traced and monitored, and by linking direct and indirect support to families facing poverty (eg multichild families, single-parent households).

~7~

Ensure the availability of more adequate and timely child poverty and social inclusion data at EU and Member State level. A comprehensive mix of quantitative and qualitative child poverty indicators, including at-risk-of-child-poverty measures, and measures of material deprivation, should be agreed and standardised by the EU and its Member States. The data should be collected and published on an annual basis. The availability of this data will allow for evidence-based policy development by Member States and promote the most cost-effective use of their public resources. This data should also be used to assess the impact of the economic crisis and related austerity measures on the most vulnerable children and their families.

~8~

Set annual targets for tackling child poverty as part of Member State's National Reform Programmes. Member States should also be required to set specific sub-targets relating to child poverty in their National Reform Programmes in consultation with all of the relevant national and local authorities, as their contribution to the headline European poverty-reduction target. Progress towards achieving these child poverty reduction targets should be monitored in the evaluation of the implementation of the Member State's National Reform Programmes (NRPs).

~9~

Impliquer la société civile dans une approche de partenariat pour la lutte contre la pauvreté des enfants. L'Union européenne et ses États membres devraient promouvoir une véritable participation de la société civile dans la préparation, la planification, le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et initiatives liées à la lutte contre la pauvreté des enfants. Des principes de partenariat efficaces devraient être mis au point entre la Commission, les États membres et la société civile, et devraient devenir obligatoires. En particulier, les contrats de partenariat entre la Commission européenne et les États membres devraient prévoir un rôle clair pour la société civile.

~10~

Améliorer l'échange et l'apprentissage mutuels afin de promouvoir des approches plus efficaces pour lutter contre la pauvreté des enfants au niveau européen et des États membres. Caritas Europa soutient la mise en place d'une structure appropriée au niveau de l'Union européenne pour favoriser l'intensification, le transfert et la diffusion des bonnes pratiques en matière de lutte contre la pauvreté des enfants et des familles et la promotion du bien-être des enfants. Cela aiderait à saisir la richesse des connaissances et des pratiques qui existent au niveau des États membres en ce qui concerne la pauvreté infantile.

~9~

Involve civil society in a partnership approach to tackling child poverty. The EU and its member states should promote a genuine involvement of civil society in the preparation, planning, monitoring, implementation and evaluation of child poverty-related programmes and initiatives. Effective partnership principles should be developed between the Commission, Member States and civil society, and should become mandatory. In particular, partnership contracts between the European Commission and Member States should prescribe a clear role for civil society.

~10~

Enhance mutual exchange and learning in order to promote more effective approaches to tackling child poverty at EU and Member State level. Caritas Europa supports the establishment of an appropriate structure at EU level to foster the scaling up, transfer and dissemination of best practices in relation to tackling child and family poverty and promoting child well-being. This would assist in capturing the richness of knowledge and practice that exists at Member State level in relation to addressing child poverty.



© G. Kerbaul, Secours Catholique

~ MÉTHODOLOGIE POUR LES RECOMMANDATIONS ~

~ METHODOLOGY FOR THE RECOMMENDATIONS~

Les recommandations produites par le groupe seront évaluées en fonction des critères suivants, avant d'être publiquement présentées en sessions plénières :

- 1- Cette recommandation reflète-t-elle une approche multidimensionnelle de la pauvreté des enfants, selon les trois piliers de l'inclusion active : (a) l'accès aux ressources ; (b) l'accès à des services abordables et de qualité et (c) l'opportunité pour les enfants de participer à tous les processus qui les concernent ?
- 2- Cette recommandation reflète-t-elle une approche intégrée pour faire face à la fois à la pauvreté des enfants et des familles ?
- 3- Cette recommandation conduit-elle à une meilleure mesure de la pauvreté des enfants au travers du développement d'indicateurs spécifiques de la pauvreté des enfants qui pourraient être standardisés parmi les Etats membres de l'Union Européenne ?
- 4- Cette recommandation est-elle guidée par une approche en termes de droits de l'homme, liée à la Convention des Nations Unies pour les droits de l'enfant ?
- 5- Cette recommandation encourage-t-elle la possibilité pour les enfants d'être consultés sur les questions qui risquent d'avoir des conséquences pour eux ?
- 6- Cette recommandation encourage-t-elle une approche partenariale entre les gouvernements des Etats membres et la société civile pour faire face au problème en question ?
- 7- Cette recommandation pourrait-elle être un élément de programme pour un candidat aux élections parlementaires européennes de juin 2014 ?

The recommendations produced by the group will be tested against the following criteria before they will be presented in plenary sessions :

- 1- Does the recommendation reflect the multi-dimensional approach to tackling child poverty represented by the three-pillar approach of Active Inclusion – (a) Access to Resources; (b) Access to quality and affordable services; and (c) the Opportunity for children to participate in all matters that affect them?
- 2- Does the recommendation reflect an integrated approach to tackling both child and family poverty?
- 3- Will the recommendation lead to better measurement of child poverty through the development of specific child poverty indicators that could be standardized across EU member States?
- 4- Is the recommendation informed by a human-rights based approach, linked to the UN Convention on the Rights of the Child?
- 5- Does the recommendation promote opportunities for children to be consulted about matters that are likely to affect them?
- 6- Does the recommendation encourage a partnership approach between MS governments and civil society groups in tackling the issue in question?
- 7- Is there a possibility for the recommendation to form part of candidate's election campaign manifestos for the European Parliament elections in June 2014?

~ L'UNION EUROPÉENNE ET LE CONSEIL DE L'EUROPE FACE À LA THÉMATIQUE « ENFANCE ET PAUVRETÉ » ~

~ EUROPEAN UNION AND COUNCIL OF EUROPE ADDRESSING "CHILDHOOD AND POVERTY" ISSUES ~

Note présentant les positions institutionnelles en septembre 2012

L'objectif de cette note est de présenter de manière synthétique la manière dont les institutions européennes se saisissent de la thématique « Enfance et pauvreté ». Différents documents récents s'y rapportent. Nous citerons ici le rapport consultatif du comité de la protection sociale du 27 juin 2012 pour ce qui est de la Commission Européenne ; la stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (2012-2015) et le plan d'action qui s'y rapporte.

UNION EUROPÉENNE (UE) VERS LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

La Commission européenne prépare en 2012 une recommandation sur le « bien être des enfants »¹ qui devrait être présentée durant le second semestre 2012. Un groupe de travail au sein du comité de la protection sociale, composé de représentants des Etats, a été engagé à contribuer activement à la préparation de cette recommandation. Les membres du groupe de travail du comité de la protection sociale ont donc rédigé un rapport, sur lequel, entre autres, la Commission fondera ses recommandations.

LE CONTENU DU RAPPORT

Le rapport adopté le 27 juin 2012 a pour but de présenter à la Commission européenne les éléments suivants : 1) un ensemble de principes généraux sur les messages politiques à faire passer; 2) une étude sur les différents indicateurs existants en matière de pauvreté et de bien-être des enfants;

Note presenting institutional positions in September 2012

The purpose of this note is to present in a synthetic way how institutions seize the theme « Childhood and Poverty », and how they address different issues identified by Secours Catholique as part of the Children and Poverty approach. This note is based on the following documents: the strategy of the Council of Europe on the Rights of the Child (2012-2015) and the Action Plan related to it; and the report of the Consultative Committee on welfare of June 27, 2012.

EUROPEAN UNION (EU) RECOMMENDATIONS OF THE EUROPEAN COMMISSION TO COME

European Commission is working on recommendations on the "wellbeing of children"¹ that should be presented during the second half of 2012. A working group in the Social Protection Committee, composed of representatives of States was committed to contribute actively to the preparation of this recommendation. The members of the working group of the Social Protection Committee have prepared a report on which, among other things, the Commission will base its recommendations.

CONTENT OF THE REPORT

The report adopted on 27 June 2012 aims at presenting the following points to the European Commission: 1) a set of general principles on the political messages to pass; 2) a study on the various existing indicators of poverty and well-being of children; 3) elements to promote and monitor

3) des éléments en vue de favoriser le suivi et la mise en œuvre des recommandations attendues. La plus grande partie du rapport concerne le développement d'indicateurs sur le bien-être des enfants. Des recommandations sont également développées pour la mise au point de mécanismes de suivi et pour l'utilisation des fonds de l'Union Européenne par les Etats membres.

POINTS NOTABLES

Même s'il aborde en premier lieu le soutien aux parents dans l'accès au monde du travail comme moyen de lutte contre la pauvreté des enfants, le rapport soulève également les points d'attention suivants :

- La prise en compte les différents aspects des politiques sociales : santé (prévention, santé mentale, jeune mères...), logement, conditions de vie (précarité énergétique, hébergement d'urgence,...), et protection de l'enfance.
- La spécificité des besoins des très jeunes enfants (éducation et soin).
- L'importance du développement des systèmes d'éducation (différents aspects du développement de l'enfant, impliquer les parents et les communautés, développer les activités parascolaires, lutter contre l'échec scolaire).
- L'encouragement nécessaire de la participation de l'enfant et de la prise en compte de son intérêt (dans les domaines culturel, civiques, de loisirs et sportifs).

Conseil de l'Europe (CoE)

CONTEXTE

Le Conseil de l'Europe a adopté des textes juridiques clairs ayant pour but de développer des normes. Un programme a été voté au sommet des chefs d'Etat. Le Conseil de l'Europe s'en est saisi pour mettre en place un programme ayant cours jusqu'en 2015. On relève la nécessité de lutter contre les violences faites aux enfants (la traite des mineurs en particulier) ; de développer les droits de l'enfant ; d'encourager la participation des enfants.

Echo aux thématiques approfondies en 2012 dans la démarche « Enfance et Pauvreté »

Le Conseil de l'Europe a défini 4 objectifs stratégiques (1. promouvoir des services et systèmes adaptés aux enfants ; 2. supprimer toutes les formes de violence à l'encontre des enfants ; 3. garantir les droits de l'enfant en situation de vulnérabilité ;

the implementation of expected recommendations. The largest part of the report concerns the development of indicators on the well-being of children. Recommendations are developed to improve the mechanisms of monitoring and for the use of EU funds by the Member States.

IMPORTANT POINTS

First of all the report deals with support for parents in accessing the world of work as a mean to fight against child poverty, but it also raises the following points of attention:

- Taking into account the various aspects of social policy: health (prevention, mental health, young mothers...), housing conditions (energy insecurity, emergency shelter...), and child protection.
- The specific needs of very young children (education and care).
- The importance of the development of education systems (different aspects of child development, involving parents and communities, develop extracurricular activities, fight against school failure).
- The necessary encouraging of child participation and taking into account of his interest (in cultural and civic areas, recreation and sport).

Council of Europe (CoE)

BACKGROUND

The Council of Europe has adopted clear legal texts designed to develop standards. A programme has been voted by the summit of Heads of State. The Council of Europe committed itself to implement the program running until 2015. There is also a need to address violence against children (trafficking in particular); to develop the Rights of the Child; to encourage the participation of children.

Echo to the topics identified by Secours Catholique in the «Children and Poverty» approach

The Council of Europe has identified 4 strategic goals (1. Promote adequate systems and services for children; 2. Eliminate all forms of violence against children; 3. Guarantee the rights of children in situations of vulnerability 4. Encourage the participation of children.)

It contains the following elements (elements included and specified in the action plan):

bilité ; 4. encourager la participation des enfants.) On y trouve des éléments sur les points suivants (éléments qui sont repris et précisés dans le plan d'action) :

■ **Éducation** : promotion de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, environnement sans violence, pédagogie.

■ **Mineurs et Justice** : accès à la justice, droits de l'enfant dans le système judiciaire, enfants placés hors du foyer parental, enfants en détention.

■ **Enfants migrants et enfants en déplacement** : demandeurs d'asile, réfugiés, non accompagnés, isolés, déplacés, apatrides, et enfants roms (formation de médiateurs scolaires roms,...).

■ **Traite des mineurs** : prise en compte de l'intérêt de l'enfant dans les procédures d'identification d'assistance et de protection.

POINTS SUPPLÉMENTAIRES

SUR LESQUELS LE CONSEIL DE L'EUROPE APORTE UN REGARD

La stratégie pour les droits de l'enfant du Conseil de l'Europe souligne également d'autres aspects cruciaux :

- La lutte contre les violences sexuelles y compris les mutilations génitales.
- La lutte contre les châtiments corporels, la violence sexuelle et la violence domestique.
- Les enfants handicapés.
- L'adaptation des soins de santé et des services sociaux aux enfants.
- L'encouragement de la participation de l'enfant.

Sur l'ensemble de ces points, l'action du Conseil de l'Europe vise à « veiller à la mise en œuvre effective des normes existantes concernant les droits des enfants » en fournissant des orientations politiques et un soutien aux Etats membres, et en établissant des mesures visant à faire face aux enjeux nouveaux et existants dans ce domaine.

■ **Education**: promotion of civic and human rights education, environment without violence, pedagogy.

■ **Juveniles and Justice**: access to justice, the rights of children in the judicial system, children placed outside the parental home, children in detention.

■ **Children migrants and travelling children**: asylum seekers, refugees, unaccompanied, isolated, displaced, stateless persons and Roma (Roma school mediators training...).

■ **Children trafficking**: taking into account the interests of the child in identification procedures of assistance and protection.

ADDITIONAL POINTS ON WHICH THE COUNCIL OF EUROPE PROVIDES AN OPINION

The strategy for the rights of the child of the European Council also highlights other crucial aspects:

- The fight against sexual violence including female genital mutilation.
- The fight against corporal punishment, gender-based violence and domestic violence.
- Children with disabilities.
- The adaptation of health care and social services to children.
- Encouraging the participation of the child.

On all these points, the action of the Council of Europe intends to «ensure the effective implementation of existing standards concerning the rights of children» by providing policy orientations and support to Member States and establishing measures to deal with new and existing challenges in this area.



Face à la pauvreté, quel bien-être pour les enfants et leurs familles et quelle solidarité intergénérationnelle ?



Confronted with poverty, what well-being for children and their families and what solidarity between generations?



~ CONTACT ~

Geneviève COLAS

Responsable du Pôle Europe, Direction France – Europe du Secours Catholique
Head of Europe desk, Direction France – Europe of Secours Catholique
genevieve.colas@secours-catholique.org
(+ 33)1 45 49 74 38 // (+ 33)6 71 00 69 90



La Maison
du Barreau



Cet évènement est financé par le Programme de la Communauté européenne pour l'emploi et la solidarité sociale (PROGRESS 2007-2013).

Ce programme a été créé pour soutenir financièrement la mise en oeuvre des objectifs de l'Union européenne en matière d'emploi et d'affaires sociales, tels qu'énoncés dans l'Agenda social, et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de la stratégie de Lisbonne dans ces domaines.

Ce programme de sept ans cible toutes les parties prenantes qui peuvent contribuer à définir une législation et des politiques appropriées et efficaces en matière d'emploi et d'action sociale dans l'ensemble de l'UE-27, l'AELE et les pays candidats et pré-candidats à l'UE. À cet effet, le programme PROGRESS 2007-2013 vise à : fournir des analyses et des conseils stratégiques dans les domaines de l'emploi, de la solidarité sociale et des politiques d'égalité des sexes ; assurer le suivi et faire des rapports sur la mise en oeuvre de la législation et des politiques communautaires relatives à l'emploi, la solidarité sociale et l'égalité des sexes ; promouvoir le transfert des politiques, l'apprentissage et le soutien entre les États membres concernant les objectifs de l'UE et les priorités, et relayer les vues des parties prenantes et de la société en général. Pour en savoir davantage sur PROGRESS, visitez le site:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>



This event is supported by the European Community Programme for Employment and Social Solidarity (2007-2013) – PROGRESS. This programme was established to financially support the implementation of the objectives of the European Union in the employment and social affairs area, as set out in the Social Agenda, and thereby contribute to the achievement of the Lisbon Strategy goals in these fields. The seven-year Programme targets all stakeholders who can help shape the development of appropriate and effective employment and social legislation and policies, across the EU-27, EFTA and EU candidate and pre-candidate countries. To that effect, PROGRESS purports at: providing analysis and policy advice on employment, social solidarity and gender equality policy areas; monitoring and reporting on the implementation of EU legislation and policies in employment, social solidarity and gender equality policy areas; promoting policy transfer, learning and support among Member States on EU objectives and priorities; relaying the views of the stakeholders and society at large. For more information see:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=en>

Caritas Europa Rue de Pascale, 4 - 1040 Bruxelles – Belgique

Secours Catholique 106 rue du Bac – 75341 Paris cedex 07